



-1 DEC 1913

Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC.

PROVINCE OF QUEBEC.

QUÉBEC, SAMEDI, 29 NOVEMBRE 1913.

QUEBEC, SATURDAY, 29th NOVEMBER, 1913

AVIS DU GOUVERNEMENT.

GOVERNMENT NOTICES.

Les avis, documents ou annonces reçus après-midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 3793

Notices, documents or advertisements received afternoon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 3794

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE
EN CHANCELLERIEOFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN
IN CHANCERY.

Québec, 21 novembre 1913.

Québec, 21st November, 1913.

Le dixième jour de novembre mil neuf cent treize, a été élu député à l'Assemblée législative de la province de Québec :

On the tenth day of November, one thousand nine hundred and thirteen, was elected member of the Legislative Assembly of the province of Quebec :

Monsieur Marcellin Robert, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Blaise, pour représenter la collège électoral de Saint-Jean.

Mr. Marcellin Robert, of the parish of Sainte Blaise, farmer, to represent the electoral division of Saint John's.

Le greffier de la couronne en chancellerie,
4805 L.-P. GEOFFRION.

4806 L.-P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE
EN CHANCELLERIEOFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN
IN CHANCERY.

Québec, 26 novembre 1913.

Québec, 26th November, 1913.

Le dixième jour de novembre mil neuf cent treize, a été élu député à l'Assemblée législative de la province de Québec.

On the tenth day of November, one thousand nine hundred and thirteen, was elected member of the Legislative Assembly of the Province of Quebec :

Monsieur Andrew Philips, agent, du village de Huntingdon, pour représenter le collège électoral de Huntingdon.

Mr. Andrew Philips, of the village of Huntingdon, agent, to represent the electoral divisions of Huntingdon.

Le greffier de la couronne en chancellerie,
4881 L. P. GEOFFRION.

4882 L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery.

Nominations

Appointments

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du onzième jour de novembre 1913, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Gaspé, MM. Zoël Allard, (B. P. Nouvelle), Pierre Landry, (B. P. Shoolbread), James Green, (B. P. Miguasha), tous trois cultivateurs, de la paroisse de Saint-Jean l'Évangéliste, comté de Bonaventure.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the eleventh day of November, 1913, to associate to the commission of the peace for the district of Gaspé, Messrs. Zoël Allard, (Nouvellet, P.O.), Pierre Landry, (Shouldbread P.O.), James Green, (Miguasha P.O.), all three farmers, of the parish of Saint Jean l'Evangeliste, county of Bonaventure.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du dix-huitième jour de novembre 1913, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Rimouski, M. Abraham Gagnon, cultivateur, de Saint-Joseph de Lepage, comté de Matane. 4833

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the eighteenth day of November, 1913, to associate to the commission of the peace for the district of Rimouski, Mr. Abraham Gagnon, farmer, of Saint Joseph de Lepage, county of Matane. 4834

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du dix-huitième jour de novembre 1913, de nommer Edward Scarlett Trehearne, de 68 Lincoln's In Fields, Londres, C. W., dans le Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, écuyer, solliciteur de la cour suprême, commissaire pour recevoir des affidavits pour l'usage d'aucune cour de la province, ou nécessaires pour tout acte où document devant être mis à exécution ou devant avoir son effet civil dans la province, sous l'autorité de l'article 27 du code de procédure civile de la province de Québec. 4879

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the eighteenth day of November, 1913, to appoint Edward Scarlett Trehearne, of 68 Lincoln's In Fields, London, W. C., in the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Esquire, solicitor of the Supreme Court, commissioner to receive affidavits for use in any court of the province, or necessary for any deed or document to be carried into execution or to have its civil effect in the province, under the authority of article 27 of the code of civil procedure of the province of Quebec. 4880

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingtième jour de novembre 1913, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district des Trois-Rivières, M. Joseph P. Thibaut, marchand, de Saint-Maurice, comté de Champlain.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twentieth day of November, 1913, to associate to the commission of the peace for the district of Three Rivers, Mr. Joseph P. Thibaut, merchant, of Saint Maurice, county of Champlain.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt et unième jour de novembre 1913, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district d'Ottawa, M. W. Stanfield Larose, gentleman, de la ville de Hull. 4875

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty first day of November, 1913, to associate to the commission of the peace for the district of Ottawa, Mr. W. Stanfield Larose, gentleman, of the town of Hull. 4876

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du treize novembre 1913, de nommer M. W. S. Walker, avocat, registraire, de la division d'enregistrement de Montréal Ouest. 4873

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 13th November, 1913, to appoint Mr. W. S. Walker, advocate, registrar of the registration division of Montreal West. 4874

Avis du Gouvernement

Government Notices

2741-13.

Québec, 21 novembre 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 19 novembre 1913, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-François, comté de Beauce, les lots Nos. 2038, 2037, 2064, et 2063 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-François, et de les annexer à celle de Saint-Victor, même comté. 4843

2741-13.

Quebec, 21st November, 1913.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR in council, has been pleased, by order dated the 19th November, 1913, to detach from the school municipality of Saint François, county of Beauce, the lots Nos. 2038, 2037, 2064 and 2063 of the official cadastre of the parish of Saint-François and to annex same to that of Saint-Victor, same county. 4844

3220-13.

Québec, 21 novembre 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par un arrêté en date du 19 novembre courant, 1913, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Joseph, comté de Beauce, le lot No 340 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joseph de Beauce, et de l'annexer à celle de Saint-Frédéric, même comté. 4837

3320-13.

Quebec, 21st November, 1913.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council, has been pleased, by order, dated the 19th November instant, 1913, to detach from the school municipality of Saint Joseph, county of Beauce, the lot No. 340, of the official cadastre of the parish of Saint Joseph de Beauce, and to annex same to that of Saint Frederic, same county. 4838

2732-13.

Quebec, 21 novembre 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil en date du 19 novembre courant, 1913, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Denis, comté de Kamouraska, une partie du lot No 247 (30 arpents appartenant à M. Jean Thibault), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Denis, et de l'annexer à celle de Saint-Philippe de Néri, même comté.

4839

No 34-13.

Québec, 21 novembre 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 19 novembre 1913, de détacher de la municipalité de Saint-Narcisse, comté de Champlain, les lots Nos 480, 481, 482 et 483 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Narcisse, et de les annexer à celle de Saint-Maurice, même comté.

4841

La compagnie "John B. Paine Company Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Fortescue Wroughton Anderson, de Montréal.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 8 novembre 1913.

4835.

No 2875-13.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 21 novembre 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté en date du 19 novembre 1913, de détacher de la municipalité scolaire d'Aubert Gallion, comté de Beauce, une partie du lot No 110, (50 x 100 pieds appartenant à M. Alfred Loubier), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Georges, comté de Beauce, et de l'annexer à celle de Saint-Georges, même comté.

4945

AVIS

Avis est par le présent donné que "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la paroisse de Saint-Clet", ayant été établie aux termes des articles 6886 et suivants, paragraphe VI, section XXIII, chap. III, titre XI, des statuts refondus de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, la dite compagnie a été licenciée et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance, et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie mutuelle d'assurance contre le feu, formée en vertu des dits articles du dit paragraphe, peut légalement transiger, au sujet de l'espèce d'affaires mentionnée dans sa déclaration à l'inspecteur; savoir, assurance mutuelle contre le feu et la foudre des bâtisses de ferme et des risques isolés (tels risques étant ni de risque de commerce ni des risques extra-hazardés.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce dix-neuvième jour de novembre 1913.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des Assurances,

Département du Trésor, Québec.

4807

2732-13.

Quebec, 21st November, 1913.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR in council, by order, dated the 19th November instant, 1913, to detach from the school municipality of Saint-Denis, county of Kamouraska, a part of lot No. 247 (30 arpents belonging to Mr. Jean Thibault), of the official cadastre of the parish of Saint-Denis, and to annex same to that of Saint-Philippe de Néri, same county.

4840

No. 34-13.

Quebec, 21st November, 1913.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 19th November, 1913, to detach from the municipality of Saint-Narcisse, county of Champlain, the lots Nos. 480, 481, 482 and 483 of the official cadastre of the parish of Saint-Narcisse, and to annex same to that of Saint-Maurice, same county.

4842

"The "John B. Paine Company Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Fortescue Wroughton Anderson, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 8th November, 1913.

4836

No. 2875-13.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR in council, has been pleased, by order dated the 19th November, 1913, to detach from the school municipality of Aubert Gallion, county of Beauce, a part of the lot No. 110 (50 x 100 feet belonging to Mr. Alfred Loubier) of the official cadastre of the parish of Saint-Georges, county of Beauce, and to annex same to that of Saint-Georges, same county.

4846

NOTICE

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la paroisse de Saint-Clet" has been established in conformity with articles 6886 and following, sub-section VI, section XXIII, chap. III, title XI, of the Revised Statutes of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company, formed under the said articles of the said sub-section, may lawfully do in respect to the kind of business mentioned in their statement to the inspector; namely, mutual fire and lightning insurance on farm buildings and isolated risks (such risk being other than commercial or extra-hazardous).

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this nineteenth day of November, 1913.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department, Québec.

4808

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION
PUBLIQUE

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

No 547-13.

Attendu que les syndics des écoles dissidentes de la municipalité de Saint-Rémi, dans le comté de Napierville, ont laissé passer une année sans avoir d'écoles dans leur dite municipalité, qu'ils ne mettent pas la loi scolaire à exécution et ne prennent aucune mesure pour avoir des écoles, conformément à la loi, en conséquence, je donne avis qu'après trois publications consécutives dans la *Gazette Officielle de Québec*, je recommanderai au Lieutenant-Gouverneur en conseil, que la corporation des syndics des dites écoles dissidentes pour la dite municipalité de Saint-Rémi, (Napierville), soit déclarée dissoute dans le délai indiqué par la loi.

BOUCHER DE LA BRUERE,
Surintendant.

4809

Avis est par le présent donné que "The Montreal Protestant Orphans' Home", de Montréal, P. Q., a obtenu un permis et a été enregistrée pour faire dans cette province les affaires d'une société charitable, tel qu'exposée dans sa charte d'incorporation, la loi 2, George V, chap. 116.

Le siège principal de la société est dans la cité de Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 S. R. P. Q., 1909, ce douzième jour de novembre 1913.

Pour le trésorier de la province de Québec,

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.
Branche des assurances,
Département du Trésor, Québec. 4691

No 1406-13.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION
PUBLIQUE.

Québec, 19 novembre 1913.

Le surintendant de l'Instruction publique donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Pointe du Lac, comté de Saint-Maurice, les lots Nos. 58 à 130 inclusivement du rang de Grand Chemin, 251 à 170 inclusivement du rang de Petites Terres, 355 à 360 inclusivement dans le rang Saint-Charles, tous du cadastre officiel de la paroisse de La Visitation de la Pointe du Lac, comté de Saint-Maurice, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de village de la Pointe du Lac. 4743

No 2200.13.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION
PUBLIQUE.

Québec, 15 novembre 1913.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire distincte sous le nom de village d'Acton, tout le territoire ci-après mentionné de la municipalité scolaire de Saint-Nazaire d'Acton, savoir : les lots Nos 447 à 455 inclusivement du 11ème rang du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Théodore d'Acton, 403 à 446 inclusivement du 10ème rang, même paroisse, partie de 388 à 392 inclusivement du 2ème rang du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ephrem et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de village d'Acton. 4697

No. 547-13.

Whereas the dissident school trustees of the municipality of Saint Remi, in the county of Napierville, have been a year without schools in their municipality, that they do not put the school law in force, and are taking no steps towards obtaining schools conformably to law, I therefore give notice that after three consecutive notices in the *Quebec Official Gazette* I shall recommend to the Lieutenant-Governor in Council that the corporation of trustees of said dissident schools for the said municipality of Saint Remi, (Napierville), be declared dissolved within the delay indicated by law.

BOUCHER DE LA BRUERE,
Superintendent.

4810

Notice is hereby given that "The Montreal Protestant Orphans' Home, of Montreal, P. Q., has been licensed and registered to transact in this province, the business of a Charitable Association as set forth in its act of incorporation, 2 George V, chap. 116.

The head office of the association is in the city of Montreal.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twelfth day of November, 1913.

For the treasurer of the province of Québec,

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of insurance, P. Q.
Insurance branch,
Treasury department, Québec. 4692

No. 1406-13.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 19th November, 1913.

The superintendent hereby gives notice that application has been made to him to detach from the school municipality of Pointe du Lac, county of Saint Maurice, the lots Nos. 58 to 130 inclusively of range Grand Chemin, 251 to 270 inclusively of range Petites Terres, 355 to 360 inclusively of range Saint Charles, all of the official cadastre of the parish of La Visitation of La Pointe du Lac, county of Saint Maurice, and to erect all that territory into a separate school municipality under the name of village of La Pointe du Lac. 4744

No. 2200.13.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 15th November, 1913.

The superintendent hereby gives notice that application has been made to him to erect into a separate school municipality under the name of Acton Village, all the hereunder mentioned territory of the school municipality of Saint Nazaire d'Acton, to wit : the lots Nos. 447 to 455 inclusively of the 11th range of the official cadastre of the parish of Saint Théodore d'Acton, 403 to 446 inclusively of the 10th range, said parish part of lots 388 to 392 inclusively of the 2nd range of the official cadastre of the parish of Saint Ephrem d'Acton and to erect the whole of this territory into a district school municipality under the name of the village of Acton. 4698

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un novembre 1913, constituant en corporation MM. Henry Cantin, Alphonse Cyrille Letarte, Joseph Emile Tessier, industriels, Augustin Omer Paré, comptable, François Joseph Lafleche, médecin, tous du village de Warwick, dans les buts suivants :

Confectionner des étoffes en laine, coton ou autre matière et les vendre, en gros ou en détail, en acheter et les revendre, travailler les lainages et en faire le commerce ; Exercer l'industrie de moulin à farine, moudre toute espèce de grains, faire l'élevage des animaux et le commerce de ces grains et de ces animaux ; Exercer tout autre genre d'industrie et de commerce ; Acquérir, posséder et vendre ou échanger, ou louer toute espèce de biens mobiliers ou immobiliers et en faire le commerce ; S'amalgamer avec toute autre compagnie faisant le même genre d'affaires ou dont le commerce pourra s'exercer en commun avec celui de la compagnie projetée ; Vendre l'actif de la compagnie et accepter en paiement des actions libérées de telle compagnie acquéreur ; Entrer en aucun arrangement pour le partage des profits ou union d'intérêts ou communauté d'intérêts avec toute personne ou personnes ou compagnie ou compagnies faisant ou sur le point de faire toute affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à faire ; Acquérir et posséder du capital actions de toute compagnie ; vendre, louer les biens de la compagnie, ou toute partie d'icelles, ou en disposer autrement, pour telle considération que la compagnie jugera à propos d'accepter et en particulier pour actions, obligations, débetures ou autres valeurs ou garanties de toute autre compagnie ; distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, en espèce, tous biens de la compagnie, et en particulier toute actions, obligations, débetures ou autres garanties et faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs nécessaires pour mettre en opération les objets de la compagnie, sous le nom de "The Warwick Woolen Manufacturing Company", avec un fond social de quarante neuf mille neuf cents piastres (\$49,900.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions, de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Warwick.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de novembre 1913.

C. J. SIMARD,

4857

Sous secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-first day of November, 1913, incorporating Messrs Henry Cantin, Alphonse Cyrille Letarte, Joseph Emile Tessier, manufacturers, Augustin Omer Paré, accountant, and Francois Joseph Lafleche, physician, all of the village of Warwick, for the following purposes :

To manufacture woolen, and cotton goods and goods of any other material, sell the same wholesale or retail purchase and resell the same, and prepare and deal in woolen fabrics ; to carry on the flour mill industry, grind all kinds of grains, raise live stock and deal in grain and live stock ; to carry on any other trade and business ; to acquire hold and sell or exchange or lease all kinds of moveable and immovable property and deal therein ; to amalgamate with any other company carrying on the same kind of business or whole business may be carried in common with the business of the projected company ; to sell the assets of the company and accept in payment therefor paid up shares of the purchasing company ; to enter into any agreement for the sharing of profits or union of interests or community of interests with any person or persons, company or companies carrying on, or about to carry on any business or transaction which this company is authorized to carry on ; to acquire and hold stock in any other company ; to sell, lease the whole or part of the property of the company or otherwise dispose thereof, for such consideration as the company may think fit to accept and in particular lot shares, bonds, debentures or other securities of any other company ; to distribute amongst the shareholders of the company, in kind, any assets of the company and in particular any shares, bonds, debentures or other securities and do all the acts and exercise all the powers necessary for the carrying on of the company's, objects under the name of "The Warwick Woolen Manufacturing Company", with a capital stock of forty-nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into nine hundred and ninety (900) shares of fifty dollars (\$50.00), each.

The principal place of business of the corporation, will be at Warwick.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of November, 1913.

C. J. SIMARD,

4858

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-quatre novembre 1913, constituant en corporation MM. Désiré Houde, Alcide L. Larose, J. Conrade Lesage, P. Emile Lalonde, médecins, de la cité de Montréal, et Henri Grignon, médecin, de la paroisse de Sainte-Agathe des Monts, dans les buts suivants :

Fonder et maintenir des dispensaires pour recevoir et prendre soin des personnes atteintes de maladies vénériennes, ou toutes autres maladies à l'exception des maladies contagieuses qui relèvent du bureau d'hygiène provincial ou du bureau d'hygiène de la cité de Montréal, pourvu que ces dispensaires soient sous le contrôle médical et la direction de médecins licenciés et dûment autorisés à pratiquer la médecine médicale ;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of November, 1913, incorporating Messrs. Désiré Houde, Alcide L. Larose, J. Conrade Lesage, P. Emile Lalonde, physicians, of the city of Montreal, and Henri Grignon, physician, of the parish of Sainte Agathe des Monts, for the following purposes :

To found and maintain dispensaries in order to receive and take care of persons afflicted with venereal diseases, and any other diseases, with the exception of contagious diseases appertaining to the Provincial Board of Health or to the Board of Health of the city of Montreal, provided that such dispensaries be under the medical control and direction of physicians, licensed and duly authorized to practise medicine ;

Nommer un bureau de médecin qui fera le service médical ou chirurgical de ces dispensaires, et qui à cette fin sera autorisé à faire des règlements dans l'intérêt des personnes qui seront ordinairement dans tels dispensaires, lesquels règlements devront être soumis à l'approbation des directeurs de la compagnie ;

Admettre dans ces dispensaires les personnes atteintes de maladies vénériennes ou de toutes autres maladies, sous les restrictions susdites, pour les faire traiter par des médecins licenciés et dûment autorisés pour pratiquer la médecine, ayant égard aux charges et restrictions qui pourraient être déterminées ou prescrites par les directeurs de la compagnie ;

Fonder, acheter, louer, maintenir et exploiter des "musées d'anatomie," dans la cité de Montréal et ailleurs ;

Acquérir et recevoir par tout titre légal, achat, obligation, ou autrement, et posséder des propriétés mobilières et immobilières ; en retirer des revenus, les louer, vendre, échanger, céder, aliéner ou autrement en disposer à quelque titre légal que ce soit ; emprunter et contracter des obligations financières aux fins d'atteindre le but proposé ;

Acquérir la clientèle, les propriétés, les droits ou biens, et se charger des engagements de toutes personnes, maisons ou compagnies poursuivant le même but que la présente compagnie, et les payer en deniers comptants ou en valeur de la présente compagnie, ou autrement ;

Payer pour tous biens, droits ou choses requises ou utiles à la compagnie ou pour services à elle rendus, en obligations, actions, ou autres valeurs ou biens de la compagnie ou pour l'émission de parts acquittées ou non sujettes à appel de son capital actions ;

Se consolider ou fusionner avec toutes autres compagnies dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, sous le nom de "Wasserman Medical Institute Incorporated", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille actions (2,000) de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de novembre 1913.

C. J. SIMARD,

4855 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un novembre 1913, constituant en corporation MM. Appollinaire Corriveau, C. R., avocat, O. Napoléon Shink, marchand, de la cité de Québec, Ed. A. Doucet, marchand, de Fraserville, L. A. Gaucher, gérant de banque, et N. Nap. Minguy, agent, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement, et détenir, améliorer, subdiviser, bâtir, utiliser, administrer, louer, vendre, échanger, et disposer de tous genres d'immeubles et propriétés immobilières ;

Agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'échéance, la location d'immeubles ou pour autres transactions de même nature ;

Agir comme courtiers ou agents d'assurance et percevoir des commissions pour ces services ;

A faire fonction d'agence ou compagnie pour agir au nom d'autres qui pourront lui confier de l'argent pour des fins de prêt ou de placement ; à assurer aussi le remboursement du

To appoint a board of physicians who shall perform the medical or surgical service of these dispensaries and who for that purpose, shall have authority to enact rules in the interest of persons who shall be under treatment in such dispensaries, which rules shall be submitted for approval to the directors of the company ;

To admit into these dispensaries, the persons afflicted with venereal diseases, or any other diseases, under the hereinabove restrictions for the purpose of having them attended by physicians licensed and duly authorized to practise medicine, with due regards to the charges and restrictions which may be determined upon or prescribed by the directors of the company ;

To establish, purchase, lease, maintain and operate Anatomy Museums in the city of Montreal or elsewhere ;

To acquire or receive by any other legal title, purchase, obligations, or otherwise, and hold moveable property ; to draw revenues therefrom, lease, sell, exchange, or otherwise dispose of same by any legal title whatsoever ; to borrow and contract financial obligations with a view of attaining the proposed aim ;

To acquire the good-will, property rights or assets, and to take over the liabilities of any persons, firms or companies carrying on the same business as the present company, and to pay for the same in cash, or in securities of the present company, or otherwise ;

To pay for all property, rights, or things required by or useful to the company or for services rendered to it, in bonds, shares, or other securities or property of the company, or for the issuing of paid up or non assessable shares of its capital stock.

To consolidate and amalgamate with any other company whose objects are similar, or partly similar to those of the present company, under the name of "Wasserman Medical Institute, Incorporated" with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The chief place of business will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of November, 1913.

C. J. SIMARD,

4856 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of November, 1913, incorporating Messrs. Appollinaire Corriveau, K. C., advocate, O. Napoléon Shink, merchant, of the city of Quebec, Ed. A. Doucet, merchant, of Fraserville, L. A. Gaucher, bank manager, and N. Nap. Minguy, agent, of the city of Quebec, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, and to hold, improve, subdivide, build upon, utilize, administer, lease, sell, exchange and dispose of all kinds of immovables and immoveable property ;

To act as agents and brokers for the purchase, sale, exchange and leasing of immoveable chase, sale, exchange and leasing of immoveable or for other transactions of a like nature ;

To act as insurance brokers or agents and collect commission for such services ;

To do the business of an agency or company to act in the name of others who may entrust the company with money for loan or

capital et le paiement de l'intérêt, ou des deux, de toutes sommes confiées à la compagnie contre toute perte sur toute garantie, obligation ou avance faite par la compagnie; à recevoir toutes sortes de dettes actives ou valeurs qui sont transportées ou cédées à la dite compagnie ou engagées ou hypothéquées en sa faveur; à agir comme agent pour toute débenture, obligation, hypothèque ou autre valeur émise suivant la loi, pour toute corporation municipale ou pour toute autre corporation constituée dans la Puissance du Canada;

Faire la collection et la perception de deniers, loyers, billets promissaires, comptes, hypothèques, coupons et autres valeurs;

Avancer des argents aux clients, détenteurs de lots et autres personnes ayant des affaires avec la compagnie;

Faire en son nom corporatif des opérations, des prêts et placements de toutes sortes, excepter le commerce de banque;

Prendre et posséder des hypothèques sur biens fonds et autres sortes d'obligations, sur la garantie desquelles elles veut prêter ses capitaux;

Posséder sur tous rapports, en ce qui concerne le prêt et le placement de ses capitaux, ses affaires, les mêmes pouvoirs et privilèges qu'un particulier peut avoir;

Pouvoir recevoir des argents ou toutes sommes de deniers de personnes ou corporations qui désirent les prêter sur hypothèques et effectuer de tels prêts et placements;

Emettre des actions acquittées de la compagnie en paiement de tous biens-meubles ou immeubles, services rendus ou à rendre que la compagnie peut ou pourra avoir;

Faire, émettre, donner, accepter, endosser, escompter des billets promissaires, traites ou autres effets négociables;

Assumer et payer tout bien, hypothèque ou autre charge qui pourrait exister sur des immeubles que la compagnie achètera;

Faire des avances de deniers, garantir les entreprises ou aider autrement les clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et acquérir et détenir des valeurs de toutes sortes, mobilières ou immobilières, pour dettes, engagements et obligations dus à la compagnie;

Faire toutes les choses nécessaires, convenables ou propres à l'accomplissement des fins pour atteindre des objets ci-dessus énumérés ou qui pourra paraître profitable à la corporation, à quelque époque que ce soit, et en général, exercer toute autre industrie que la corporation croirait pouvoir exercer convenablement en rapport avec les objets ci-dessus ou pouvant augmenter la valeur ou rendre profitable les biens ou droits de la compagnie;

Les objets et pouvoirs spécifiés et contenus aux divers paragraphes et clauses des présentes ne seront limités ni restreints d'aucune manière par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe ou cause que ce soit sous le nom de "La Compagnie La Canadienne Limitée", avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille parts (1,000) de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de novembre 1913.

4831

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

investment, and to insure also the repayment of the capital and the payment of the interest of or both, of all sums confided to the company against all loss on every guarantee, obligation or advance made by the company, to receive all manner of assets or values ceded or transferred to the said company, or pledged or hypothecated in its favor, to act as agents for any debentures, bonds, mortgages or other values issued according to law by any municipal corporation or by any other corporation constituted in the Dominion of Canada;

To collect and receive moneys, rents, promissory notes, accounts, mortgages, coupons, and other values;

To loan money to clients, lot owners and others having business with the company;

To carry on in its corporate name loan and investment operations of all kinds, except banking business;

To take and hold mortgages on real property and other kinds of obligations, on the security of which it intends to invest its funds;

To possess in every respect, as regard the loan and investment of its funds and its affairs, the same powers and privileges as an individual may enjoy;

To have power to receive all money and sums of money from persons or corporations desiring to lend same on mortgages, and to negotiate such loans and investments;

To issue paid-up stock of the company in payment of all property, real or personal, services rendered or to be rendered which the company can or may acquire;

To make, issue, give, accept, endorse and discount promissory notes, drafts or other negotiable instruments;

To assume and pay for any property, hypothec or other charges, which may exist on immovables bought by the company;

To make advances of money, guarantee the undertaking or otherwise assist the clients and other persons having business dealings with the company, and acquire and hold all kinds of property, real or personal, for debts, engagements and obligations due to the company;

To do all things necessary, convenient or suitable for the accomplishment of the purposes, the attainment of the above mentioned objects or which may appear profitable to the corporation, at any time whatsoever, and generally, carry on any other industry which the corporation may think itself capable of conveniently carrying on in connection with the above objects, or of a nature to enhance the value of or render profitable the company's property or rights;

The objects and powers specified and contained in the various paragraphs and clauses hereof will not be limited or restricted in any wise by reference to or inference from the terms of any other paragraph or clause whatsoever under the name of "La Compagnie La Canadienne Limitée", with a capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into a thousand (1,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of November, 1913.

4832

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du douzième jour de novembre 1913, constituant en corporation MM. Auguste Carrillo, marchand et agent commercial en général pour le gouvernement italien, Luigi Hoz, avocat, vice-consul italien, B. Bassi, agent, Louis Chalvin, agent d'immeubles, Charles Bucherer, senior, agent, Martial Dieumegarde, plombier, et H. Beaudry, courtier d'assurance, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Exploiter dans le district de Montréal les patentes et procédés spéciaux pour l'usage et destruction de la tourbe, devant être transformée en gaz commercial, patentes achetées de l'Alliance Royale Industrielle, vendre les dits procédés sur une base de Royauté ; détenir ou former des compagnies auxiliaires ; manufacturer, acheter et vendre des machines, inventions pour les mêmes fins ; posséder des carrières de tourbe, les vendre, et travailler, acheter et vendre, et manufacturer, préparer de la tourbe dans toute partie de Québec, acheter des patentes, améliorations en rapport avec cette industrie ; établir des manufactures pour aucune des susdites fins et détenir et vendre des immeubles y ayant rapport ; posséder, contrôler ou prendre des actions de répartition dans toute industrie minière de charbon ou de fer, par lesquels la compagnie aura le bénéfice pour le développement de son industrie ; obtenir des franchises, soit de municipalités ou de tout gouvernement pour l'établissement d'appareils de gaz de tourbe, ou pour la transformation de la tourbe en un gaz productif ; posséder ou contrôler ou participer dans les puits d'huile, industries minières, ventes etc., en rapport avec l'industrie du gaz de tourbe ; posséder, contrôler ou participer dans les risques de navigation ou contrats pour les privilèges spéciaux pour conduire des compagnies ; posséder des bateaux ou transatlantiques pour les fins de contrôler ou protéger l'industrie de la tourbe ; acheter, posséder, manufacturer et vendre des engins à gaz, dynamos et appareils de chauffage, éclairage et cuisine de toute description et acheter et vendre toutes patentes y ayant rapport ; acquérir, détenir, louer, donner à bail, échanger, améliorer et transporter des terrains, droits d'eau, chemins, ponts, viaducs, canaux, aqueducs, écluse, écluses, sites, tunnels en rapport avec l'industrie du gaz de tourbe ; construire, posséder, mettre en opération, louer et donner à bail des bâtisses de toute sorte, dépôts, voies, réservoirs, citernes, bassins, quais, docks, jetées et autres constructions physiques nécessaires ou ayant rapport à aucune des affaires de la dite compagnie ; construire, posséder, mettre en opération, louer ou donner à bail des appareils urbains et de villes, d'électricité ou d'éclairage ou de pouvoir ; emprunter, ou prêter de l'argent pour l'avancement, développement et opération d'aucune ou de toutes les dites affaires cidessus et cidessous mentionnées, et pour l'avancement de tout objet, opération dans lesquels la compagnie peut être intéressée et l'acquisition, possession et emploi, vente ou loyer de lettres patentes, inventions, marques de commerce, dessins industriels et licence pour et au sujet de toute invention qui peut être utile et nécessaire pour les affaires de la compagnie et les utiliser, mettre en opération et travailler ;

Et la dite compagnie possédera tous les droits d'une personne naturelle, et pourra acheter, vendre, détenir, utiliser, louer des franchises, servitudes, licences, privilèges, droits de passage et propriété mobilière et immobilière de toute sorte et description, et en faire le commerce ; changer ou échanger le capital actions

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1913, incorporating Messrs. Auguste Carrillo, merchant and commercial agent general, for the Italian Government ; Luigi Hoz, advocate, Italian vice-council, B. Bassi, agent ; Louis Chalvin, real estate agent ; Charles Bucherer, senior, agent ; Martial Dieumegarde, plumber, and H. Beaudry, insurance broker, of the city of Montreal, for the following purposes :

Exploiting in the district of Montreal the patents and the special process, for the use and destruction of peat, to be transformed into commercial gas, patents bought from the "Alliance Royal Industrielle", to sell the said process on a royalty basis ; to own or form subsidiary companies ; to manufacture, buy and sell machinery, devices, for the same purpose ; to own peat mines, to sell the same, and to work, buy and sell, and manufacture prepared peat in any part of Quebec, to buy patents, improvements, connected with this industry ; to establish factories for any of above purposes ; to own and sell real estate thereby connected ; to own, control or take participation shares in any coal mining industry, or iron ores, whereby the company will benefit for the development of its industry ; to obtain franchises, either from municipalities or any government for establishing gas peat plants, or for the transformation of peat into a gas giving product ; to own or control or participate in oil wells, mining industries, selling, etc., connected with the peat gas industry ; to own or control or participate in navigation ventures or contracts for the special privileges as carrying companies, to own boats or transatlantics for the purpose of controlling or protecting the peat industry, to buy, own manufacture and sell gas engines, dynamos, heating, lighting and cooking apparatus of any description and to buy and sell any patents thereby connected ; to acquire hold, rent, lease, exchange, improve and convey lands water rights, roads, bridges, viaducts, canals, aqueduct, dam and dams, sites, tunnels, connected with the peat gas industry ; to construct, own, operate, rent and lease buildings of any kind, depots, tracks, tanks, reservoirs, basins, wharves, docks, piers and other physical structures, necessary or incidental to any business of said company ; to build, own, operate, rent, or lease urban, interurban, electric or lighting or power plants ; to borrow or loan money for the promotion, development and operation of any or all of said business aforementioned and hereinafter mentioned, and for the furtherance of any object, operation, in which this company may be interested and the acquiring, owning and using, selling or renting, letters patents, inventions, trade marks, industrial designs and license for and in respect of any invention that may be deemed useful and necessary for the company's business, and to use, operate, and work the same ;

And the said company shall possess all the rights of a natural person, and may buy, sell, hold, use, lease and deal in franchises, easements, licenses, privileges, rights of way, and real and personal property of every kind, or character ; to change or exchange the capital stock of the company or any part thereof and

de la compagnie ou toute partie d'icelui et en recevoir le capital actions de d'autres compagnies, propriété mobilière et immobilière, droits et franchises; emprunter de l'argent et s'engager, hypothéquer, garantir, engager, échanger, convertir en fideli-commis ou disposer autrement de toutes ou aucune des parties des biens de la compagnie, en faire le commerce et avec aucune et toutes les classes de propriété et actions du capital actions de la dite compagnie et autres, en général faire et exécuter les actes et choses et transiger les affaires en rapport avec les susdits objets, non contraires à la loi dans aucune partie de la province de Québec, tel que le bureau des directeurs pourra juger à l'avantage de la compagnie;

Le capital actions de la compagnie sera de un million de piastres (\$1,000,000), divisé en 100,000 actions de la valeur au pair de dix piastres (\$10.00) chacune, qui seront payées aux temps et en la manière que le bureau des directeurs pourra désigner;

Du dit stock de 50,000 actions se montant à \$500,000 (cinq cent mille piastres) seront du stock ordinaires et 50,000 actions se montant à \$500,000 (cinq cent mille piastres) seront du stock privilégié. Le dit stock privilégié donne le droit au porteur d'icelui à recevoir des revenus nets de la compagnie, sera obligé de payer un dividende cumulatif tous les ans de 6% par cent, mais pas plus, payable annuellement avant qu'aucun dividende soit mis à part ou payé sur le stock ordinaire, le stock privilégié sera émis comme et lorsque le bureau des directeurs peut déterminer et porteurs d'icelui, en cas de liquidation ou dissolution de la compagnie seront payés en entier à la valeur au pair de leurs actions et dividendes accrus avant qu'aucun montant soit payé aux porteurs du stock ordinaire;

Tout ou aucune partie du capital actions peut être émis en paiement des propriétés mobilières et immobilières, services ou tout droit ou objet de valeur, pour l'utilité et emploi de la compagnie et lorsqu'il sera émis deviendra et sera payé en entier, les dites actions devront être payées en argent au pair, et les directeurs seront les seuls juges de la valeur des biens, droits ou objets acquis en échange du capital actions. Aucune action du capital actions ne sera émise avant qu'elle soit payée en entier et ensuite elle sera sujette à appel;

Les affaires de cette compagnie seront conduites par un bureau de directeurs et par tels officiers que le dit bureau de directeurs peut élire ou nommer;

Le nombre des directeurs sera désigné par les actionnaires et seront élus parmi les actionnaires à leur assemblée annuelle devant avoir lieu le 1er jour de décembre, à Montréal, de chaque année;

Les directeurs auront le pouvoir d'adopter, amender et révoquer des règlements pour remplir les vacances se rencontrant dans le bureau de toute cause et nommer de leur propre nombre un comité exécutif, et autoriser le dit comité de tous les pouvoirs octroyés au directeurs par ces articles, sous le nom de "Economical Gas Power Company", avec un capital total d'un million de piastres (\$1,000,000.00), divisé en cent mille (100,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de novembre 1913.

C. J. SIMARD,

4751

Sous-secrétaire de la province.

to receive therefore the capital stock of other companies, real and personal property, rights and franchises; to borrow money and to bond, hypothecate, mortgage, pledge, exchange, convey in trust or otherwise dispose of all or any portions of the property of the company and to deal in and with any and all classes of property and shares of the capital stock of the said and other companies, in general to do and perform such act and things and transact such business in connection with the foregoing object, not inconsistent with the law in any part of the province of Quebec, as the board of the directors may be deemed to the advantage of the company;

The capital stock of the company shall be one million dollars (\$1,000,000, divided into 100,000 shares of the par value of ten dollars (\$10.00) each, which shall be paid for at such times and in such manner as the board of directors may designate;

Of the said stock 50,000 shares, amounting to \$500,000 (five hundred thousand dollars), shall be common stock and 50,000 shares, amounting to \$500,000 (five hundred thousand dollars), shall be preferred stock. Said preferred stock shall entitle the holder thereof to receive out of the net earnings of the company, shall be bound to pay a fixed cumulative dividend of 6% percentum, but no more, payable annually before any dividend shall be set apart or paid on the common stock, the preferred stock shall be issued as and when the board of directors may determine and holders thereof, in case of liquidation or dissolution of the company shall be paid in full at the par value of their shares, and accrued dividends before any amount shall be paid to the holders of the common stock;

All or any portion of the capital stock may be issued in payment of real and personal property, service or any right or thing of value, for the uses and purposes of the company and when so issued shall become and be full paid, the same as though paid for in cash at par, and the directors shall be sole judges of the value of any property, right or thing acquired in exchange of capital stock. No shares of capital stock shall be issued until fully paid for and thereafter shall be non assessable;

The affairs of this company shall be conducted by a board of directors and of such offices as the said board of directors may elect or appoint;

The number of directors shall be designed by the stockholders and shall be elected from among the stock holders at their annual meeting to be held on the 1st of December, in Montreal, of each year;

The directors shall have power to adopt, amend and rescind by-laws, to fill vacancies occurring in the board from any cause and to appoint from their own number an executive committee, and vest said committee with all powers granted the directors by these articles, under the name of "Economical Gas Light & Power Company", with a capital stock of one million dollars (\$1,000,000.00), divided into one hundred thousand shares (100,000) of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of November, 1913.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

4752

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du douzième jour de novembre 1913, constituant en corporation MM. Joseph Godbout, hôtelier, Joseph Amédée Groleau, commis, Jean-Baptiste Alfred Martin, commis, Joseph Amédée Perreault, commis, et Georges Dusureault, commis, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants :

Faire en général et dans toutes ses branches les affaires d'hôteliers et de restaurateurs, et toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport ou accessoires à icelles, tel que chaises pour le cirage des chaussures, boutiques de barbier, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de revues, magasins de cigares et de tabac ;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, de toute personne, société ou compagnie, comme une affaire en opération ou autrement, tout fonds de commerce de restaurant ou d'hôtel et exploiter tel commerce avec ou sans les terrains et bâtiments employés ou destinés à son exploitation, et de les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie ;

Acheter ou acquérir autrement, ou posséder par bail ou autres titres, tout immeuble qui peut être jugé nécessaire aux objets pour lesquels la compagnie est incorporée, et payer pour telles acquisitions ou possessions en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie ;

Vendre, échanger, louer tous ou aucun de ces meubles et immeubles ou en disposer autrement, hypothéquer ses immeubles, engager ses meubles et emprunter de l'argent sur garantie d'iceux ;

Construire, maintenir et exploiter, sur tous terrains acquis ou possédés par la compagnie, des hôtels, restaurants et autres bâtiments qui peuvent être jugés nécessaires pour l'exploitation des susdites entreprises ;

Acheter, acquérir, posséder, vendre, céder et transporter des actions, débentures et toutes autres garanties d'aucune autre compagnie ou corporation engagée dans les affaires que cette compagnie est autorisée à faire, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites pour le bénéfice de cette compagnie ;

Faire et exécuter tous les autres actes et objets qui peuvent être utiles ou paraître avantageux à l'exploitation des susdites entreprises, sous le nom de "La Mont-Royal Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de novembre 1913.

C. J. SIMARD.

4699

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de novembre 1913, constituant en corporation MM. Charles R. Jenkins, manufacturier, Frank W. D. Mellon et Benjamin F. Butterfield, manufacturiers, du village de Derby Line, dans l'état du Vermont, E. U. A., Alfred J. Bissonnette, membre de l'Assemblée Législative, du village de Stanstead Plain, et Harry B. Stewart, gentilhomme, du village de Beebe Plain, dans les buts suivants :

Faire l'élevage des renards, visons et autres animaux à fourrure, les acquérir et les vendre, préparer les peaux des dits animaux à fourrure par procédés chimiques ou autrement pour

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1913, incorporating Messrs. Joseph Godbout, hotelkeeper, Joseph Amédée Groleau, clerk, Jean Baptiste Alfred Martin, clerk, Joseph Amédée Perreault, clerk, and Georges Dusureault, clerk, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on generally and in all its branches, the business of keepers of hotels and restaurants, and any other business, which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool room, newspaper and magazine depots, cigars and tobacco stores ;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise any restaurant or hotel business and to carry on such hotel or restaurant business with or without the lands and buildings, used in or destined to its exploitation and to pay for the same in cash bonds, or paid up shares of the company ;

To buy or otherwise acquire, or to hold, by lease or any other title, any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisitions of holdings in cash or in bonds or paid up shares of the company ;

To sell, exchange, dispose of lease or otherwise dispose of all or any of its moveable and immovable property ; to hypothecate its immovable and to pledge its moveable property and to borrow money upon the security thereof ;

To construct, maintain and exploit, upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying out of the above undertakings ;

To buy, acquire and hold and to sell, assign and transfer shares, debentures and any other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company ;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seemed advantageous to the carrying in effect of any of the above objects, under the name of "La Mont Royal Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, the thirteenth day of November, 1913.

C. J. SIMARD,

4700

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirteenth November, 1913, incorporating Messrs. Charles R. Jenkins, manufacturer, Frank W. D. Mellon, and Benjamin F. Butterfield, manufacturers, of the village of Derby Line, in the state of Vermont, U. S. A., Alfred J. Bissonnette, member of the Legislative Assembly, of the village of Stanstead Plain, and Harry B. Stewart, Gentlemen, of the village of Beebe Plain, for the following purposes :

To carry on the breeding of foxes, minks and other fur bearing animals, acquire and sell the same, prepare the skins of said fur bearing animals by chemical processes or otherwise

les fins des affaires, acquérir et prendre à bail tous terrains et immeubles et les mettre en parcs, en tout ou en partie, construire des enclos, maisons, hangars, et autres bâtiments nécessaires pour la garde, entretien et élevage en général de tels animaux à fourrure durant toute une année; enfin faire tous les objets requis pour la mise en opération des susdits objets ou en rapport avec iceux, sous le nom de "Stanstead Fur Farming Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00 chacune.)

La principale place d'affaires de la corporation sera à Rock Island, district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de novembre 1913.

C. J. SIMARD,
4711 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treizième jour de novembre 1913, constituant en corporation, MM. Irénée Dallaire, marchand, Marie-Ange D. Brassard, gentilhomme, de Saint-Joseph de Beauce, Louis Philippe Dallaire, comptable, de Portland, Oregon, Joseph Maurice Fortin, notaire, de Saint-Isidore, Dorchester, Geo. Donat Dallaire, comptable, de Marleville, Bruno Lefebvre, gérant de banque, de Saint-Evariste, Station, dans les buts suivants :

Manufacturer le béton et toute espèce d'ouvrage en béton, veac tout droit concernant ce genre de commerce, sous le nom de "La Compagnie de Béton de Saint-Joseph de Beauce", avec un capital de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en cent cinquante (150) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Joseph de Beauce.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de novembre 1913.

C. J. SIMARD,
4713 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treizième jour de novembre 1913, constituant en corporation MM. Joseph Washington Richards et Joseph Alexander Trotwood Richards, experts en affaires, Paul du High Richards, comptable, Burton Dixon et Walter McDonald, agents d'immeubles, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir les affaires maintenant conduites dans la cité de Montréal, par A. Rudolph Vallance et Emile Schwartz, sous les nom et raison de Vallance et Schwartz, et de les payer en argent ou en actions acquittées et non sujettes à appel du capital actions de cette corporation ;

Fondler, enlever, broyer, laver, fondre, essayer, analyser, réduire et amalgamer, et autrement traiter les métaux et minéraux, appartenant ou non à la compagnie, et leur donner une valeur marchande, les vendre ou toute partie d'iceux ou tout intérêt en iceux ou en disposer autrement ;

Faire les affaires d'une fonderie en général et atelier pour machines, et manufacturer toute sorte de fer, acier, cuivre et autre travail en métal et en faire le commerce ;

Acheter, prendre ou acquérir par souscription primitive ou autrement et détenir, vendre des actions, stock ou en disposer autrement, soit ordinaires ou privilégiées, des débentures, obligations et autres obligations dans toute autre

for business purposes, acquire and take on lease any lands and immovables and turn the same into parks, in whole or in part, construct pens, houses, sheds and other buildings necessary for the keeping, maintenance and breeding generally of such fur bearing animals during the whole year; finally to do all the acts required for the due carrying out of or in connection with the aforesaid objects, under the name of "Stanstead Fur Farming Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Rock Island, district of Saint Francis.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of November, 1913.

C. J. SIMARD,
4712 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1913, incorporating Messrs. Irénée Dallaire, merchant, Marie Ange D. Brassard, gentleman, of Saint Joseph de Beauce, Louis Philippe Dallaire, accountant, of Portland, Oregon, Joseph Maurice Fortin, notary, of Saint Isidore, Dorchester, Geo. Donat Dallaire, accountant, of Marleville, Bruno Lefebvre, bank manager, of Saint Evariste Station, for the following purposes :

To manufacture concrete and all kinds of concrete work with all rights appertaining to that kind of business, under the name of "La Compagnie de Béton de Saint Joseph de Beauce", with a capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into one hundred and fifty (150) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Joseph de Beauce.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of November, 1913.

C. J. SIMARD,
4714 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1913, incorporating Messrs. Joseph Washington Richards and Joseph Alexander Trotwood Richards, business experts, Paul du High Richards, cost clerk, Burton Dixon and Walter McDonald, real estate agents, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire the business presently carried on in the city of Montreal by A. Rudolph Vallance and Emile Schwartz, under the firm, name and style of Vallance and Schwartz, and to pay for the same in cash or in paid up and non-assessable shares of the capital stock of this corporation ;

To dig for, raise, crush, wash, smelt, assay, analyse, reduce and amalgamate, and otherwise treat ores, metals and minerals, whether belonging to the company or not, and to render the same merchantable, and to sell or otherwise dispose of the same or any part thereof or any interest therein ;

To carry on a general foundry and machine shop business, and to manufacture every description of iron, steel, brass and copper, and other metal work, and to deal with and deal in the same ;

To purchase, take or acquire by original subscription or otherwise and to hold, sell or otherwise dispose of shares, stock, whether common or preferred, debentures, bonds and other obligations in any other company having

compagnie ayant des objets semblables en tout ou en partie aux objets de cette compagnie, ou faisant des affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et voter toutes actions ainsi détenues par l'intermédiaire de tel agent ou agents que les directeurs pourront nommer, pourvu que tel agent est un actionnaire de la compagnie, S. R. Q., 1909, article 6074 ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée à faire, ou sur le point de faire ou d'être engagée dans toutes affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée, ou toutes affaires ou transactions capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et prêter de l'argent, garantir les contrats ou aider autrement toute telle personne ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et garanties de toute telle compagnie, et les vendre, détenir, émettre de nouveau avec ou sans garantie, ou en faire le commerce autrement, sous le nom de "White Smelting and Refining Works, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de novembre 1913.

C. J. SIMARD,

4725

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du douzième jour de novembre 1913, constituant en corporation MM. Henry Noël Chauvin, George Harold Baker, Harold Earle Walker, avocats, John MacNaughton, étudiant, tous de Montréal, et Christina Imrie, teneur de livres, de Westmount, tous du district de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir, acheter, louer, échanger et détenir, améliorer, subdiviser, construire sur, utiliser, administrer, louer, vendre, échanger toutes sortes de propriétés mobilières et immobilières et en disposer ;

Tracer des rues, ruelles, carrés ou terrains aux termes et conditions que la compagnie peut juger à propos de faire, et en disposer, et faire et entrer en aucun arrangement ou contrat (avec toute personne, municipalité ou corporation) pour construire, niveler, paver, macadamiser, et réparer des rues, chemins publics et trottoirs ou pour la construction, ouverture et réparation des conduits, citernes, drainages ou égouts ; aider par des avances d'argent à la construction et entretien des chemins, rues, ruelles, aqueducs, drainages, égouts et autres travaux propres à donner un meilleur accès à la propriété de la compagnie et à augmenter sa valeur ;

Agir comme agents et courtiers pour achat, vente, échange et loyer d'immeubles et pour autres transactions de même nature ;

Prêter de l'argent aux clients, propriétaires de lots et autres ayant des affaires avec la compagnie ;

Prendre et détenir des hypothèques, engagements, garanties et charges sur propriétés immobilières pour garantir toute dette due à la compagnie ou avances faites par icelle ;

Faire les affaires de prêts et placement de toutes sortes, à l'exception des affaires de banque ;

Agir comme agents et courtiers d'assurance ;
Faire toutes autres affaires soit manufactu-

objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, and to vote all shares so held through such agent or agents as the directors may appoint provided such agent is a shareholder of the company, S. R. Q., 1909, article 6074 ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same, under the name of "White Smelting and Refining Works Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth November, 1913.

C. J. SIMARD,

4726

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1913, incorporating Messrs. Henry Noël Chauvin, George Harold Baker, Harold Earle Walker, advocates, John MacNaughton, student, all of Montreal, and Christina Imrie, book-keeper, of Westmount, all of the district of Montreal, for the following purposes :

To acquire, purchase, lease, exchange and to hold, improve, subdivide, build upon, utilize, administer, lease, sell, exchange and dispose of all kinds of moveables and immoveable property ;

To lay out and dispose of any streets, lanes, squares or lands upon such terms and conditions as the company may think fit and to make and enter into any agreement or contract (with any person, municipality or corporation) for constructing, grading, paving, macadamising and repairing streets, highways and sidewalks, or for the construction, opening and repairing of conduits, cisterns, drains, or sewers, to aid by advances of money to construction and maintenance of roads, streets, lanes, waterworks, drains, sewers and other works calculated to give better access to the property of the company and to enhance its value ;

To act as agents and brokers for the purchase, sale, exchange, and leasing of immoveables and for other transactions of a like nature ;

To loan money to clients, lot owners, and others having business with the company ;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges on real property to secure any debt due to or advances made by the company ;

To carry on loan and investment business of all kinds except banking business ;

To act as insurance agents and brokers ;
To carry on any other business whether ma-

rées ou autrement qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être conduites convenablement en rapport avec les susdits objets ou calculées, directement ou indirectement à augmenter la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables ;

Acquérir et entreprendre par achat, bail ou autrement, toutes ou aucune partie des affaires, propriétés et obligations de toute personne ou compagnie faisant toutes affaires que cette compagnie est autorisée à faire ou possédant des biens convenables pour les fins de cette compagnie ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement, avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée ou sur le point de faire ou d'être engagée dans toute affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à faire ou être engagée, ou toute affaire ou transaction capable d'être conduite directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ; prêter de l'argent, garantir les contrats ou aider autrement toute telle personne ou compagnie, ou clients, ou personnes ayant des relations d'affaires avec la compagnie et prendre ou acquérir autrement des actions et garanties de toute telle compagnie et les vendre, détenir, émettre de nouveau, avec ou sans garantie, ou en faire le commerce autrement ;

Emettre des actions acquittées, obligations ou débiteures ou autres garanties pour le paiement soit en tout ou en partie de toute propriété mobilière et immobilière, meubles ou immeubles, services, droits, baux, affaires, franchises, entreprises, pouvoir, privilège, licence ou concession que cette compagnie peut légalement acquérir, et en paiement ou partie de paiement ou en échange pour actions, obligations, débiteures ou autres garanties de toute autre compagnie faisant des affaires semblables ou en rapport aux affaires de cette compagnie ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou devant être rendus, en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de toutes actions du capital actions de la compagnie, ou toutes débiteures ou autres garanties de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou l'avancement de la compagnie ou la conduite de ses affaires ;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle, ou en disposer, pour telle considération que la compagnie peut juger à propos, et en particulier pour actions, débiteures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Les pouvoirs spécifiés dans aucun des susdits paragraphes ne seront pas limités ou restreints par les déductions ou termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Montreal Builders, Limited", avec un capital total de cent quarante-neuf mille piastres (\$149,000.00), divisé en mille quatre cent quatre-vingt-dix (1,490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

L' principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de novembre 1913.

C. J. SIMARD,

4709

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour d'octobre 1913, constituant en corporation MM. Joseph Pierre Gadbois, médecin, Marie Joseph Gadbois, agent, Joseph Bouffé, comptable, Olivier Taillon, mécanicien, et Yvon Lamontagne, avocat, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acheter, vendre, échanger, produire, manu-

nufacturing or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above or calculated directly, or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To acquire and undertake by purchase, lease or otherwise, the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purpose of this company ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, or customers, or persons having dealings with the company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To issue paid up shares, bonds or debentures or other securities for the payment either in whole or in part of any property, real or personal, moveable or immovable, services, rights, lease, business, franchise, undertaking, power, privilege, license or concession which this company may legally acquire, and in payment or part payment of or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a business similar or incidental to the business of this company ;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares in the company's capital, or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from any other paragraph, under the name of "Montreal Builders, Limited", with a capital stock of one hundred and forty nine thousand dollars (\$149,000.00), divided into one thousand four hundred and ninety (1,490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of November, 1913.

C. J. SIMARD,

4710

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of October, 1913, incorporating Messrs. Joseph Pierre Gadbois, physician, Marie Joseph Gadbois, agent, Joseph Bouffé, accountant, Olivier Taillon, machinist, and Yvon Lamontagne, advocate, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To purchase, sell, exchange, produce, manu-

facturer et réparer des automobiles et toutes autres voitures automatiques de quelques genres qu'elles soient, ainsi que tous les accessoires s'y rapportant ;

Construire, acheter et vendre des garages pour recevoir et engarier des automobiles et faire le commerce d'automobiles et de tous les accessoires en général, de garder et maintenir des garages pour engarier des automobiles privées ou à louer, les réparer et les louer comme voitures de louage généralement ;

De payer pour les dites automobiles ou toute autre chose s'y rapportant, soit en argent soit en parts acquittées, ou d'en recevoir en échange des propriétés ou des automobiles ;

Acheter, vendre et manufacturer toutes matières pour la fabrication de pneumatiques et pour la fabrication de bandages pleins ou tous autres articles employés comme surface reposant sur le sol, pour les roues de véhicules de quelque genre qu'ils soient, du moment où les dits véhicules sont destinés à entrer en contact soit avec la terre soit avec l'eau ;

Fabriquer, acheter et vendre tous articles de quelque genre ou nature qu'ils soient pourvu qu'ils soient composés en tout ou en partie des matières entrant dans la fabrication des articles prévus par le paragraphe précédent et plus spécialement tous articles où le caoutchouc est employé ;

Construire tous bâtiments, usines et manufactures nécessaires à l'entreposage, à la fabrication, à la manutention et au commerce de tout ce qui peut être nécessaire ou utile à la compagnie ;

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement des propriétés mobilières ou immobilières y compris pouvoirs d'eau et force motrice, et les vendre, louer ou autrement en disposer en totalité ou en partie, en payer les prix et valeur, soit en argent, en parts acquittées, soit en échange d'automobiles ou propriétés ;

Construire, opérer, acquérir et louer les voies d'évitement et embranchements avec toutes voies ferrées et disposer des dits embranchements et voies d'évitement ;

Acquérir des intérêts par tous moyens en toutes industries similaires, combiner tous intérêts avec d'autres intérêts de même nature et se fusionner avec toutes autres compagnies ayant des objets similaires, et en payer les prix ou valeur en parts acquittées ;

Traiter, transiger, acquérir par bail ou par achat définitifs toutes patentes, inventions, procédés se rapportant à l'industrie générale de la compagnie ou à quelques-unes de ses branches ou pouvant être utile à la dite compagnie ;

Payer les dites inventions, patentes ou procédés par tous moyens à terme, au comptant ou par royauté, soit en argent soit en parts acquittées de la compagnie ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour les services rendus ou devant être rendus dans ou relativement à la formation ou à la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses affaires soit en argent soit en parts acquittées ;

Émettre et vendre à même le capital action de la compagnie, cent cinquante (150) actions préférentielles rapportant un dividende de six pour cent (6%) cumulatif sans droit de vote, avec privilège pour les porteurs de ces actions d'obtenir un dividende semblable à celui des porteurs d'actions communes et avec option et privilège par la compagnie de racheter les dites parts ou actions au taux de cent cinquante piastres (\$150.00) dans les cinq (5) ans, si les bénéfices retirés les y autorisent, les dites actions à être émises et les dits dividendes à être déclarés en conformité aux règlements et résolutions à être passés par le bureau de direction ;

Autoriser le bureau de direction au cas où les bénéfices de la compagnie atteindraient la somme de \$4,500.00 c'est-à-dire dix pour cent

facture and repair automobiles and any other automatic vehicles of any description whatsoever and all accessories thereof ;

To construct, purchase and sell garages for receiving and garaging automobiles and deal in automobiles and all accessories thereof in general, keep and maintain garages for the garaging of private automobiles or automobiles for hire, repair and lease the same as vehicles for hire generally ;

To pay for the said automobiles or any other thing relating thereto, either in cash or paid up shares, or receive the same in exchange for property or automobiles ;

To purchase, sell and manufacture any material for the making of pneumatic and solid tires or any other, articles used as surface coming into contact with the earth for the wheels of vehicles of every kind whatsoever, whether the said vehicles are calculated to come into contact with earth or water ;

To manufacture, purchase and sell any articles of every kind or nature whatsoever provided the whole or part of the components thereof be materials entering in the manufacturing of articles mentioned in the foregoing paragraph and more specially any articles in which rubber is employed ;

To construct any buildings, shops and manufactories necessary for the storing, manufacturing, handling and the dealing in of everything necessary or useful for the company ;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, moveable or immovable property including water and motive powers and sell lease or otherwise dispose of the same in whole or in part, and pay the price and value thereof either in cash, paid up shares or in exchange for automobiles or property ;

To construct, operate, acquire and lease sidings and branches with any railways and dispose of the said sidings and branches ;

To acquire interests by any means in any similar business, to combine any interests with other interests of the same nature and to amalgamate with any other company having similar objects and to pay the price and value thereof in paid up shares ;

To deal with, transact, acquire by lease, permanent purchase any patents, inventions processes relating to the general business of the company or to any of its branches or which may be useful for the said company ;

To pay for the said inventions patents or processes by any means, on terms, cash or by royalties, either in cash or paid up shares of the company ;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business either in cash or paid up shares ;

To issue and sell out of the capital stock of the company one hundred and fifty (150) non-voting cumulative preferred shares bearing a dividend of six per cent (6%), the holders of such shares being entitled to a similar dividend as the common shareholders and the company having the option and privilege to redeem the said shares or stock at the rate of one hundred and fifty dollars (\$150.00) within five (5) years if the benefits paid up warrant it, the said shares to be issued and the said dividends to be declared in conformity with the by laws and resolutions to be passed by the Board of Directors ;

To authorize the Board of Directors in case the benefits of the company reach the sum of \$4,500.00, that is to say ten per cent (10%)

(10%) dans les douze (12) premiers mois d'existence de la dite compagnie à décréter et obtenir par résolution du bureau de direction à l'effet d'augmenter le capital-action de la compagnie d'un minimum de vingt-cinq mille piastres, divisé en cent (100) actions préférentielles et 150 actions communes de cent piastres (\$100.00) l'action ;

Donner aux directeurs le pouvoir d'établir par règlement de la compagnie que les promoteurs et souscripteurs de la première émission des actions recevront à titre de bonus jusqu'à vingt-cinq (25%) pour cent représenté par les actions communes ;

Le pouvoir d'établir par règlement de la compagnie que les droits de priorité à la souscription des actions préférentielles émises lors de l'augmentation du capital social, sera acquis des actionnaires, porteurs de parts communes de la ou des émissions précédentes, la dite priorité s'exerçant sur un montant égal au *pro rata* pour cent des nouvelles parts émises, sous le nom de "Gadbois Limitée", avec un capital de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) actions de cent piastres (\$100.00) chacune, dont quinze mille piastres (\$15,000.00) de parts préférentielles et trente mille piastres (\$30,000.00) de parts communes ;

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour d'octobre 1913.

C. J. SIMARD,

4715

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorze novembre 1913, constituant en corporation MM. Alphonse Brunelle, industriel, de Trois-Rivières, Francis Jacob, rentier, Bruno Boucher, menuisier, de Sainte-Anne de Beaupré, Fernando Hamelin, agent, Cordella Raymond, de Trois-Rivières, et Arthur Moisan, agent, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Acheter, louer, acquérir ou autrement, posséder, vendre des terrains, bâtisses ou autres propriétés dans l'intérêt de la compagnie ; faire le commerce de sucre, de sirop, des eaux de javelle, des emboîtages et tous les produits de ferme, faire le commerce d'épicerie en gros et en détail ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, ou entreprendre toutes ou aucune partie des affaires, propriétés ou obligations de toute personne, société ou compagnie, ou les actions, obligations, débiteures ou autres garanties de toute compagnie faisant toutes affaires en tout ou en partie, semblables à celles faites par cette compagnie ou possédant une propriété convenable pour les fins de cette compagnie ;

Établir dans la paroisse de Sainte-Anne de Beaupré, et ailleurs, des manufactures et des industries dans le but de manufacturer des sucres, des sirops, des eaux de javelle, toutes marchandises de nature identique ;

Faire l'exportation de gros et détail, dans les viandes, construire des abattoirs avec des machines, vendre l'entreprise en tout ou en partie et s'amalgamer avec toute autre compagnie, sous le nom de "Compagnie Manufacturière de Sainte-Anne de Beaupré Limitée", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Sainte-Anne de Beaupré.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de novembre 1913.

C. J. SIMARD,

4717

Sous-secrétaire de la province.

within the first twelve (12) months of the existence of the said company to decree and vote by resolution of the Board of Directors an increase of the capital stock of the company of a minimum of twenty five thousand dollars, divided into one hundred (100) preferred shares and one hundred and fifty (150) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each ;

To give the directors the power to establish by a by law of the company that the promoters and subscribers of the first issue of shares shall receive as bonus an amount not exceeding twenty five per centum (25%) in common shares ;

The power to establish by a by law of the company that the stock holders, bearers of the preceding issue or issues of common stock, shall have a priority right for the subscription of the preferred shares issued at the time of the increase of the capital stock, the said priority, entitling the said stock holders to a portion of the new stock issued at the *pro rata* or per centum, under the name of "Gadbois Limitée", with a capital stock of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each of which amount fifteen thousand dollars (\$15,000.00) in preferred stock and thirty thousand dollars (\$30,000.00) in common stock.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of October, 1913.

C. J. SIMARD,

4716

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1913, incorporating Messrs. Alphonse Brunelle, manufacturer, of Three Rivers, François Jacot, rentier, Bruno Boucher, joiner, of Sainte Anne de Beaupré, Fernando Hamelin, agent, Cordella Raymond, of Three Rivers and Arthur Moisan, agent, of the city of Québec, for the following purposes :

To purchase, lease, acquire or otherwise hold, sell lands, buildings or other properties in the interest of the company ; to deal in sugar, syrup, javelle waters, canned goods and all country produce, and carry on a wholesale and retail grocery business ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or undertake the whole or any part of the business, property or obligations of any individual, firm or company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any company carrying on any business in whole or in part similar to that carried on by the company or possessed of property suitable for the purposes of the company ;

To establish, in the parish of Sainte Anne de Beaupré and elsewhere, factories and industries for the purpose of manufacturing sugars, syrups, javelle waters and any similar products ;

To export meat wholesale and retail, erect abattoirs with ice houses, sell the whole or part of the undertaking and to amalgamate with any other company, under the name of "Compagnie Manufacturière de Sainte-Anne de Beaupré Limitée", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Sainte-Anne de Beaupré.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of November, 1913.

C. J. SIMARD,

4718

Deputy Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Applications to the Legislature

Avis est par le présent donné que The Congregational Church and Society, de la cité de Sherbrooke, Qué., et ses fidèles-commis, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir une loi afin de les autoriser à enlever du lot du cadastre numéro 1442, du quartier sud de Sherbrooke, connu comme "The Union Cemetery", les restes de toutes personnes enterrées et toutes les pierres et monuments érigés, et les faire transporter à un autre endroit, et vendre et transporter le dit lot 1442.

FRASER, MACDONALD & RUGG,
Solliciteurs des requérants.
Sherbrooke, 8 novembre 1913. 4677

Avis est par le présent donné que David Shneider, opérateur, Hyman Nisenberg, peintre, Mayer Reindolphe, fourreur, Aaron Wolofsky, agent d'assurance, Jacob Hartman, marchand, Wolfe Kaufman, cordonnier, Kalman Ornstein, opérateur, tous des cité et district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin de les incorporer en une congrégation religieuse, sous le nom de "The Hadras Kodish", avec le pouvoir d'acquérir et de posséder des propriétés mobilières et immobilières, tenir des registres des actes des statuts civils et exercer tous les droits ayant rapport aux corporations religieuses, et pour autres fins.

L. MILLMAN,
Procureur des requérants.
Montréal, 13 novembre 1913. 4665

Avis est par le présent donné que Ephraim Rosenfelt, boucher, Isaac Boredoff, peintre, Max Lichterman, tailleur, Chuna Druckman, pressier, Aaron Pervin, commerçant, Isaacs Litovitch, forgeron, et Isaac Goodherty, tailleur, tous des cité et district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les incorporant en une congrégation religieuse sous le nom de "The Congregation Shemerin Labeker", avec pouvoir d'acquérir et posséder des propriétés mobilières et immobilières, tenir des registres des actes de l'état civil et exercer tous les droits ayant rapport à une corporation religieuse, et pour d'autres fins.

M. M. SPERBER,
Procureur des requérants.
Montréal, 30 octobre 1913. 4417.2

Avis public est, par les présentes donné que "Beaudin Limitée", une corporation ayant son principal siège d'affaires en la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir une loi spéciale lui permettant de payer, par anticipation, en tout ou en partie, la balance restant due à Dame Olivine David, en sa qualité de tutrice, en vertu de ses titres d'acquisition d'une terre étant partie du lot No. 62, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, et d'exiger sur tel paiement une quittance comportant radiation complète ou partielle des hypothèques et privilèges, affectant la dite terre, à raison de cette dette, et autres fins.

PELLETIER, BEAULIEU & MERCIER,
Avocats de la requérante.
Montréal, 31 octobre 1913. 4433.2

Notice is hereby given that the Congregation Church and Society of the city of Sherbrooke, Que., and its Trustees, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize it and them to remove from lot cadastral number 1442 of the south ward of Sherbrooke, known as "The Union Cemetery", the remains of all persons interred therein and all stones and monuments erected therein, to another location, and to sell and convey said lot number 1442.

FRASER, MACDONALD & RUGG,
Solicitors for the applicants.
Sherbrooke, 8th November, 1913. 4678

Notice is hereby given that David Shneider, operator, Hyman Nisenberg, painter, Mayer Reindolphe, furrier, Aaron Wolofsky, insurance agent, Jacob Hartman, merchant, Wolfe Kaufman, shoemaker, Kalman Ornstein, operator, all of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to incorporate them as a religious congregation under the name of the "Hadras Kodish" with the power to acquire and possess moveable and immoveable property, to keep registers of acts of civil status and to exercise all rights incidental to religious corporation, and for other purposes.

L. MILLMAN,
Attorney for petitioners.
Montreal, 13th November, 1913. 4666

Notice is hereby given that Ephraim Rosenfeldt, butcher, Isaac Borodoff, painter, Max Lichterman, tailor, Chuna Druckman, presser, Aaron Pervin, tailor, Isaacs Letovitch, blacksmith, and Isaac Goodherty, tailor, all of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to incorporate them as a religious congregation under the name of "The Congregation Shemerin Labeker", with power to acquire and possess moveable and immoveable property, to keep registers of acts of civil status, and to exercise all rights incidental to a religious corporation, and for other purposes.

M. M. SPERBER,
Attorney for petitioners.
Montreal, 30th October, 1913. 4418

Public notice is hereby given that "Beaudin Limitée", a corporation, having its head office in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law allowing it to pay in advance, in whole or in part, the balance remaining due to Dame Olivine David, in her quality of tutrix, by and in virtue of its deeds of acquisition, on the price of a farm being part of lot No. 62 of the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet and to request upon said payment, a discharge with complete or partial cancellation of all privileges and hypothecs affecting said farm, by reason of said debt and for other purposes.

PELLETIER, BEAULIEU & MERCIER,
Attorneys for the petitioner.
Montreal, 31st October, 1913. 4434

Avis est par les présentes donné que monsieur Henri Etienne Joseph Vautelet, de la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir l'a option d'une loi permettant au barreau de la province de Québec, d'admettre le dit Henri Etienne Joseph Vautelet, à l'étude du droit sans avoir à passer d'examens et sur simple production d'un diplôme de gradué émis en faveur par le Royal Military College of Canada. Le dit Henri Etienne Joseph Vautelet a obtenu l'approbation à cet effet du conseil général du barreau de la province de Québec, le vingt-neuvième jour d'octobre 1913.

ANTONIO PERRAULT,
Procureur du requérant.

Montréal, 29 octobre 1913. 4405 3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par William Yuile, Charles C. Holland et autres, constituant "The Interdenominational Committee of Montreal", pour obtenir une loi incorporant "The Interdenominational Committee of Montreal", dans le but de faire des œuvres non sectaires religieuses, éducatrices, charitables et philanthropiques, à Montréal et aux alentours, avec pouvoir de posséder des propriétés immobilières, et agir comme fidéi commissis pour toute église ou autre société ou corps religieux.

PLACE & STOCKWELL,
Procureurs des requérants.

Montréal, 25 octobre 1913. 4317 3

Avis est par le présent donné que la "Société de Construction Permanente de Québec" corporation constituée par l'acte 3 Edouard VII, chapitre 130, s'adressera à la Législature, à sa prochaine session; pour obtenir une loi changeant son nom en celui de "Le Prêt Hypothécaire" et lui accordant une nouvelle charte.

CASGRAIN, LAVERY, RIVARD,
CHAUVEAU & MARCHAND.
Avocats de la Requérante.

Québec, 29 octobre 1913. 4415

Arsène Aubertine, fermier, de la paroisse de Longueuil, donne avis qu'il s'adressera à la législature de Québec, à sa session actuelle, pour demander la ratification d'une vente faite par De Agnès Houliston, épouse de M. G. Edson, I. Arthur Edson, H. W. Edson, John M. Edson, et Dorothy Edson, à Dame Odile Dubuc, veuve de feu Toussaint Aubertin, le 14ième jour de novembre 1904, devant L. J. E. Brais, notaire, du lot numéro 28 du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, et aussi d'un acte de donation du même lot, fait à lui-même par la dite Dame, le 21ième jour de juin 1911, devant le même notaire, et pour autres fins.

Montréal, 12 novembre 1913. 4647

Avis est par les présentes donné que M. Raoul Lacroix, architecte, des cités et district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi validant, ratifiant et confirmant à toutes fins que de droit, et de façon à les rendre obligatoires pour toutes les parties, leurs successeurs, représentants et ayant-cause, le règlement No 8 adopté le 10 février 1908, par le conseil de l'ancienne municipalité de la ville de la Longue-Pointe, aujourd'hui partie de la cité de Montréal, ainsi que les plans mentionnés au dit règlement; et pour autres fins.

PELLETIER, BEAULIEU & MERCIER,
Avocats du requérant.

Montréal, 25 octobre 1913. 4357 3

Notice is hereby given that Mr. Henri Etienne Joseph Vautelet, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act permitting the bar for the province of Quebec, to admit at study without examination and simply upon producing a diploma of graduate issued in his favour by the Royal Military College of Canada. Said Henri Etienne Vautelet has obtained the approval to that effect from the general council of the bar of the province of Quebec, the twenty ninth day of October, 1913.

ANTONIO PERRAULT,
Attorney for applicant.

Montreal, 29th October, 1913. 4406

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, on behalf of William Yuile, Charles C. Holland, and other, constituting "The Interdenominational Committee of Montreal", for an Act incorporating "The Interdenominational Committee of Montreal", for the purpose of carrying on undenominational, religious, educational, charitable and philanthropic work in Montreal and vicinity, with power to hold immoveable property, and to act as trustee for any church or other religious society or body.

PLACE & STOCKWELL,
Attorneys for applicants.

Montreal, October 25th 1913. 4318

Notice is hereby given that "La Société de Construction Permanente de Québec" constituted a corporation by the Act 3 Edward VII, chapter 130, will apply to the Legislature, at its next session, for an Act changing its name to that of "Le Prêt Hypothécaire" and granting it a new charter.

CASGRAIN, LAVERY, RIVARD,
CHAUVEAU & MARCHAND.
Attorneys for the Petitioner.

Quebec, 29th October, 1913. 4416

Arsène Aubertin, farmer, of the parish of Longueuil, gives notice that he will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, to ask for the ratification of a sale made by De Agnès Houliston, wife of M. G. Edson, I. Arthur Edson, H. W. Edson, John M. Edson and Dorothy Edson, to Dame Odile Dubuc, widow of Toussaint Aubertin, on the 14th day of November 1904, before L. J. E. Brais, notary, of lot number 28 of the cadastre of the parish of St. Antoine of Longueuil, and also of a deed of donation of same made to him by the said Dame, on the 21st day of June, 1911, before the same notary, and for other purpose.

Montreal, 12th November, 1913. 4648

Public notice is hereby given that Mr. Raoul Lacroix, architect, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law, validating, ratifying and confirming to all purposes, so that they may become binding upon all interested parties, their successors, representatives and assigns, the by-law No. 8, adopted on the 12th of February, 1908, by the council of the municipality of "La ville de la Longue-Pointe", now part of the city of Montreal, as well as all plans mentioned in said by-law; and for other purposes.

PELLETIER, BEAULIEU & MERCIER,
Attorneys for petitioner.

Montreal, 25th October, 1913. 4358

Avis public est par les présentes donné que la cité de Verdun s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender sa charte aux fins suivantes : enfouissement des fils et installation de conduites souterraines ; suppression du défranchissement des contribuables à défaut du paiement des taxes ; ratification de certains règlements ; extension du pouvoir d'emprunt de la dite cité, règlement et l'installation de services publics dans les rues, autoriser le Conseil à intervenir dans tout bill qui pourra être présenté de nature à affecter la situation de Verdun, voir à ce que des arrangements soient faits avec les compagnies intéressées pour l'enfouissement des fils dans certaines rues de la cité et pour tous objets se rattachant aux fins ci-dessus.

MOUSSEAU & GAGNE

Procureurs de la requérante.

Montréal, 23 octobre 1913.

4351 3

Public notice is hereby given that the city of Verdun will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the forthcoming session, for the purpose of obtaining a law amending its charter as follows : the putting underground of wires and installation of underground conduits, doing away with the disqualification of municipal voters for non-payment of taxes, approval and confirmation of certain by laws, increase of the borrowing power of the said city, regulating installation of public services in the streets, empowering the Council to oppose any bill or law whose object might alter the situation of Verdun, making any business arrangement needed with interested companies for the putting of underground wires in certain streets of the said City and for every other purposes thereto related.

MOUSSEAU & GAGNE

Attorneys for petitioner.

Montreal, 23rd October, 1913.

4352

CITE DE QUEBEC.

HOTEL DE VILLE.

Bureau du Greffier de la cité.

Québec, 28 octobre 1913.

AMENDEMENTS A LA CHARTE DE LA CITÉ.

Avis est par les présentes donné que la cité de Québec, s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à sa charte, et pour être autorisée à emprunter cent vingt-cinq mille piastres (\$125,000.00), pour couvrir les dépenses déjà faites et autres dépenses à être faites pour éclairage dans la cité, au moyen de poteaux d'ornements pour les lumières ; et au cas où la ville de Montcalm serait annexée à la cité, pour être autorisée à emprunter une autre somme de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00), pour exécuter dans ce territoire annexé, les travaux mentionnés dans les conditions de cette annexion, et être aussi autorisée à emprunter une autre somme de \$50,000.00 (cinquante mille piastres) pour travaux publics à être faits dans la municipalité de la Petite Rivière, au cas où cette municipalité serait aussi annexée ; pour être autorisée à emprunter une somme additionnelle de \$50,000.00 (cinquante mille piastres) pour des travaux d'une nature permanente à être exécutés dans le quartier Limoilou ; pour être autorisée à payer un intérêt de quatre et demi pour cent (4½ %) sur les obligations émises par elle ; pour modifier les dispositions de sa charte quant au coût des trottoirs de bois, pour demander la validation de certaine exemption de taxes et fermeture de rues, selon le contrat fait entre Sa Majesté et la cité et autres parties, pour la construction dans cette cité du chemin de fer National Transcontinental et accessoires ; et aussi pour demander la validation d'un contrat entre la cité et les Sœurs de la Charité de Québec, concernant l'établissement d'un hôpital civique et autres objets ; et aussi pour obtenir divers autres amendements à sa loi d'incorporation.

H. J. J. B. CHOUINARD,

Greffier de la cité de Québec.

Québec, 28 octobre 1913.

4341 3

CITY HALL.

CITY OF QUEBEC.

City Clerk's office.

Quebec, 28th October, 1913.

AMENDMENTS TO THE CITY CHARTER.

Public notice is hereby given that the city of Quebec will petition the Legislature of this province, at its next session, to obtain certain amendments to its charter :

To be authorized to borrow one hundred and twenty five thousand dollars (\$125,000.00) to cover the expenditure already made and other expenditures to be incurred for lighting in the city by means of ornamental posts for lights ;—and in case the town of Montcalm should become annexed to the city, to be authorized to borrow an additional sum of \$250,000. (two hundred and fifty thousand dollars) to execute in the annexed territory the works mentioned in the conditions of its annexation ;—and to be also authorized to borrow another sum of fifty thousand dollars for public works to be executed in the municipality of the Little River in case that municipality should become annexed to the city ;—to be authorized to borrow an additional sum of \$50,000. (fifty thousand dollars) for public works of a permanent nature to be executed in Limoilou ward ;—to be authorized to pay an interest of four and a half (4½ %) upon obligations issued by the city ;—to modify the dispositions of the charter as to the cost of wooden sidewalks ;—to petition for the validation of certain exemption of taxes and the closing of streets, in conformity with the contract intervened between the city and His Majesty and other parties for the construction in this city of the National Transcontinental Railway and accessories ; and also to ask the validation of a contract between the city and the Sisters of Charity of Quebec, concerning the establishment of a Civic Hospital and other objects,—and also to obtain divers other amendments to its charter of incorporation.

H. J. J. B. CHOUINARD,

City Clerk, Quebec.

Quebec, 28th October, 1913.

4342

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'incorporation de la ville de Roxboro, la dite ville devant être connue sous tel nom ou tel autre nom qui peut être déterminé par la dite Législature, et devant consister des lots de terre connus et désignés sur les plans et livre de renvoi officiels pour la province de Sainte-Geneviève, dans le comté de Jacques-Cartier, sous les numéros originaux 36, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 45,

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at the next ensuing session thereof, for the incorporation of the town of Roxboro, said town to be known under such name or such other name as may be determined by said Legislature, and to consist of lots of land known and designated on the official plan and in the book of reference for the parish of Sainte Genevieve, in the county of Jacques-Cartier, under the original numbers,—36, 38, 39, 40,

48, 49, 292, 293 et 311, et jusqu'au coin nord ouest de 291, ou devant être compris dans telle ou autres limites que la dite Législature peut fixer; et pour la confirmation des titres aux lots de terre devant être inclus dans les limites de la dite ville; pourvoir que les dispositions de la Loi des Cités et Villes avec certaines modifications s'appliquent à la dite Ville; pourvoir que le Maire et Echevins soient élus pour trois ans par toute la municipalité sans aucune division dans les quartiers; pourvoir à ce que le Maire et les Echevins ne soient pas obligés de demeurer dans les limites de la dite ville durant les premières trois années après la date de la mise en force de la loi, et que le Conseil peut tenir ses séances et avoir ses greffiers et officiers en dehors des limites de la dite municipalité; pourvoir à la qualification des électeurs quant à la convocation des assemblées pour la première élection et pour l'organisation de la ville, et en général pour l'octroi à telle ville des droits et pourvoirs incorporés nécessaires, y compris l'octroi d'exemptions, primes et franchises, et la forme et limites d'iceux; et tous les pouvoirs en général à l'acquittement de ses devoirs et déterminer sur sa conduite et l'administration de ses affaires.

ELLIOT & DAVID

Procureurs de la Réquérante.

Montréal, 18 octobre 1913. 4399 3

41, 42, 43, 45, 48, 49, 292, 293 and 311, and the north westerly corner of 291, or be comprised within such other limits as the said Legislature may fix; and for the confirmation of the titles to the lots of land to be included in the limits of the said town; to provide that the provisions of the "Cities and Town Act", with certain modifications, shall apply to the said town; to provide that the Mayor and Aldermen may be elected for three years by the whole municipality, without any division into wards; to provide that the Mayor and Aldermen need not reside within the limits of the said town during the first three years after the date of going into force of the act, and that the Council may hold its sittings and have its clerks and officers outside the limits of the said municipality; to provide as to the qualification of electors, as to the calling of meetings for the first election and for the organization of the town, and generally for the granting to such town of the necessary corporate rights and powers, including the granting of exemptions, bonuses and franchises, and the form and limits thereof; and all powers generally to the discharge of its duties and to determine upon its government and the management of its affairs.

ELLIOT & DAVID,

Attorneys for Petitioners

Montreal, October 18th, 1913. 4400

Avis est par le présent donné que King Hall s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte affectant une augmentation du capital, changement du mode d'élection des fidéicommissaires et les membres et l'administration interne.

R CAMPBELL,

Procureur des réquérants.

4391 3

Notice is hereby given that King's Hall will apply at the Legislature of the province of Quebec for amendments to its charter affecting an increase of capital, change in mode of election of trustees and then number and internal management.

R CAMPBELL,

Attorney for applicant.

4392

Avis est par le présent donné que The Montreal Local Association of the Victorian Order of Nurses for Canada, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi constituant la dite Montreal Local Association of the Victorian Order of Nurses for Canada, en une corporation avec pouvoir de conduire et contrôler le travail de The Victorian Order of Nurses, dans les cité et district de Montréal, et posséder des propriétés immobilières et mobilières et placer dans la dite corporation les biens et droits de The Montreal Local Association of the Victorian Order of Nurses for Canada, et pour autres fins.

FLEET, FALCONER, PHELAN & BOVEY,
Procureurs des Requérants.

Montréal, 29 Octobre 1913. 4395 3

Notice is hereby given that the Montreal Local Association of the Victorian Order of Nurses for Canada, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session for the passage of an act constituting the said Montreal Local Association of the Victorian Order of Nurses for Canada, a corporation with power to carry on and control the work of The Victorian Order of Nurses in the city and district of Montreal, to hold immovable and moveable property and vesting in the said corporation the property and rights of the Montreal Local Association of the Victorian Order of Nurses for Canada, and for other purposes.

FLEET, FALCONER, PHELAN & BOVEY,
Attorneys for applicants.

Montreal, 29th October, 1913. 4396

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendement la charte de la ville de Shawinigan Falls, 8 Edouard VII, chapitre 95, et certaines dispositions de la loi des cités et villes 1909, en autant que la ville est concernée, et spécialement (a) de pourvoir que les limites de la ville soient fixées et plus définies; (b) abolir l'exigence que les taxes ou taxes d'eau soient payées pour être entré sur la liste des électeurs; (c) pourvoir que la licence du conseil, taxe et règle les charretiers, conducteurs, omnibus pour les fins de transport à ou dans la municipalité; (d) augmenter le montant payable pour certificat pour obtenir une licence pour vendre des spiritueux, vins, liqueurs alcooliques ou enivrantes jusqu'à \$1,000; (e) licencier, régler ou prohiber les brasseries ou autres établissements où les liqueurs sont mises en bouteilles en baril ou en fût; (f) régler, licencier, taxer ou prohiber les théâtres, cirques, établissements de vues animées; (g) appliquer l'article 5735 de la loi des cités et villes 1909, aux mécaniciens, journaliers adroits ou non, travailleurs; (h) être autorisé à faire des prêts spéciaux sur billet ou autrement; (i) et pour autres fins.

LAFLAMME MITCHELL,

CHENEVERT & CALLAGHAN,

Procureurs des requérants.

Montréal, 29 octobre 1913. 4397-3

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to amend the charter of the town of Shawinigan Falls, 8 Edward VII, chapter 95, and certain provisions of the cities and towns act, 1909, insofar as the town is concerned, and especially; (a) to provide that the limits of the town be fixed more definitely; (b) to abolish the requirement that taxes or water rates be paid in order to be entered on the electors list; (c) to provide that the council licence, tax and regulate carters, teamsters, busses used for transporting purposes to or in municipality; (d) to increase the amount payable for certificate to obtain a license to sell spirituous, vinous, alcoholic or intoxicating liquors to \$1,000; (e) to license, regulate or prohibit breweries or other establishments where liquors are bottled, barrelled or kegged; (f) to regulate, license, tax or prohibit theatres, circuses, moving picture establishments; (g) to apply article 5735 of the cities and towns act 1909, to mechanics, skilled or unskilled labourers, workmen; (h) to be authorized to make special loans on note or otherwise; (i) and for other purposes.

LAFLAMME MITCHELL,

CHENEVERT & CALLAGHAN,

Attorneys for petitioners.

Montreal 29th October, 1913. 4398

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à prochaine session, par Jean Charles Gaston Fontaine, de la cité de Hull, district d'Ottawa, afin d'obtenir une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre à l'étude du droit sans examen préliminaire et pour autres fins.

DEVLIN & STE. MARIE,
Procureurs de J. C. G. Fontaine.

Hull, 25 octobre 1913. 4407 3

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by Jean Charles Gaston Fontaine, of the city of Hull, district of Ottawa, for an act authorizing the bar of the province of Quebec, to admit him to the study of law without preliminary examination and for other purposes.

DEVLIN & STE. MARIE,
Solicitors for J. C. G. Fontaine.

Hull, 25th October, 1913. 4408

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Daniel Percy Gilmor, afin d'obtenir une loi autorisant le barreau de la province de Québec, à lui permettre la pratique du droit.

BROWN, MONTGOMERY
& McMICHAEL,
Procureurs du requérant.

Montréal, 30 octobre 1913. 4409 3

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session by Daniel Percy Gilmor, for an act authorizing the bar of the province of Quebec, to permit him to practise law.

BROWN, MONTGOMERY,
& McMICHAEL,
Solicitors for applicant.

Montreal, 30th October, 1913. 4910

Avis public est par le présent donné par Louis René Gagné, de la cité de Québec, étudiant en droit, qu'il demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'un bill autorisant le barreau de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres après examens.

LOUIS RENÉ GAGNÉ,

Québec, 30 octobre 1913. 4411 3

Public notice is hereby given by Louis René Gagné, of the city of Quebec, student at law, that he will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to have a bill passed authorizing the bar of the province of Quebec, to admit him among its members after examination.

LOUIS RENÉ GAGNÉ,

Quebec, 30th October, 1913. 4412

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir un acte annexant la municipalité scolaire de la ville Emard, dans le comté Jacques-Cartier, à la municipalité scolaire qui est sous la juridiction et le contrôle de la commission des écoles catholiques de Montréal.

EMARD & EMARD,
Procureurs des requérants.

Montréal, 27 octobre 1913. 4355 3

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for an Act annexing the school municipality of town Emard, in the county of Jacques Cartier, to the school municipality under the jurisdiction and control of Catholic School Commission of Montreal.

EMARD & EMARD,
Attorneys for the Petitioners.

Montreal, 28th October 1913. 4356

Avis est par le présent donné par le Révérend Gerald J. McShane, curé de la paroisse de Saint-Patrice, Montréal, qu'il s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi ratifiant : 1^{re} l'acte de vente par lui à Fred. B. Whitlet, passé devant F. E. McKenna, notaire, le 11 février 1913 ; 2^{de} l'acte de vente par lui à Caron Frères, passé devant F. E. McKenna, notaire, le 31 octobre 1912.

F. E. McKENNA,
pour Requérent.

Montréal, 24 octobre 1913. 4325-3

Notice is hereby given by the Reverend Gerald J. McShane, parish priest of Saint Patrick's parish, Montreal, that he will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to have ratified : 1st the deed of sale from him to Fred B. Whitlet, passed before F. E. McKenna, notary, the 11th February, 1912 ; 2nd the deed of sale from him to Caron Brothers, passed before F. E. McKenna, notary, on the 31st October, 1912.

F. E. McKENNA,
for applicant.

Montreal, 24th October, 1913. 4326

Avis est par les présentes donné, par Maxim Morin, avocat, qu'il s'adressera à la prochaine session de la législature, dans le but d'obtenir un bill autorisant le barreau à l'admettre à la pratique de la profession, immédiatement, nonobstant la part que ses brevets pour admission à l'étude ne sont datés que de juillet 1912.

M. MORIN.

6 novembre 1913. 4495.2

Notice is hereby given by Maxim Morin, advocate, that he will apply to the next session of the Quebec Legislature for a bill authorizing the Bar of the province to admit him to the practice of the profession of advocate now, notwithstanding that his brevets for admission to study date only from July, 1912.

M. MORIN.

6th November, 1913. 4496

Avis est par le présent donné que le soussigné Albert J. McDonald s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant le barreau de la province de Québec de lui permettre de pratiquer comme avocat, et le secrétaire du dit conseil général du dit barreau à lui octroyer son certificat comme tel.

ALBERT J. McDONALD,
Montréal, 29 octobre 1913. 4497.2

Notice is hereby given that the undersigned Albert J. McDonald will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorizing the bar of the province of Quebec to permit him to practice as an advocate and the secretary of the general council of the said bar to issue him his certificate as such.

ALBERT J. McDONALD,
Montreal, 29th October, 1913. 4498

Avis public est par le présent donné que Placide Daoust, marchand, J. O. Labrecque, marchand, Henri Robert, gérant, tous de la cité de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, pour faire amender la charte de "The Merchants' Light, Heat & Power Company" aux fins d'augmenter le capital de la compagnie; d'augmenter les obligations des directeurs pour la plus ample protection des actionnaires, et pour toutes autres fins.

GAETAN VALOIS, Notaire,
Procureur des requérants.

Montréal, 31 octobre 1913.

4465 2

Avis est par le présent donné que la compagnie du chemin de fer de Québec et de l'île d'Orléans s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender sa charte aux fins d'étendre son réseau notamment de Québec à Montréal, en suivant autant que possible la rive nord du fleuve Saint-Laurent; d'établir une ligne de vaisseaux entre les deux dites cités; d'augmenter son pouvoir d'emprunt, et pour toutes autres fins.

G. MAILLET

Secrétaire de la Compagnie.

Montréal, 31 octobre 1913.

4463 2

Avis est par les présentes donné que les exécuteurs testamentaires et fidéi-commissaires de feu l'honorable Louis Archambeault s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les autorisant à vendre certains biens de la dite succession, et pour d'autres fins.

L. H. ARCHAMBEAULT,

Procureur des requérants.

Montréal 4 novembre 1913.

4491.2

AVIS

Public notice is hereby given that the Ha, Ha, Bay Railway Company, incorporated by the Act 8 Edward VII, chapter 107, will present to the Quebec Legislature, at its next session, a bill:

(a) Amendement sa charte de façon à lui accorder un délai additionnel de deux ans, à partir du 25 avril 1913, pour compléter les travaux qu'elle est autorisée à faire;

(b) Ratifiant certaines expropriations faites, sujet au paiement des frais encourus dans les causes pendantes;

(c) Lui donnant le pouvoir de construire une voie ferrée d'une longueur de deux cent vingt-cinq milles au plus, reliant un point du chemin de fer de la Baie des Ha, Ha, à la rivière Saint-Maurice ou à l'un quelconque de ses tributaires, en passant par les endroits qui seront jugés le plus avantageux, vers la hauteur des terres.

LAPOINTE & LANGLAIS,

Procureurs du chemin de fer de

la Baie des Ha, Ha.

Chicoutimi, 6 novembre 1913.

4479

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender la loi constituant en corporation la Compagnie du Boulevard de Montréal Est, modifier le parcours du Boulevard projeté, étendre les délais pour faire les travaux, pourvoir à son organisation financière et autres pouvoirs.

La Compagnie du Boulevard de Montréal Est par
JOSEPH VERSAILLES,
J. T. R. LAURENDEAU,
GABRIEL HURTUBISE,
JEAN VERSAILLES.

Montréal, 5 novembre 1913.

4480 2

Public notice is hereby given that Placide Daoust, merchant, J. O. Labrecque, merchant, Henri Robert, manager, all of the city of Montréal, will apply to the Legislature of the Province of Québec, to amend the charter of "The Merchants' Light, Heat & Power Company" so as to increase its capital; to increase the liability of the directors for the more ample protection of the Shareholders, and for any other purpose.

GAETAN VALOIS, Notary,
Attorney for Petitioners.

Montreal, 31st October, 1913.

4466

Notice is hereby given that the Quebec and Island of Orleans Railway Company will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to amend its charter so as to extend its system particularly from Quebec to Montreal by following in so far as possible the north shore of the river St. Lawrence; to establish a line of vessels between the two said cities; to increase its borrowing power, and for any other purposes.

G. MAILLET,

Secretary of the Company.

Montreal, 31st October, 1913.

4464

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of Quebec by the testamentary executors and trustees of the late honorable Louis Archambeault, to obtain a law authorizing them to sell or otherwise dispose of certain properties belonging to the said estate, and for other purposes.

L. H. ARCHAMBEAULT,

Attorney for petitioners

Montreal, 4th november, 1913.

4492

NOTICE

Public notice is hereby given that the Ha, Ha, Bay Railway Company, incorporated by the Act 8 Edward VII, chapter 107, will present to the Quebec Legislature, at its next session, a bill:

(a) To amend its charter so as to grant it an additional delay of two years, from the 25th April 1913, to complete the work it is authorized to do;

(b) To ratify certain expropriations effected, subject to the payment of costs incurred in pending cases;

(c) To grant it power to build a railway not more than two hundred and twenty-five miles long, connecting a point on the Ha, Ha, Bay railway with the river St. Maurice or with one of its tributaries, passing by such places as may be deemed most advantageous, towards the height of lands.

LAPOINTE & LANGLAIS,

Attorneys for the

Ha, Ha, Bay Railway Company.

Chicoutimi, November 6th, 1913.

4480

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to amend the Act incorporating the Company of the Boulevard of Montréal Est, change course of the projected boulevard, extend the delay to make the works, provide for its financial organisation and other powers.

The Company of the Boulevard of Montréal Est per
JOSEPH VERSAILLES,
J. T. R. LAURENDEAU,
GABRIEL HURTUBISE,
JEAN VERSAILLES.

Montreal, 5th November, 1913.

4490

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Demetrius F. Myers, promoteur, de la cité et du district de Montréal, George Jaquins, contracteur, de la cité de Montréal, George Sampson, contracteur, de la cité de Montréal, John Bastiano, de la cité de New-York, dans l'état de New-York, un des Etats-Unis d'Amérique, et David W. Hyland, courtier d'immeubles, de la cité de New-York, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir une loi afin de les incorporer sous le nom de "The Montreal fair Association of Canada", et de donner le pouvoir à la dite association d'organiser, tenir et contrôler des expositions agricoles, horticoles et industrielles et autres expositions du même genre; tenir des foires et des places d'amusements, des champs de courses, terrains d'expositions et des courses de toutes espèces; d'acquérir et posséder les biens meubles et immeubles requis pour ces fins; de vendre, aliéner, échanger, donner en gage, hypothéquer ou autrement disposer des dits biens meubles et immeubles; de faire des contrats; de passer des règlements, règles et ordonnances pour son administration interne ou pour toutes autres fins.

FONTAINE & LABELLE,
Avocats.
4683

Montréal, 13 novembre 1913.

COMPAGNIE DU CIMETIERE MONT ROYAL

Avis est par le présent donné que la compagnie du cimetière Mont-Royal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir une loi l'autorisant à développer et aliéner certaine propriété non requise pour les fins de cimetière; céder du terrain pour rues et ruelles; tracer des rues d'une largeur moins que celle requise par la loi, sujets du consentement de la ville d'Outremont, autorisant la ville d'Outremont à faire des arrangements avec la compagnie pour les développements de la propriété de la compagnie, octroyer des exemptions ou faire des arrangements spéciaux en rapport aux taxes et répartition et mettre à exécution telles restrictions et servitudes au sujet de la classe de bâtisses à être érigées, lignes de bâtisses, etc., sur la propriété de la compagnie, suivant qu'il sera convenu mutuellement; autoriser les corporations scolaires à octroyer telles exemptions pour taxes et répartitions ou faire des arrangements spéciaux y ayant rapport suivant qu'il peut-être convenu mutuellement et pour autres fins.

A. FALCONER,
Procureur des requérants.
Montréal, 13 novembre, 1913. 4667

Avis est par le présent donné que la compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, aux fins d'obtenir un amendement à sa charte étendant de deux années les délais qui lui sont accordés pour le commencement et la fin de la construction de sa voie, et lui permettant aussi de continuer et de parfaire, dans les délais ainsi prolongés, le ou les réseaux des compagnies de chemin de fer dont elle aura acquis l'actif.

LAPOINTE & LANGLAIS,
Procureurs.
Chicoutimi, 14 novembre, 1913. 4489

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Demetrius F. Myers, promoter, of the city and district of Montreal; George Jaquins, contractor, of the said city of Montreal; George Sampson, contractor, of the said city of Montreal; John Bastiano, of the city of New York, in the state of New York, one of the United States of America; and David W. Hyland, real estate broker, of the said city of New York, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its present session for the passing of an act to incorporate them and others under the name of "The Montreal fair Association of Canada", and to give power to the said association to organize, carry on and control agricultural, horticultural and industrial exhibitions, and other exhibitions of the same kind, an to conduct fairs and keep places of amusement and maintain race courses, exhibition grounds and hold races of all kinds and acquire and possess moveable and immoveable property required for its said purposes; to sell, alienate, exchange, pledge, hypothecate or otherwise deal with the said moveable and immoveable property and to enter into contract, make by-laws, rules and regulations for internal government and for other purposes.

FONTAINE & LABELLE,
Attorneys.
Montreal, 13th November, 1913. 4684

MOUNT ROYAL CEMETERY COMPANY

Notice is hereby given that the Mount Royal Cemetery Company will apply to the legislature of the province of Quebec, at its present session, for an act empowering it to develop and alienate such of its property, as is not required for cemetery purposes; to cede land for streets and lanes; to lay out streets of a width less than that required by law, subject to the consent of the town of Outremont, empowering the town of Outremont to make arrangements with the company for the development of the company's property, to grant exemptions from or to make special arrangements with regard to taxes and assessments and to enact such restrictions and servitudes with reference to class of buildings to be erected, building lines, etc., upon the company's property as may be mutually agreed upon; to authorize school corporations, to grant such exemption from taxes and assessments or to make special arrangements with regard thereto as may be mutually agreed upon and for other purposes.

A. FALCONER,
Attorney for applicants.
Montreal, 13th November, 1913. 4668

Notice is hereby given that the Roberval-Saguenay Railway Company, will apply to the legislature of the province of Quebec, at this session, for amendments to its charter extending the delay allowed for the beginning and the completion of the construction of its line by two years, and also authorizing it to continue and complete, within the delay so extended, the network or net-works of the railway companies whose assets it may have acquired.

LAPOINTE & LANGLAIS,
Attorneys.
Chicoutimi, 14th November, 1913. 4690

Avis est par le présent donné que "The Montreal Water and Power Company s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender la loi 55-56 Vic., chap. LXX V, confirmant les lettres patentes incorporant la compagnie concernant les objets suivants et affaires, à savoir :

Ratifier et confirmer les différents actes passés par la compagnie avec les différentes personnes et corporations et aussi certaines conventions en rapport avec le prolongement et opération du système d'aqueducs de la compagnie, spécialement celles avec la cité de Westmount, la ville de Maisonneuve et la ville d'Outremont.

Ratifier la réduction dans la valeur au pair du capital actions.

Augmenter le capital-actions de la compagnie et octroyer des pouvoirs additionnels d'emprunt.

Révoquer la section 2 de la dite loi.

Et de révoquer 3 George V, chapitre 54, section 36.

WHITE & BUCHANAN,

4017.2

Procureurs de la requérante.

Avis public est par les présentes donné que "l'Association Athlétique d'Amateurs Nationale de Montréal", s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, dans le but d'obtenir une loi spéciale amendant sa charte 6 Edouard VII, chapitre 60, de façon à modifier et étendre le but, l'objet et les opérations de la dite corporation, à augmenter ses pouvoirs d'acquérir et posséder des biens-fonds dans cette province et pour obtenir certains pouvoirs et exemptions de taxes et pour autres fins.

PELLETIER, BEAULIEU & MERCIER,

Avocats de la requérante.

Montréal, 12 novembre 1913.

4651

La compagnie Wedgewood Park Limitée, donne avis, qu'elle s'adressera à la législature du Québec, à sa session actuelle, pour demander la ratification d'une vente que lui a consentie Fitz James E. Browne, le 26 avril 1913, devant Ernest R. Décary, notaire, du lot No 4671, du cadastre de la paroisse de Montréal, et aussi de la vente de la même propriété par Samuel Sheldon Stephens et autres à Fitz James E. Browne, le même jour et devant le même notaire.

Une demande aussi sera faite pour permettre aux grevés de la substitution de Samuel Sheldon Stephens, de vendre sans formalité de justice les autres biens de la dite substitution, et pour autres fins.

Montréal, 12 novembre 1913.

4101

Avis est donné par J. B. Peloquin, agent, J. A. Champoux, bourgeois, Henri Foucault, marchand, Joseph Rhéaume, industriel et T. G. Benoit, bourgeois, qu'une demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour annexer à la cité de Maisonneuve, le territoire suivant, savoir : les terres Nos 32 à 124 inclusivement et 333 à 391 inclusivement, 426A à 474 inclusivement, 77A, 432A, 437A, du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, comté d'Hochelaga ; les terres Nos 175 à 201 inclusivement du cadastre du village incorporé de la Côte Visitation ; les terres numéros 1 à 20 inclusivement du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe, comté d'Hochelaga, et tous les numéros de subdivision de ces lots originaux et pour autres fins.

Montréal, 12 novembre 1913.

4645

Notice is hereby given that the Montreal Water and Power Company will apply to the legislature of the province of Quebec, at the next session thereof for an act to amend the act 55-56 Vic. chap. LXX V, confirming the letters patent incorporating the company respecting the following objects and matters to wit :

To ratify and confirm various deeds entered into by the company with various persons and corporations and also certain agreements in connection with the extension and operation of the company's waterworks system, especially those with the city of Westmount, town of Maisonneuve and the town of Outremont.

To ratify the reduction in the par value of its capital stock.

To increase the capital stock of the company and to grant additional borrowing powers.

To repeal section 2 of the said act.

And to repeal 3 George V, chapter 54, section 36.

WHITE & BUCHANAN,

4018

Attorneys for applicants.

Notice public is hereby given that the "Association Athlétique d'Amateurs Nationale de Montréal", in the city of Montreal, shall apply to the legislature of the province of Quebec, at its present session, in order to obtain a special law, modifying and extending the purposes, object and operations of said corporation, increasing its power to acquire and own real estates in this province and granting certain privileges and exemptions of taxes and for other purposes.

PELLETIER, BEAULIEU & MERCIER,

Attorneys for petitioner.

Montreal, 12th November, 1913.

4652

The Wedgewood Park Company Limited, gives notice, that it will apply at the legislature of the province of Quebec, at its present session, to ask for the ratification of a sale made to the company by Fitz James E. Browne, on the 26th day of the month of April 1913, before Ernest R. Decary, notary, of the lot No. 4671 of the cadastre of the parish of Montreal, and also of the sale of the same property by Samuel Sheldon Stephens and others to Fitz James E. Browne, the same day and before the same notary. Application shall also be made to allow the institute of the substitution of Samuel Sheldon Stephens, to sell without formality of justice the other properties of the said substitution, and for other purposes.

Montreal, 12th November, 1913.

4102

Notice is given by J. B. Peloquin, agent, J. A. Champoux, gentleman, Henri Foucault, merchant, Joseph Rhéaume, manufacturer and T. G. Benoit, gentleman, that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, to annex to the city of Maisonneuve, the following territory, to wit : lands Nos. 32 to 124 inclusively, 333 to 391 inclusively, 426A to 474 inclusively, 77A, 432A, 437A, of the cadastre of the parish of Sault-au-Récollet, in the county of Hochelaga ; lands Nos. 175 to 201 inclusively of the cadastre of the village incorporé de la Côte Visitation ; lands Nos. 1 to 20 inclusively, of the cadastre of the parish of Longue-Pointe, in the county of Hochelaga, and all the others subdivision numbers of these original lots, and for other purposes.

Montreal, 12th November, 1913.

4646

Avis est par la présente donné que la "Fern Consolidated Company des Trois-Rivières" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander son incorporation par bill privé, dans le but d'obtenir de plus amples pouvoirs, entr'autres les suivants :

De reconnaître la présente compagnie comme a "Holding Company", former des compagnies subsidiaires, syndicats ou sociétés de toutes sortes d'après les règlements de la présente compagnie dans le but d'acquérir toutes propriétés, entreprises ou obligations, pour faciliter la réalisation de ce projet.

Exécuter des fidéi-commis et agir comme fidéi-commis pour ces compagnies subsidiaires et toutes autres qui pourront lui être assignés pour toutes personnes ou par toute cour de justice.

Prendre, recevoir, posséder et transmettre toutes successions mobilières et immobilières qui pourront lui être données et cédées et transportées.

Emettre des débetures, stocks de débetures, bons, obligations et garanties de toutes sortes, transférables par livraison ou autrement.

Etablir, supporter ou aider, l'établissement de toutes associations ou clubs sportifs.

Agir comme dépositaires pour le bénéfice de ces employés subalternes ou anciens employés de la compagnie ou des compagnies subsidiaires.

Souscrire ou garantir de l'argent pour des concours de charité ou expositions de toutes sortes.

Emettre du stock privilégié ou tous autres stocks spéciaux ou garanties basées sur toutes actions ou autres biens appropriés pour les fins de la compagnie ou de ces compagnies subsidiaires, acquérir ou posséder des stocks privilégiés.

Agir comme ingénieur-consultant, architecte, arpenteur, dans tous travaux exécutés par la compagnie.

Etre exempté de toutes saisies de toutes sortes sur les gages et salaires, revenus de tous ses employés subalternes, officiers, et directeurs.

Etre exempté en tout ou en partie, tant pour la dite compagnie que pour ses compagnies subsidiaires, des droits imposés comme fidéi-commis par les articles 1360, 1370, 5889 des statuts refondus de la province de Québec, 1909, et avoir des taux spéciaux pour une période de cinquante années consécutives.

Avoir des voûtes de sûreté.

Acheter et exploiter des patentes, brevets d'invention, marques de commerce, procédés secrets.

Adopter le nom de "Fern" à toutes ces compagnies subsidiaires.

Faire en général la construction de bâtisses de toutes sortes, préparations et améliorations.

Faire et construire des barrages et écluses de toutes sortes.

Agir comme entrepreneur pour toutes sortes de travaux.

Construire, exploiter, louer, acquérir des chemins de fer, des tramways par sections, embranchements privés ou autrement mus par la vapeur et l'électricité dans toute la province de Québec ;

Faire l'électricité, le gaz, acquérir des pouvoirs d'eau et autres forces à ces fins.

Etablir des systèmes d'éclairage par l'électricité ou autrement.

Construire, exploiter, louer, acquérir des lignes de télégraphes, téléphones publics et privés pour les fins de la compagnie ;

Faire les travaux de pavage et macadamisage de toutes sortes, des conduits souterrains et des égouts.

Mettre en opération les projets de future com-

Notice is hereby given that the "Fern Consolidated Company of Three Rivers" with apply to the Legislature, at its next session, for its incorporation by private bill and for obtaining additional powers, amongst others the following :

To recognize the present company as a "Holding Company", organize subsidiary companies, syndicates or partnership of every kind pursuant to the by-laws of the present company for the purpose of acquiring any property, undertakings or obligations to facilitate the accomplishment of such projects.

To execute trust deeds and act as trustees for such subsidiary companies and any others which it may be assigned to it by any persons or by any court of justice.

To take, receive, hold and transfer any moveable and immoveables estates which may be handed over, conveyed and transferred to the company.

To issue debentures, debenture stock, bonds, obligations and securities of every kind transferable by delivery or otherwise.

To establish, support or assist in the organization of any sporting associations or clubs.

To act as depositaries for the benefit of such subordinate employees or old employees of the company or of subsidiary companies.

To subscribe and guarantee monies for charitable meetings or exhibitions of every kind.

To issue preferred stock or any other special stock or securities based on any shares, stock or other property appropriated for the purposes of the company or such subsidiary company, to acquire or hold preferred stock.

To act as consulting-engineer, architect, surveyor for all works executed by the company.

To be exempted from seizure of all kinds for the wages, salaries and revenues of all its subordinate employees, officers and directors.

To be exempted in whole or in part, both the said company and its subsidiary companies, from the taxes imposed or trust companies by the articles 1360, 1370, 5889 of the Revised Statutes of the province of Québec, 1909, and to have special rates for a period of fifty consecutive years.

To have safety vaults.

To purchase and exploit patents, brevets d'invention, trade marks and secret processes.

To adopt the name of "Fern", for all its subsidiary companies.

To generally carry on the construction of buildings of all kinds preparations and improvements.

To make and construct barriers and dams of all kinds.

To act as contractor for all kinds of work.

To construct, exploit, lease, acquire railways, tramways by sections, private branches or otherwise, moved by steam and electricity throughout the province of Québec.

To generate electricity, gas, acquire water powers and other sources of energy for such purposes.

To establish lighting systems by electricity or otherwise.

To construct, exploit, lease, acquire telegraph lines, public and private telephones for the purposes of the company.

To carry on paving and macadamising work of all kinds, underground conduits and sewers.

To put the projects of the future company

paginée sans publication autre que celle de la "Gazette Officielle".

Emettre des actions de toutes sortes entièrement libérées et acquittées en rémunération des services rendus à la dite compagnie de toutes manières.

F. X. LACOURSIERE,
Procureur des Requérants.
Trois-Rivières, 11 novembre, 1913. 4629

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Frédéric Ethier, de vendre certains immeubles situés dans la paroisse du Sault au Récollet, comté Laval.

ELLIOTT & DAVID,
Avocats.
Montréal, 24 octobre 1913. 4301

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par l'Eglise Méthodiste, pour obtenir une loi amendement 47 Victoria, chapitre 59.

(A) De manière à autoriser les syndics de toute congrégation de l'Eglise Méthodiste à recevoir, posséder et disposer de toute propriété transmise à eux en vertu des dépôts déclarés dans aucun testament, acte ou autre instrument conformément aux dits dépôts, et pourvoir pour l'usage ou disposition de telle propriété au cas de faillite ou partie de faillite de tout tel dépôt;

(B) Autoriser la dite Eglise ou les Syndics de toute congrégation individuelle à aliéner toute propriété à toute Eglise conformément à toute entente avec toute telle autre église;

(C) Conférer à la dite Eglise Méthodiste, dans la province de Québec les pouvoirs amendés y conférés par la loi du Parlement du Canada, 2 George V, chapitre 116.

ROWELL, REID, WOOD & WRIGHT,
Solliciteurs de la requérante.
Montréal, 21 octobre 1913. 4299

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte autorisant le Collège des Chirurgiens dentistes, de la province de Québec, à admettre Alonzo Wright McClelland, au nombre de ses membres, après examen pour l'admission à l'étude primaires et finales.

GEO. H. BOIVIN,
Solliciteur du requérant.
Granby, le 4 novembre 1913. 4687

Avis public est par le présent donné que la compagnie de chemin de fer "Montreal & Sud-Ouest", (Montreal & South Western Railway & Power Company), s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendement sa charte (1 Geo. V. 2ème session, chapitre 82), de façon à lui accorder un délai additionnel pour commencer les travaux qu'elle est autorisée de faire.

HENRI A. BEIQUE,
Procureur de la compagnie du chemin
de fer Montréal et Sud-Ouest.
Ch. 210, Banque de Québec,
Montréal.
Montreal, 11 novembre 1913. 4671

Avis est par les présentes donné que Constantin Poidij, contre-maître, Stefan Cabbia, contre-maître, John Boghean, ouvrier, Ilarie Moloci, ouvrier, Ilie Chibrac, ouvrier, Georghe Cuczurean, contre-maître, Dumitru Svecia, commerçant, Dumitru Bratko, contre-maître, Ioan Malin, ouvrier, Petru Furnica, marchand, Constantin Babij, contre-maître, et Petrea

into operation without any other publication than that of the "Official Gazette".

To issue fully paid up stock of all kinds in remuneration for services rendered to the company in any manner.

F. X. LACOURSIERE,
Attorney for Petitioners.
Three Rivers, 11th November, 1913. 4630

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, Frederic Ethier will demand the powers to sell certain immovables situated in the parish of Sault au Recollet, county Laval.

ELLIOTT & DAVID,
Attorneys.
Montreal, 24 th October, 1913. 4302

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at the next session, thereof on behalf of The Methodist Church, for an act amending 47 Victoria, chapter 59 :

(A) So as to authorize the trustees of any congregation of The Methodist Church to receive, hold and dispose of any property devolving upon them under the trusts declared in any will, deed or other instrument in accordance with the said trusts; and providing for the use or disposal of such property in the event of the failure or partial failure of any such trust;

(B) Authorizing the said Church of the trustees of any individual congregation to alienate an property to any other Church in pursuance of any understanding entered into with such other church;

(C) To confer upon the said Methodist Church within the province of Quebec, the amended powers conferred upon it by the Act of the Parliament of Canada, 2 George V, chapter 116.

ROWELL, REID, WOOD & WRIGHT,
Sollicitors for the applicant.
Montreal, 21st October, 1913. 4300

Public notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to authorize the College of Dental Surgeons of the province of Quebec, to admit Alonzo Wright McClelland amongst its members after his passing the matriculation, primary and final examinations.

GEO. H. BOIVIN,
Sollicitor for applicant.
Granby, 4th November, 1913. 4688

Public notice is hereby given that the "Montreal & Sud-Ouest", (Montreal & South Western Railway & Power Company), will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session, thereof, for an Act amending its charter (1 Geo. V. 2nd session, chapter 82), so as to grant it a further delay to begin the works it is authorized to carry on.

HENRI A. BEIQUE,
Attorney for the Montreal & South
Western Railway & Power Company.
Ch. 210 Quebec Bank,
Montreal.
Montreal, 11th November, 1913. 4672

Notice is hereby given that Constantin Poidij, foreman, Stefan Cabbia, foreman, John Boghean, workman, Ilarie Moloci, shop hand, Ilie Chibrac, workman, Georghe Cuczurean, foreman, Dumitru Svecia, shopkeeper, Dumitru Bratko, foreman, Ioan Malin, workman, Petru Furnica, merchant, Constantin Babij, foreman and Petrea Lobodici, workman, all of

Lobodici, ouvrier, tous de la cité et du district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi les incorporant en une congrégation religieuse sous le nom de "l'Eglise Roumaine Orthodoxe de Montréal", avec pouvoir d'acquiescer et de posséder des biens meubles et immeubles, tenir des registres de l'état civil et exercer tous les droits qui appartiennent aux corporations religieuses et pour autres fins.

GOLDSTEIN & BEULLAC,
Procureurs des requérants.

Montréal, 17 novembre 1913.

4767

Avis est par le présent donné que Dame Delphine Jasmin, veuve de Stanislas Bleignier dit Jarry, tant personnellement qu'en sa qualité de grevée de substitution en vertu du testament du dit feu Stanislas Bleignier dit Jarry, s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour faire ratifier son titre d'acquisition de certaines propriétés et certains contrats par elle donnés en vertu du dit titre, et pour se faire autoriser à vendre, échanger, hypothéquer, ou autrement engager, aliéner les autres propriétés comprises dans la substitution en vertu du testament plus haut mentionné.

4761

Avis que la Corporation des Dames de l'Asile de Montréal pour les Orphelins Catholiques romains, s'adressera à la législature de cette province, à sa présente session, pour demander une loi spéciale amendement la loi 2 Georges V, chapitre 125, à l'effet de donner un titre clair aux acquéreurs de l'immeuble qu'elle occupe actuellement pour les fins d'un asile pour les Orphelins Catholiques romains et faisant partie des lots numéros 266 et 267 du cadastre du quartier Saint-Laurent, à Montréal, nonobstant toutes prétentions ou droits que peuvent avoir des tiers et notamment les héritiers et représentants légaux de feus Dame Josephite Cotté, l'honorable Maurice Laframboise et François Alfred Chartier Larocque, et aussi la communauté des Soeurs de la Charité de l'hôpital général de Montréal, dites Soeurs Grises.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,
Procureurs des requérantes.

Montréal, 19 novembre 1913.

4759

Avis est par les présentes donné que les Syndics de la paroisse de Saint-Dominique de Newport, dans le comté de Gaspé, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir une loi les autorisant à construire une nouvelle église et une sacristie, leur accordant certains pouvoirs spéciaux et leur permettant d'emprunter le montant nécessaire à cet effet, et aussi pour autres fins.

JAS. JESSOP, Président.
JOS. ST-LAURENT, Ptre, S. T.

Newport, 13 novembre, 1913.

4741

Avis est par le présent donné que Henri Robert, gérant, Gaetan Valois, notaire, Placide Daoust, marchand, tous de la cité de Montréal, s'adresseront à la législature de Québec, pour faire amender la loi 2 Georges V, chapitre 56, section 43, aux fins d'acheter, dans le but d'établir des parcs, terrains de jeux, ou pour tout autre objet, le coin nord-est des rues Sainte-Catherine et Saint-Denis, ayant une superficie d'environ 15,000 pieds carrés, et le coin nord-est des rues Ontario et Saint-Denis, ayant une superficie d'environ 110,000 pieds carrés, et pour toutes autres fins.

R. CHENEVERT,
Procureur des requérants.
Montréal, 19 novembre 1913.

4803

the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to incorporate them as a religious congregation, under the name of the "Roumanian Orthodox Church", with power to possess moveable and immovable property, to keep registers of acts of civil status and to exercise all rights incidental to a religious corporation, and for other purposes.

GOLDSTEIN & BEULLAC,
Attorneys for petitioners.

Montreal, 17th November, 1913.

4768

Notice is hereby given that Dame Delphine Jasmin, widow of Stanislas Bleignier dit Jarry, personally and in his quality of institute to the substitution created in virtue of the will of said late Stanislas Bleignier dit Jarry, will apply to the Legislature, at its next session, to have her title of acquisition to certain properties ratified and certain deeds by her given in virtue of said title, and to be authorized to sell, exchange, hypothecate or otherwise dispose of or engage immovables forming part of the substitution created in virtue of the will hereabove mentioned.

4762

Notice is hereby given that the "Corporation des Dames de l'Asile de Montréal pour les Orphelins Catholiques Romains", will apply to the legislature of this province, at the present session thereof, for a special act amending the Act 2, Georges V, chapter 125, for the purpose of giving a clear title to the purchasers of the immovable it presently occupies for the requirements of an asylum for Roman Catholic Orphans and forming part of the lots numbers 266 and 267 of the cadastre of Saint Lawrence ward, at Montreal, notwithstanding any pretensions or rights held by third parties and specially the legal heirs or representatives of the late Dame Josephite Cotté, the honorable Maurice Laframboise and François Alfred Chartier Larocque, and also the "Communauté des Soeurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal", called "Soeurs Grises".

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,
Attorneys for the petitioners.

Montreal, 19th November, 1913.

4760

Notice is hereby given that the Church Wardens of the parish of Saint Dominique de Newport, in the county of Gaspé, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorising them to build a new church and presbytery, granting them certain special powers and permitting them to borrow the amount necessary for such purpose and also for other purposes.

JAS. JESSOP, Chairman.
JOS. ST LAURENT, Priest, S. T.

Newport, 13th November, 1913.

4742

Notice is hereby given that, Henri Robert, manager, Gaetan Valois, notary, Placide Daoust, merchant, all of the city of Montreal, will apply to the legislature of Quebec, to amend the Act 2, Georges V, chapter 56, section 45, in order to purchase with a view of establishing parks, play grounds or for any other object, the north east corner of Sainte Catherine and Saint Denis streets, having a superficies of about 15,000 square feet and the north east corner of Ontario and Saint Denis streets, having a superficies of about 110,000 square feet, and for any other purposes.

R. CHENEVERT,
Attorney for the petitioners.
Montreal, 19th November, 1913.

4804

Avis public est par le présent donné que les Révérends Frères Thomas A. Rahilly, Eugène I. Connolly, Michael S. Vionnoaly, Nicholas B. Liston, Aencas P. Curtin, Patrick C. Cagney, Patrick B. Boyce, John W. Whelan et Nicholas O'Sullivan, tous des cité et district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province, à sa prochaine session pour être incorporés en un corps religieux sous le nom de "The Presentation Brothers of Ireland, avec les pouvoirs d'établir et de conduire des écoles dans la province et le droit d'acquérir des propriétés mobilières et immobilières dans la province, et les acheter et vendre et recevoir des donations et legs de toute nature et tous les pouvoirs auxiliaires y appartenant avec le droit de devenir affilié avec une charte universitaire dans la province et faire des arrangements avec tout bureau de commissaires d'écoles ou syndicats d'écoles, pour les fins de conduire et installer des écoles avec le pouvoir de construire et entretenir un Collège de noviciat et d'éducation pour l'instruction des membres de leur communauté pour la propagation de l'éducation en Canada et tous les autres pouvoirs y ayant rapport.

WALSH & WALSH,
Procureurs des requérants.
Montréal, 25 novembre 1913. 4865

Public notice is hereby given that Reverend Brothers Thomas A. Rahilly, Eugene I. Connolly, Michael S. Vionnoaly, Nicholas B. Liston, Aencas P. Curtin, Patrick C. Cagney, Patrick B. Boyce, John W. Whelan, and Nicholas O'Sullivan, all of the city and district of Montreal, will apply to the Provincial legislature at its present session to be incorporated as a religious body under the name of The Presentation Brothers of Ireland, with the powers to establish and conduct schools in the province and the right to acquire property moveable and immoveable in the province, and to buy and sell the same and to receive donations and bequests of whatsoever nature and all powers ancillary thereto with a right to become affiliated with a chartered university in the province and to make arrangements with any Board of School Commissioners or School Trustees for the purpose of conducting and equipping schools; with the power of building and maintaining a Novitiate and Training College for the education of members of their community for the diffusion of education in Canada and all other powers incidental thereto.

WALSH & WALSH,
Attorneys for applicants.
Montreal, 25th November, 1913. 4866

Avis Divers

AVIS OFFICIEL.

La convention annuelle de l'association des barbiers de la province de Québec, aura lieu le 15 décembre 1913, à l'hôtel Windsor, Saint-Hyacinthe, à 8.30 hrs p. m., dans le but de recevoir le rapport des opérations de l'année fiscale 1913. Elire des officiers et directeurs, pour l'année 1914, et toute autres choses dans l'intérêt de l'association.

Par ordre,

4877

U. MICHAUD,
Secrétaire.

4878

Cour Supérieure

Canada,
Province de Québec,
District de Beauce.
No 1497.

Catherine Elodie Marquis, de Beauceville, épouse commune, en biens de Adolphe Gendreau, du même lieu, industriel, dûment autorisée aux fins des présentes,

Demanderesse ;

vs

Le dit Adolphe Gendreau, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 20 novembre 1913.

J. B. DIONNE,
4813 Procureur de la demanderesse.

Cour Supérieure

Province de Québec,
District de Montréal.
No 180.

Dame Kate Murphy, épouse commune en biens de Charles Cavanagh, employé civil, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Charles Cavanagh, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt et unième jour de novembre 1913.

INTERNOSCIAS FORTIN,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 21 novembre 1913. 4816

Miscellaneous Notices

OFFICIAL NOTICE.

The annual convention of the Barbers' Association of the province of Quebec, will be held at the Windsor Hotel, Saint Hyacinthe, on the 15th December, 1913, at 8.30 p. m., for the purpose of receiving the report of the operations for the fiscal year 1913, electing officers and directors for the year 1914, and for any other purposes in the interest of the association.

By order,

U. MICHAUD,
Secretary.

Superior Court.

Canada,
District of Quebec.
District of Beauce.
No. 1497.

Catherine Elodie Marquis, of Beauceville, wife common as to property of Adolphe Gendreau, of the same place, manufacturer, duly authorized for the purpose hereof,

Plaintiff ;

vs

The said Adolphe Gendreau, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 20th November, 1913.

J. B. DIONNE,
4814 Attorney for plaintiff.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 180.

Dame Kate Murphy, wife common as to property of Charles Cavanagh, civil service employee, of the city and district of Montreal, duly authorized to "ester en justice",

Plaintiff ;

vs

The said Charles Cavanagh, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case on the twenty first day of November, 1913.

INTERNOSCIAS FORTIN,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 21st November, 1913. 4816

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 3814.

Dame Olga Berditchefsky, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Samuel Matoff, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Samuel Matoff, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 12e jour de novembre 1913.

M. M. SHERBER,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 19 novembre 1913. 4819

Cour Supérieure

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François.
No 167.

Dame Mary Davies, épouse commune en biens de Percival Austin Hunt, du canton de Bury, district de Saint-François, contracteur, a ce jour, poursuivi son mari en séparation de biens, après y avoir été dûment autorisée.

J. NICOL,

Procureur du demandeur.

Sherbrooke, 10 novembre 1913. 4827

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 3780.

Dame Priscilla Trudeau, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Wilfrid Noël, du même lieu, dûment autorisée à "ester en justice", Demanderesse ;

vs

Le dit Wilfrid Noël, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

CHARLEMAGNE RODIER,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 8 novembre 1913. 4707

Cour Supérieure

Canada,
Province de Québec,
District de Gaspé,
Comté de Bonaventure.
No 2220.

Dame Anna Guite, veuve de feu J. A. Arsenault, maintenant épouse de Jean-Baptiste Gauthier, marchand, de New-Richmond Station, dans le canton susdit, comté de Bonaventure, district de Gaspé, Demanderesse ;

vs

Le dit Jean-Baptiste Gauthier, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 8 novembre 1913

BUGEAUD & COTE,

Procureurs de la demanderesse. 4587

Cour Supérieure

Province de Québec,
District de Montréal.
No 1010.

Dans l'affaire de Mabel Effie Cox, Demanderesse ;

vs

Rupert G. Sharpe, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été ce jour instituée en cette cause contre le défendeur.

ELLIOT & DAVID,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 5 novembre 1913. 4579

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 3814.

Dame Olga Berditchefsky, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Samuel Matoff, of the same place, and duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

Samuel Matoff, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the 12th day of November, 1913.

M. M. SHERBER,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 19th November, 1913. 4820

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis.
No. 167.

Dame Mary Davies, wife common as to property of Percival Austin Hunt, of the township of Bury, district of Saint Francis, jobber, has, this day, sued her husband for separation as to property after having been duly authorized.

J. NICOL,

Sherbrooke, 10th November, 1913. 4828

Attorney for plaintiff.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 3780.

Dame Priscilla Trudeau, of the city and the district of Montreal, wife common as to property of Wilfrid Noel, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Wilfrid Noel, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day.

CHARLEMAGNE RODIER,

Attorney for the plaintiff.

Montreal, 8th November, 1913. 4708

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Gaspé,
County of Bonaventure.
No. 2220.

Dame Anna Guite, widow of the late J. A. Arsenault, now wife of Jean Baptiste Gauthier, merchant, of New Richmond Station, in the said township, county of Bonaventure, district of Gaspé, Plaintiff ;

vs

The said Jean Baptiste Gauthier, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the 8th November, 1913.

BUGEAUD & COTE,

Attorneys for plaintiff. 4588

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 1010.

In the matter of Mabel Effie Cox, Plaintiff ;

vs

Rupert G. Sharpe, Defendant.

An action for separation as to property has been this day entered against the Defendant, herein.

ELLIOT & DAVID,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 5th November, 1913. 4580

Cour Supérieure

Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe.
No 157.

Dame Ida Barber, épouse d'Henri Ashby, journalier, tous deux de Marieville, a pris, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.

J. EMILE OSTIGUY,
Avocat de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 5 novembre 1913. 4577

Cour Supérieure

Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe.
No 132.

Dame Sylvia Fournier, des cité et district de Montréal, épouse d'Emile Robert, cultivateur, ci-devant de Saint-Jean-Baptiste de Rouville, maintenant de lieux inconnus, a pris, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.

J. EMILE OSTIGUY,
Avocat de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 1er octobre 1913. 4575

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District d'Iberville,
No 106.

Dame Mary Kelly, de la ville d'Iberville, dans le district d'Iberville, épouse commune en biens de Joseph Gagnon, ci-devant du même lieu, et actuellement du village d'Expançe, dans la province de Saskatchewan,

Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Gagnon, du village d'Expançe susdit, Défendeur.
Une action en séparation de biens, a été intentée contre le défendeur, par la demanderesse dûment autorisée à ester en justice, ce 6ième jour de novembre 1913.

JACQUES CARTIER,
Avocat de la demanderesse.

Saint-Jean, 12 novembre 1913. 4681

Cour Supérieure.

No. 3273.

Dame Apolline Boudreau, épouse commune en biens de Joseph Goudreau, journalier, tous deux des cité et district de Montréal,

Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Goudreau, Défendeur.
Le demanderesse a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

J. A. DAVID,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 4 novembre, 1913. 4685

Province de Québec, }
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*
No 4461.

Dame Angèle Otot, Kenegamie, Jonquières, comté de Chicoutimi et Saguenay, province de Québec, épouse de Eugène Banville, journalier, du même lieu, anciennement commerçant, de la ville de Saint-Germain de Rimouski, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Eugène Banville, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le dix-huitième jour de novembre 1911.

LOUIS TACHÉ,
Procureur de la demanderesse.

Rimouski, 23 octobre 1913. 4425.4

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Saint Hyacinth.
No. 157.

Dame Ida Berber, wife of Henri Ashby, laborer, both of Marieville, has taken, this day, an action for separation as to property against her husband.

J. EMILE OSTIGUY,
Attorney for plaintiff.

Saint Hyacinth, 5th November, 1913. 4578

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Saint Hyacinth.
No. 132.

Dame Sylvia Fournier, of the city and district of Montreal, wife of Emile Robert, formerly of Saint John the Baptist of Rouville, now of parts unknown, has taken, this day, an action for separation as to property against her husband.

J. EMILE OSTIGUY,
Attorney for plaintiff.

Saint Hyacinth, 1st November, 1913. 4576

Province of Quebec,
District of Iberville.
No. 106.

Superior Court.

Dame Mary Kelly, of the town of Iberville, in the district of Iberville, wife common as to property of Joseph Gagnon, heretofore of the same place, and presently of the Expançe village, in the province of Saskatchewan,

Plaintiff ;

vs

The said Joseph Gagnon, of the aforesaid Expançe village, Defendant.
An act for separation as to property has been instituted against the defendant by the plaintiff, duly authorized to ester en justice, on the 6th day of November, 1913.

JACQUES CARTIER,
Attorney for the plaintiff.

Saint John, 12th November. 1913. 4682

Superior Court.

No. 3273.

Dame Apolline Boudreau, wife common as to property of Joseph Goudreau, laborer, both of the city and district of Montréal,

Plaintiff ;

vs

The said Joseph Goudreau, Defendant.
The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

J. A. DAVID,
Attorney for the Plaintiff.

Montreal, 4th November, 1913. 4686

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } *Superior Court.*
No. 4461.

Dame Angèle Otot, Kenogamie, Jonquières county of Chicoutimi & Saguenay, province of Quebec, wife of Eugène Banville, jour-nayman, of the same place, formerly merchants of the town of Saint Germain de Rimouski, duly authorized to estate en justice,

Plaintiff ;

vs

The said Eugène Banville, Defendant.
An action for separation of property has been brought in this case the 18th day of November, 1911.

LOUIS TACHÉ,
Attorney for plaintiff.

Rimouski, 23rd October, 1913. 4426

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } Cour Supérieure.
No 3632.

Dame Constance Charette, de la cité de Hull,
district d'Ottawa, épouse de Jean Cyr, jour-
nalier, du même lieu, dûment autorisés à ester
en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Jean Cyr, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été insti-
tuée ce jour dans la présente cause.

ACHIM, LANGLOIS &
DE GRANPRÉ,
Procureurs de la demanderesse.

Hull, 27 octobre 1913. 4467.2

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } Superior Court.
No. 3632.

Dame Constance Charette, of the city of Hull,
district of Ottawa, wife of Jean Cyr, of the
same place, duly authorized to institute the
present action, Plaintiff ;

vs

The said Jean Cyr, Defendant.
An action for separation as to property has
this day, been instituted in the present case.

ACHIM, LANGLOIS &
DE GRANPRÉ,
Attorneys for plaintiff

Hull, 27th October, 1913. 4468

Province de Québec. }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 2488

Dame Rose St Germain, des cité et district de
Montréal, épouse commune en biens de Léon
Lepine, peintre, du même lieu et dûment auto-
risée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Léon Lepine, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le vingt-huitième jour d'octobre
mil neuf cent treize.

ARCHAMBEAUT, ROBILLARD,
JULIEN & MARIN,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 28 octobre 1913. 4353.3

Province of Quebec }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 2488

Dame Rose St-Germain, of the city and the dis-
trict of Montreal wife common as to property of
Leon Lepine, painter of the same place, and duly
authorized to " ester en justice ". Plaintiff ;

vs

The said Leon Lepine, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this cause on the twenty-eighth day
of October, one thousand nine hundred and thir-
teen.

ARCHAMBEAULT, ROBILLARD,
JULIEN & MARIN,
Attorney of the Plaintiff.

Montreal, 16th October, 1913. 4354.

Province de Québec, District de Saint-François.
No 111. Cour Supérieure. Dame Harriet Short, du
canton d'Ascot, dit district, épouse commune en
biens de James R. Blue, du même lieu, commer-
çant, a, ce jour, poursuivi son mari en séparation
de biens, après y avoir été dûment autorisée.

J. NICOL,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 21 octobre 1913. 4297.3

Province of Quebec, District of Saint Francis.
No. 111. Superior Court. Dame Harriet Short, of
the township of Ascot, said district, wife common
as to property of James R. Blue, of the same place,
trader, has, this day, instituted an action for sepa-
ration as to property, after having been duly au-
thorized thereto.

J. NICOL.

Attorney for the plaintiff.

Sherbrooke, 21st October, 1913. 4298

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 1704.

Dame Mélina Chaussé, des cité et district de Mont-
réal, épouse commune en biens de François-Xa-
vier Larivière, du même lieu, Demanderesse ;

Demanderesse ;

vs

Le dit François-Xavier Larivière, Défendeur.
La demanderesse après en avoir obtenu l'autori-
sation a institué une action en séparation de biens
contre le présent défendeur.

CHARLES CHAMPOUX,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 28 octobre 1913. 4343-3

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court
No. 1704.

Dame Mélina Chaussé, of the city and district of
Montreal, wife common as to property of Fran-
çois-Xavier Larivière, of the same place,
Plaintiff ;

vs

The said François-Xavier Larivière, Defendant.
Plaintiff after having obtained authorization to
that effect has instituted an action in separation as
to property against her said husband.

CHAS. CHAMPOUX,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 28th October, 1913. 4344

Province de Québec, }
District de Kamouraska. } Cour Supérieure.
No 5331.

Dame Glycerie alias Gliaserie Bérubé, de la paroisse
de Notre-Dame du Mont-Carmel, épouse commu-
ne en biens de sieur Luc Chamberland, du
même lieu, marchand, Demanderesse ;

vs

Le dit Luc Chamberland, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le 24e jour d'octobre 1913.

LAPOINTE, STEIN & LEVESQUE,
Procureurs de la demanderesse.

Fraserville, 28 octobre 1913. 4337-3

Province of Quebec, }
District of Kamouraska. } Superior Court.
No. 5331.

Dame Glycerie alias Gliaserie Bérubé, of the parish
of Notre Dame du Mont Carmel, wife common
as to property of Luc Chamberland, of the same
place, merchant, Plaintiff ;

vs

The said Luc Chamberland, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this cause on the 24th day of October,
1913.

LAPOINTE, STEIN & LEVESQUE,
Attorneys for the plaintiff.

Fraserville, 28th October, 1913. 4338

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure*
No. 289.

Dame Eva Guillemette, de Québec, épouse de Arthur Dion, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice. Demanderesse :

vs
Le dit Arthur Dion. Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 8^e jour d'août 1913.

CHOQUETTE, GALIPEAULT,
ST-LAURENT & LAFERTÉ,
Procureurs de la demanderesse.

Québec, 28 octobre 1913. 4367.3

Cour Supérieure.

Province de Québec.
District des Trois-Rivières.
No. 146.

Dame Marie Louise Paquin, de la paroisse de Saint-Antoine de la Rivière du Loup, district des Trois-Rivières, a, ce jour institué une action en séparation de biens contre son époux, Joseph Morin dit Valcourt, cultivateur, du même lieu.

RAOUL DUCHARME,
Procureur de la demanderesse.
Trois-Rivières, 15 novembre 1913. 4777

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 289.

Dame Eva Guillemette, of Quebec wife of Arthur Dion, merchant, of the same place, duly authorized to ester en justice. Plaintiff;

vs
The said Arthur Dion. Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 8th day of August, 1913.

CHOQUETTE, GALIPEAULT,
ST-LAURENT & LAFERTE,
Attorney for the Plaintiff.

Québec, 28th October, 1913 4368

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers.
No. 146.

Dame Marie Louise Paquin, of the parish of Saint Antoine de la Rivière du Loup, district of Three Rivers has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Joseph Morin dit Valcourt, farmer, of the same place.

RAOUL DUCHARME,
Attorney for plaintiff.
Three Rivers, 15th November, 1913. 4778

AVIS de Faillites

SOUS L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.
No. 2204.

La Compagnie de Marbre du Canada, Limitée, Québec, En liquidation.

Avis est par le présent donné aux créanciers, contributaires, actionnaires et membres de "La Compagnie de Marbre du Canada Ltée", en liquidation, que toutes réclamations dûment attestées devront être déposées au bureau des liquidateurs soussignés le ou avant le 15^eme jour de décembre 1913, d'après et en vertu d'un jugement de la cour supérieure en date du 12 novembre 1913.

BEDARD & BELANGER,
Liquidateurs.
Québec, 13 novembre 1913. 4739

District de Chicoutimi.

In re Georges Gagnon, boulanger, Insolvable.
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 24 novembre 1913, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

ELIE MASSICOTTE,
Curateur.
Bureau : Chicoutimi.
Chicoutimi, 20 novembre 1913. 4829

Cour Supérieure

Province de Québec,
District de Montréal.

Dans l'affaire de Samuel Glickman & S. Edelstone, faisant affaires sous le nom de The Central Furniture Co., Montréal, Faillis.

Avis est par le présent donné que, le 20 novembre 1913, par ordre de la cour, le soussigné a été nommé curateur des biens des dits faillis

Bankrupt Notices

WINDING UP ACT

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.
No. 2204.

"La Compagnie de Marbre du Canada Limitée", Québec, In liquidation.

Notice is hereby to the creditors, contributors, shareholders and members of "La Compagnie de Marbre du Canada Limitée", in liquidation, that all claims duly attested must be filed at the office of the undersigned liquidators on or before the 15th day of December, 1913, according to a judgment of the superior court, dated the 12th day of November, 1913.

BEDARD & BELANGER,
Liquidators.
Quebec, 13th November, 1913. 4740

District of Chicoutimi.

In re Georges Gagnon, baker, Insolvent.
In virtue of an order of the court, dated the 24th November, 1913, I was appointed curator to the property of this estate.

All persons having claims against the aforesaid estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

ELIE MASSICOTTE,
Curator.
Office : Chicoutimi.
Chicoutimi, 20th November, 1913. 4830

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In the matter of Samuel Glickman & S. Edelstone, trading as The Central Furniture Co., Montreal. Insolvents.

Notice is hereby given that on 20th November, 1913, by an order of the Court, the undersigned was appointed curator to the property

qui en ont fait un abandon pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être déposées sous 30 jours de cet avis.

JOHN McD. HAINS,
Curateur.

Bâtisse Fraser,
43, rue Saint-Sacrement,
412, Bâtisse Coristine,
Montréal, 20 novembre 1913.

4817

AVIS AUX CREANCIERS.

Cour Supérieure

Province de Québec,
District de Montréal.
In re The Boston Shoe Co Ltd.,

En liquidation.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 13 décembre 1913, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, 83, rue Craig Ouest, Montréal.

VINCENT LAMARRE,
Liquidateur.

Bureau : 408, Edifice "Power",
Montréal, 20 novembre 1913.

4811

Avis est par le présent donné que Ephraïm Potvin, de Saint-Gédéon, marchand a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protootaire de la cour supérieure, pour le district de Roberval, le 21 novembre 1913.

R. ERNEST LEFAIVRE,
Gardien provisoire.

Québec, 24 novembre 1913.

4851

In re Ovila Daoust, boucher et épicier, Hull, Qué.,
Insolvable.

Avis vous est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et que ce dividende sera payable à mon bureau, le 15 décembre 1913.

J. E. COUTURE,
Curateur.

Hull, 24 novembre 1913.

4859

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
In re Antoni Asselin,

Failli ;

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné, que par ordre de cette cour, j'ai été ce jour nommé curateur aux biens du dit failli.

Les réclamations devront être produites à mon bureau dans les 30 jours afin d'être colloquées sur la feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 25 novembre 1913.

4863

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Roberval.
No 284.

In re The Standard Cement Company, Limited,
En liquidation.

Par un jugement de la cour supérieure de ce district en date du 24 octobre 1913, le sousigné a été nommé liquidateur, et Pierre Lamontagne, de Saint-Prime, commerçant, Léon Lamontagne, de Chambord, gérant, et Georges Perron, de Saint-Jérôme, marchand, ont été nommés inspecteurs.

Toutes les réclamations assermentées devront me parvenir dans les 30 jours du présent avis.

ARMAND BOILY,
Liquidateur.

Roberval, 27 novembre 1913.

4861

of the said insolvents, abandoned by them for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

JOHN McD. HAINS,
Curator.

Fraser Building,
43, Saint Sacrament street,
412, Coristine Building,
Montreal, 20th November, 1913.

4818

NOTICE TO CREDITORS.

Superior Court.

Province de Québec,
District of Montreal.
In re The Boston Shoe Co Ltd.,

In liquidation.

A first dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 13th December, 1913, after which date this dividend will be payable at my office, 83, Craig street, West, Montreal.

VINCENT LAMARRE,
Liquidator.

Office : 408 "Power" building.

Montreal, 20th November, 1913.

4812

Notice is hereby given that Ephraïm Potvin, of Saint-Gédéon, merchant, has made an assignment of his property for the benefit of his creditors at the office of the prothonotary of the superior court, for the district of Roberval, on the 21st November, 1913.

R. ERNEST LEFAIVRE,
Provisional guardian.

Quebec 24th November, 1913.

4852

In re Ovila Daoust, butcher and grocer, Hull, Que.,
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and that dividend will be payable at my office on the 15th December, 1913.

J. E. COUTURE,
Curator.

Hull, 24th November, 1913.

4860

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In re Antoni Asselin,

Insolvent ;

Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that by an order of this court, I was appointed this day curator to the property of the said insolvent.

Sworn claims must be filed at my office, within 30 days so as to be collocat-ed on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 25th November, 1913.

4864

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Roberval.
No. 284.

In re The Standard Cement Company, Limited,
In liquidation.

By a judgment of the superior court of the said district, the undersigned has been appointed liquidator, and Pierre Lamontagne, of Saint Prime, merchant, Léon Lamontagne, of Chambord, manager, and Georges Perron, of Saint Jérôme, merchant, have been appointed inspectors.

Sworn claims must be filed with us within 30 days of the present notice.

ARMAND BOILY,
Liquidator.

Roberval, 27th November 1913.

4862

DEC 1913

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Kamouraska,
No 328.

Re Horace Pelletier, marchand, Saint-Alexandre de Kamouraska, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le 25ième jour de novembre 1913, le dit insolvable a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure à Fraserville, suivant la loi.

LARUE & TRUDEL,
Gardiens provisoires.

Bureaux : Édifice "Dominion",
126, rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 26 novembre 1913. 4883

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Trois-Rivières.
No. 317.

Dans l'affaire de Wilfrid Poisson, menuisier, ci-devant de la cité des Trois-Rivières, et actuellement absent de la province dans des lieux inconnus, Débitteur-insolvable.

Avis est par le présentes donné que le 24 novembre courant, une demande de cession a été produite au greffe de cette cour, et que Monsieur Sylviano Dugal, comptable, de la cité et du district des Trois-Rivières, a été nommé gardien provisoire aux biens du débiteur absent.

Avis est aussi donné que, en vertu d'une ordonnance rendue par la cour supérieure des Trois-Rivières, en date du 25 novembre courant, une assemblée des créanciers a été fixée au 10 décembre prochain, à dix heures de l'avant-midi, au palais de justice, à Trois-Rivières, afin de donner leur avis sur la nomination du curateur et des inspecteurs à la dite faillite.

S. DUGAL,
Gardien provisoire.

Trois-Rivières, 26 novembre 1913. 4887

Cour Supérieure

Province de Québec,
District de Montréal.
Re H. T. Raikes, agent, of Montreal, Insolvable.

Avis est par les présentes donné que par un jugement de la cour supérieure, en date du 26 novembre 1913, j'ai été nommé curateur aux biens du sus-nommé.

Les réclamations assermentées doivent être filées entre mes mains dans les 30 jours du présent avis.

PAUL L. TURGEON,
Curateur.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, rue Saint-Frs-Xavier. 4889

District de Québec.

Elzéar Lessard, de la cité de Québec, marchand de fourrures, a, le 24 novembre 1913, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie.
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 26 novembre 1913. 4891

District de Québec.

In re Louis Onésime Paquet, Québec.

Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour en date du 25 novembre 1913, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Kamouraska.
No 328.

Re Horace Pelletier, merchant, Saint Alexandre de Kamouraska, P. Q. Insolvent.

Notice is hereby given that on 25th November, 1913, the said insolvent has made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors at the office of the protonotary of the Superior Court at Fraserville, according to law.

LARUE & TRUDEL,
Provisional guardians.

Office : "Dominion building"
126, Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 26th November, 1913. 4884

Superior Court.

Province of Quebec.
District of Three Rivers.
No. 317.

In the matter of Wilfrid Poisson, heretofore of the city of Three Rivers, and now absent from the province, in parts unknown, Insolvent debtor.

Notice is hereby given that, on the 24th November instant, a demand of abandonment was filed in the office of this court, and that Mr. Sylviano Dugal, accountant, of the city of Three Rivers was named provisional guardian to the property of the said absent debtor.

Notice is also given that, in virtue of a judgment of the Superior Court, of Three Rivers, dated 25th November instant, a meeting of creditors has been fixed for the 10th December, 1913, at ten o'clock in the forenoon, at the court house in Three Rivers, for the purpose of giving their advise upon the appointment of a curator and inspectors to the said insolvency.

S. DUGAL,
Provisional guardian.

Three Rivers, 26th November, 1913. 4888

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
Re H. T. Raikes, agent, de Montréal, Insolvent.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court, dated the 26th day of November 1913, I have been appointed curator to the above named insolvent estate.

Sworn claims must be filed with me within 30 days of the present notice.

PAUL L. TURGEON,
Curator.

Office of Chantrand & Turgeon,
55, Saint Frs. Xavier street. 4890

District of Quebec.

Elzéar Lessard, of the city of Quebec, fur merchant, has, on the 24th of November, 1913, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street.
Richelieu & Ont. Nav. Co. building.
Quebec, 26th November, 1913. 4892

District of Quebec.

In re Louis Onésime Paquet, Québec.

Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 25th November, 1913, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this es-

contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtiment de la Cie du Richelieu.
Québec, 26 novembre 1913. 4893

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
In re Leclair & Chailfoux Ltée.,

En liquidation.

Un premier dividende a été déclaré en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 13 décembre 1913, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, 83, rue Craig Ouest, Montréal.

VINCENT LAMARRE,
Liquidateur.

Bureau : 408, Edifice "Power".
Montréal, 26 novembre 1913. 4895

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.
No 97.

Dans l'affaire de Soulard & Leblond, Joseph Hector Soulard et Dame Philomène Plante Leblond, marchands, de Québec,

Débiteurs insolubles ;
et

L. A. Dubrule, manufacturier, Montréal,
Créancier requérant de cession.

Avis est par le présent donné que les dits débiteurs ont, ce jour, fait un abandon judiciaire de leurs biens, pour le bénéfice de leurs créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Québec, suivant la loi.

LARUE & TRUDEL,
Gardiens provisoires.

Bureau : Edifice "Dominion",
126, rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 27 novembre 1913. 4913

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Joliette.
No 6653.

In re Louis Victor Sylvestre,

Failli.

Avis est donné que le quinzième jour de novembre 1913, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du susdit failli, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites dans les trente jours de cet avis.

ALEXANDRE ROBITAILLE,
Curateur.

Bureau de Robitaille & Fontaine,
Comptables et liquidateurs,
24, rue Saint-Paul, Joliette.
Joliette, 17 novembre 1913. 4825

En Liquidation

L'ASSURANCE NATIONALE DES FERMIERS

Compagnie Mutuelle contre le Feu

Québec, 11 novembre 1913.

Avis vous est par les présentes donné que l'Assurance Nationale des Fermiers, Compagnie Mutuelle contre le Feu, ayant son principal bureau d'affaire dans la cité de Québec, a décidé de se mettre en liquidation volontaire : que la compagnie a cessé d'accepter de nouveaux

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. building.
Quebec, 26th November, 1913. 4894

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In re Leclair & Chailfoux Ltd.

In liquidation.

A first dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 13th December, 1913, after which date this dividend will be payable at my office, 83, Craig street, West, Montreal.

VINCENT LAMARRE,
Liquidator.

Office : 408, "Power" Bldg.
Montreal, 26th November, 1913. 4896

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.
No. 97.

In the matter of Soulard & Leblond, Joseph Hector Soulard and Mrs. Philomène Plante Leblond, merchants, of Quebec,

Insolvents ;

and

L. A. Dubrule, manufacturer, Montreal.

Petitioner for abandonment.

Notice is hereby given that the said debtors have this day made a judicial assignment of their assets for the benefit of their creditors, at the office of the prothonotary of the Superior Court, according to law.

LARUE & TRUDEL,
Provisional guardians

Offices : "Dominion" Building,
126, Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 27th November, 1913. 4914

Superior Court.

Province of Québec,
District of Joliette.
No. 6653.

In re Louis Victor Sylvestre,

Insolvent.

Notice is hereby given that, on the fifteenth day of November, 1913, the undersigned has been appointed curator to the estate of the above named insolvent.

Sworn claims must be filed in my hands within thirty days from this date.

ALEXANDRE ROBITAILLE,
Curator.

Office of Robitaille & Fontaine,
Accountants and liquidators,
24, Saint Paul street, Joliette.
Joliette, 17th November, 1913. 4826

In Liquidation

L'ASSURANCE NATIONALE DES FERMIERS

"Compagnie Mutuelle contre le Feu".

Québec, 11th November, 1913

Notice is hereby given that the "L'Assurance Nationale des Fermiers", having its head office in the city of Quebec, has decided to go into voluntary liquidation ; that the company shall cease to take contracts from 10th November, 1913 ; that the company proposes to

contrats d'assurance du 10 novembre 1913 : que la compagnie se propose de nommer liquidateur monsieur Jean Taché, gérant d'assurance, 211 rue McGill, Montréal, et que la nomination du liquidateur se fera lundi, le 15 décembre 1913, à 3 heures p. m., à une assemblée générale spéciale des membres de la compagnie convoquée dans ce but au bureau chef de la compagnie, 126, rue Saint-Pierre dans la cité de Québec.

Par ordre du bureau de direction,

4721 J. A. GOULET,
Secrétaire.

appoint as liquidator, Mr. Jean Taché, insurance manager of 211, McGill street, Montreal, Quebec, and that the appointment of the liquidator shall be made on the fifteenth of December, 1913, at 3 o'clock p. m., at a general special meeting of the members of the company called for that and other purposes, and to be held at the head office of the company, 126, Saint Peter street, in the city of Quebec.

By order of the board,

4722 J. A. GOULET,
Secretary.

Vente de faillite.

Re Etienne Lefebvre, entrepreneur-menuisier, Québec, Insolvable.

Avis est par le présent donné que vendredi, le 12 décembre 1913, à 11 heures a. m., sera vendu par encan public, à notre bureau 101 rue Saint-Pierre, Québec, l'immeuble de cette succession comme suit :

Un emplacement situé Nos. 101, 103, 105 et 107, rue Fleurie, et connu et désigné sous le numéro dix-huit cent trente-sept (1837), du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec—avec les bâtisses construites, circonstances et dépendances.

Pour toutes informations, s'adresser à
BEDARD & BELANGER,
Curateurs conjoints.

BUREAU : 101, rue Saint-Pierre,
Québec, 22 novembre 1913. 4885

Insolvent Sale.

Re Etienne Lefebvre, contractor, Quebec,

Notice is hereby given that on Friday, 12th December, 1913, at 11 o'clock a. m., will be sold by public auction at our office 101 Saint Peter street, Quebec, the assets of this estate as follows :

A lot of land situated at Nos. 101, 103, 105 and 107 Fleurie street, being known and designated under eighteen hundred and thirty seven (1837), of the official cadastre for Jacques Cartier ward of the city of Quebec—with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

For further informations apply to

BEDARD & BELANGER,
Joint curators.

Office : 101, Saint Peter street,
Quebec, 22nd November, 1913. 4886

Assemblées

"The Drummondville Bridge Co.",

En liquidation volontaire.

A l'assemblée spéciale générale des actionnaires de la susdite compagnie, tenue le 19 novembre 1913, dans le but de prendre en considération le rapport des liquidateurs au sujet de la liquidation des affaires de la compagnie, l'état inclus a été soumis par moi aux actionnaires et approuvé par eux.

4853 JOHN JOHNSON,
Liquidateur.

"The Drummondville Bridge Co.",

In voluntary liquidation.

At a special general meeting of the shareholders of above company held on 19th November, 1913, for the purposes of considering the liquidators report on the winding up of the company, the enclosed statement was submitted by me to the shareholders and approved by them.

4854 JOHN JOHNSON,
Liquidator.

L'ASSURANCE NATIONALE DES FERMIERS

(Compagnie Mutuelle contre le Feu)

Québec, 11 novembre 1913

Avis est par les présentes donné qu'une assemblée générale et spéciale des membres de cette compagnie aura lieu au bureau chef de la compagnie 126, rue Saint-Pierre, Québec, lundi, le 15 décembre 1913, à 3 heures p. m., dans le but suivant :

1. Pour ratifier une résolution passée par le bureau de direction le 10 novembre 1913, décidant la liquidation volontaire des affaires de la compagnie.

2. Pour ratifier la nomination de monsieur Jean Taché, gérant d'assurance, 211 rue McGill, Montréal, comme liquidateur de la compagnie.

3. Pour ratifier un arrangement fait entre L'Assurance Nationale des Fermiers et "The Provincial Fire Insurance Company", of Canada, Montréal, pour la ré-assurance de toutes ses polices en force.

Par ordre du bureau de direction,

4723 J. A. GOULET,
Secrétaire.

L'ASSURANCE NATIONALE DES FERMIERS

"Compagnie Mutuelle contre le Feu".

Quebec, 11th November, 1913.

Notice is hereby given that a special and general meeting of the members of this company will be held at the head office of the company, 126, Saint Peter street, in the city of Quebec, on Monday, the fifteenth of December, 1913, at 3 o'clock p. m., for the following purposes :

1. To ratify a resolution passed by the board of directors on the 10th of November, 1913, deciding the voluntary liquidation of the affairs of the company.

2. To ratify the appointment of Mr. Jean Taché, insurance manager, 211, McGill street, Montreal, as liquidator of the company.

3. To ratify an agreement passed between "L'Assurance Nationale des Fermiers", and The Provincial Fire Insurance Company of Canada, Montreal, for the re-insurance of all its policies in force.

By order of the board,

4724 J. A. GOULET,
Secretary.

Avis

Avis public est par le présent donné que Charles Lunt, cultivateur retiré, Charles Carpentier, marchand retiré, Charles N. Hill, supt. International Water Company et W. Clark Hopkins, marchand, tous ecclésiastiques de "The Stanstead South Congregational Church," dans la municipalité de Rock Island, canton de Stanstead, district de Saint-François et province de Québec, les agents dûment élus et autorisés de la dite église pour agir pour la dite église dans les affaires d'une concession d'union et d'incorporation; et Gen. F. G. Butterfield, manufacturier, Col. H. S. Harkell, gentilhomme et F. A. Taylor, cultivateur, membres d'icelle, et agents dûment élus et autorisés de "The Stanstead South Congregational Church Society", de Rock Island susdit pour agir pour la dite société dans les affaires d'une concession d'union et d'incorporation, tous les susdits messieurs tant résidants dans Rock Island susdit ou dans le village de Derby Line, canton de Derby, comté d'Orléans et état du Vermont, un des états unis d'Amérique ou dans Derby susdit, s'adresseront à l'honorable lieutenant-gouverneur en conseil de la province of Québec, après que le présent avis aura été publié durant quatre semaines consécutives dans la "Gazette Officielle de Québec", et dans le "Stanstead Journal", demandant une concession d'union et d'incorporation sous le nom de "Stanstead South Congregational Church", en vertu et conformément aux dispositions de la section 1, chapitre 3, titre IX, volume II, des statuts refondus de la province de Québec (1909).

Par ordre du comité.

C. M. CARPENTER,
Secrétaire-trésorier.

Rock Island, Que.
4 novembre 1913.

4551

Notice

Notice is hereby given to the public, that Charles Lunt, retired farmer, Charles Carpenter, retired merchant, Charles N. Hill, Supt. International Water Company and W. Clark Hopkins, merchant, all Deacons of the Stanstead South Congregational Church in the municipality of Rock Island, Township of Stanstead, District of Saint-Francis and Province of Quebec, the duly elected and empowered agents of said Church to act for said Church in matters of a Grant of Union and Incorporation; and Gen. F. G. Butterfield, manufacturer, Col. H. S. Haskell, gentleman, and F. A. Taylor, farmer, members of, and the duly elected and empowered agents of the "Stanstead South Congregational Church Society," of said Rock Island, to act for said Society in matters of a Grant of Union and Incorporation, all of the above named gentlemen being residents of said Rock Island or of the village of Derby Line, Township of Derby, County of Orleans and State of Vermont one of the united states of America, or of said Derby, will apply to the Honorable Lieutenant Governor in Council of the Province of Quebec, after the present notice has been published for four consecutive weeks in the "Quebec Official Gazette" and in the "Stanstead Journal," asking for a Grant of Union and Incorporation under the name of the "Stanstead South Congregational Church", under, and in conformity with, the provisions of Section I, Chapter 3, Title IX, Volume II, of the Revised Statutes of the Province of Quebec, (1909).

By order of the Committee,

C. M. CARPENTER,
Secretary-Treasurer.

Rock Island, Que.

November 4th, 1913.

4552

Licitations

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.
No. 4157.

VENTE PAR LICITATION.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant dans et pour le district de Montréal, rendu le dix-huitième jour de novembre mil neuf cent treize, dans une cause portant le numéro 4157, des archives de la cour supérieure pour le district de Montréal, et dans laquelle James Thomas Cuddy, de la cité de Westmount, district de Montréal, comptable, est Demandeur, et John Patrick Cuddy et Sarsfield Ludger Emmet Cuddy, tous deux de la cité de Montréal, dans le dit district, et Honora Catherine Cuddy et Theresa Veronica Cuddy, toutes deux de la cité de Westmount, dans le dit district, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certaines propriétés immobilières décrites comme suit :

(a) Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Louis de la dite cité de Montréal, connu

Licitations

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 4157.

SALE BY LICITATION.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting in and for the district of Montreal, rendered on the eighteenth day of November, one thousand nine hundred and thirteen, in a cause bearing the number 4157, of the records of the Superior Court for the district of Montreal, and in which James Thomas Cuddy, of the city of Westmount, district of Montreal, accountant, is Plaintiff, and John Patrick Cuddy and Sarsfield Ludger Emmet Cuddy, both of the city of Montreal, in the said district, and Honora Catherine Cuddy and Theresa Veronica Cuddy, both of the city of Westmount, in the said district, are Defendants, ordering licitation of certain immovable properties described as follows :

(a) A lot of land situate in the Saint Louis ward, of the said city of Montreal, known and

et désigné sous le numéro soixante et quatre (64), upon (64), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, contenant quarante sept pieds et six pouces de largeur en front sur le Boulevard Saint-Laurent, et quarante deux pieds et neuf pouces de largeur en arrière sur la rue Saint-Dominique, sur cent cinquante quatre pieds et trois pouces de profondeur dans la ligne sud ouest, et cent cinquante quatre pieds de profondeur dans la ligne nord ouest, donnant une superficie de sept mille cinquante quatre pieds, le tout plus ou moins, mesure anglaise; borné en front par le dit Boulevard Saint-Laurent, en arrière, par la dite rue Saint-Dominique, du côté nord-ouest, par le lot numéro soixante et cinq (65), des dits plan et livre de renvoi officiels, de l'autre côté partie par le lot numéro soixante trois (63), et partie par le lot numéro soixante deux (62), des dits plan et livre de renvoi officiels.

Avec les bâtisses sus-érigées, portant les numéros civiques 67 à 73, du dit Boulevard Saint-Laurent, et les numéros civiques 64 à 70, de la dite rue Saint-Dominique, avec tous les droits de mitoyenneté, y appartenant;

Le dit lot numéro soixante quatre étant les lots marqués un et deux sur le plan fait par Jos. Rielle, de Montréal, arpenteur, le trente-unième jour d'octobre dix-huit cent quatre-vingt deux, et déposé parmi les actes originaux de C. Cushing, notaire, par acte à cet effet en date du cinq janvier dix-huit cent quatre-vingt trois;

(b) Un emplacement situé dans le quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, connu et désigné comme lot numéro soixante sept (67), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, borné en front par le Boulevard Saint-Laurent, en arrière, par la rue Saint-Dominique, du côté nord ouest, partie par le lot numéro soixante huit (68), et partie par le lot soixante neuf (69), des dits plan et livre de renvoi officiels, et de l'autre côté par le lot numéro soixante six (66), des dits plan et livre de renvoi officiels, contenant quarante et un pieds six pouces de largeur sur le dit Boulevard Saint-Laurent, et quarante trois pieds de largeur sur la dite rue Saint-Dominique, sur cent cinquante quatre pieds six pouces de profondeur, donnant une superficie de six mille cinq cent vingt pieds, le tout plus ou moins, mesure anglaise;

Avec les bâtisses sus-érigées portant les numéros civiques 89 à 95, du dit Boulevard Saint-Laurent, et 102 à 108, de la dite rue Saint-Dominique;

Tel que le tout apparaît sur le plan fait du dit numéro soixante sept (67), par Joseph Rielle, le trente-unième jour d'octobre, dix huit cent quatre-vingt deux, et déposé parmi les actes originaux de C. Cushing, notaire, à Montréal, par acte fait à cet effet en date du cinquième jour de janvier, dix huit cent quatre-vingt trois, avec aussi les droits de mitoyenneté y appartenant;

Avec le droit de passage perpétuel conjointement avec et en commun avec les propriétaires du lot numéro soixante huit (68), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, et leurs héritiers et ayants-droit, dans le passage maintenant existant sur le dit lot numéro soixante huit (68), conduisant de la rue Vitré jusqu'au dit lot numéro soixante-sept (67), contenant environ quinze pieds de longueur sur toute la largeur du dit lot numéro soixante-huit, une des lignes de côté du dit passage étant à une distance d'environ dix huit pieds trois pouces de la ligne en arrière du dit lot numéro soixante-huit, et l'autre ligne de côté d'icelui, étant une distance d'environ trente-cinq pieds de la ligne de front du dit lot numéro soixante-huit sur la rue Saint-Dominique;

distinguished as number sixty-four (64), upon the official plan and in the book of reference of the said Saint Louis ward, containing forty-seven feet and six inches in width in front on Saint Lawrence Boulevard, and forty-two feet and nine inches in width in rear on Saint Dominique street, by one hundred and fifty-four feet and three inches in depth in the south-west line, and one hundred and fifty-four feet in depth in the north-west line, giving a superficies of seven thousand and fifty-four feet, the whole more or less, english measure; bounded in front by the said Saint Lawrence Boulevard, in rear, by said Saint Dominique street, on the north-west side, by the lot number sixty-five (65), upon the said official plan and book of reference, on the other side partly by lot number sixty-three (63), and partly by the lot number sixty-two (62), upon the said official plan and book of reference;

With the buildings thereon erected, bearing civic numbers 67 to 73, of said Saint Lawrence Boulevard, and civic numbers 64 to 70, of said Saint Dominique street, with all the rights of mitoyenneté, thereto belonging;

The said lot number sixty-four being the lots marked one and two on the plan made by Jos. Rielle, of Montreal, land surveyor, on the thirty-first of October, eighteen hundred and eighty-two, and deposited amongst the original deeds of C. Cushing, notary, by deed to that effect dated the fifth January, eighteen hundred and eighty three;

(b) An emplacement situate in the Saint Louis ward, of the said city of Montreal, known and distinguished as lot number sixty-seven (67), upon the official plan and book of reference of the said Saint Louis ward, bounded in front by the Saint Lawrence Boulevard, in rear, by Saint Dominique street, on the north-west side, partly by lot number sixty-eight (68), and partly by lot number sixty-nine (69), upon said official plan and book of reference, and on the other side by lot number (66), upon the said official plan and book of reference, containing forty-one feet and six inches in width on said Saint Lawrence Boulevard, and forty-three feet in width on said St Dominique street, by one hundred and fifty-four feet, six inches in depth, giving a superficies of six thousand five hundred and twenty feet, the whole more or less, english measure;

With buildings thereon erected bearing the civic number 89 to 95, of said Saint Lawrence Boulevard, and 102 to 108, of said Saint Dominique street;

Such as the whole is shown on the plan made of said lot number sixty-seven (67), by Joseph Rielle, on the thirty-first of October, eighteen hundred and eighty-two, and deposited amongst the original deeds of C. Cushing, notary, at Montreal, by deed made to that effect dated the fifth day of January, eighteen hundred and eighty-three, with also the rights of mitoyenneté thereto belonging;

With the perpetual right of passage jointly with and in common with, the proprietors of the lot number sixty-eight (68), on the official plan and book of reference of Saint Louis ward, and their heirs and assigns, in the passage now existing on the said lot number sixty-eight (68), leading from Vitre street to the said lot number sixty-seven (67), containing about fifteen feet in width by the whole width of the said lot number sixty-eight, one side line of said passage being at a distance of about eighteen feet and three inches from the rear line of said lot number sixty-eight, and the other side line thereof, being at a distance of about thirty-five feet from the front line of said lot number sixty-eight on Saint Dominique street.

La partie du dit lot numéro soixante-huit (68), formant le dit passage, étant borné à un bout par la rue Vitré, à l'autre bout par une partie du dit lot numéro soixante-sept (67), et des deux côtés par les autres parties du dit lot numéro soixante-huit (68).

Avec le privilège par les propriétaires du dit lot numéro soixante-huit (68), leurs héritiers et ayants-droit, de construire au dessus et à travers le dit passage jusqu'à une profondeur de trente-sept pieds de la rue Vitré, d'une hauteur de pas moins de onze pieds et changer la situation du dit droit de passage jusqu'à la rue Vitré, et y substituer un droit de passage jusqu'à la rue Saint-Dominique, ayant une largeur de dix pieds et une profondeur n'excédant pas cinquante pieds, et construire au dessus d'icelui d'une hauteur de pas moins de onze pieds ;

Avec le droit par les propriétaires du dit lot numéro soixante-sept (67), conjointement avec les propriétaires du dit lot numéro soixante-huit (68), et leurs héritiers et ayant droit respectivement de poser des ouvertures et des sorties sur le dit passage ;

(c) Un lot de terre sis et situé dans le dit quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, contenant quarante-cinq pieds de largeur en front sur soixante-huit pieds et six pouces de profondeur, le tout mesure anglaise, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, le dit lot de terre étant connu et désigné sous le numéro soixante-huit (68), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, et borné comme suit : en front par la rue Saint-Dominique, d'un côté par la rue Vitré Est, de l'autre côté par partie du lot numéro soixante-sept (67), du dit plan et en arrière par le lot numéro soixante-neuf (69), du dit plan ;

Avec les bâtisses sus-érigées portant les numéros civiques 110 à 116, de la rue Saint-Dominique et 10 et 12, de la rue Vitré Est, et toutes servitudes y attachées ;

Sujet au droit de passage perpétuel en faveur des propriétaires du lot numéro soixante-sept (67), des dits plan et livre de renvoi officiels et leurs héritiers et ayants-droit en commun, dans le passage maintenant existant sur le dit lot numéro soixante-huit (68), conduisant de la rue Vitré jusqu'au dit lot numéro soixante-sept (67), contenant environ quinze pieds de largeur, sur toute la largeur du dit lot numéro soixante-huit (68), une ligne de côté du dit passage étant à une distance d'environ dix-huit pieds et trois pouces de la ligne en arrière du dit lot numéro soixante-huit (68), et l'autre ligne de côté d'icelui étant à une distance d'environ trente-cinq pieds de la ligne de front du dit lot numéro soixante-huit (68), sur la rue Saint-Dominique ;

La partie du dit lot numéro soixante-huit (68), formant le dit passage étant borné à un bout par la rue Vitré, à l'autre bout par une partie du dit lot numéro soixante-sept et des deux côtés par les autres parties du dit lot numéro soixante-huit (68).

Avec le privilège en faveur du propriétaire du dit lot numéro soixante-huit (68), de construire au-dessus et à travers le dit passage jusqu'à une profondeur de trente-sept pieds, de la rue Vitré d'une hauteur de pas moins de onze pieds, et changer la situation du dit droit de passage jusqu'à la rue Vitré, et y substituer un droit de passage jusqu'à la rue Saint-Dominique, ayant une largeur de dix pieds, et une profondeur n'excédant pas cinquante pieds, et construire au-dessus d'icelui d'une hauteur de pas moins de onze pieds ;

Avec le droit par le propriétaire du dit lot numéro soixante-sept (67), et ses héritiers et ayants-droit de poser des ouvertures et des sorties sur le dit passage ;

The portion of the said lot number sixty-eight (68), forming said passage, being therefore bounded at one end by Vitre street, at the other end by a portion of the said lot number sixty-seven (67), and on both sides by the other portions of said lot number sixty-eight (68).

With the privilege by the proprietors of the said lot number sixty-eight (68), their heirs and assigns, to build over and above the said passage to a depth of thirty-seven feet from Vitre street, from a height of not less than eleven feet and to change the location of the said right of passage to Vitre street, and to substitute therefor a right of passage to Saint Dominique street, having a width of ten feet and a depth not exceeding fifty feet, and to build over same from a height of not less than eleven feet.

With the rights by the proprietors of said lot number sixty-seven (67), jointly with the proprietors of said lot number sixty-eight (68), and their heirs and assigns respectively of lights and egress on the said passage ;

(c) A lot of land lying and situate in the said Saint Louis ward, of the city of Montreal, containing forty-five feet in width in front by sixty-eight feet and six inches in depth, the whole english measure, and more or less, without any warranty as to precise measurements, the said lot of land being known and distinguished as number sixty-eight (68), upon the official plan and book of reference of the said Saint Louis ward, and bounded as follows : in front by Saint Dominique street, on one side by Vitre street East, on the other side by part of the lot number sixty-seven (67), of said plan, and in rear by lot number sixty-nine (69), of said plan ;

With buildings thereon erected bearing civic numbers 110 to 116, of Saint Dominique street, and 10 and 12, of Vitre street East, and all servitudes attached thereto.

Subject to the perpetual right of passage in favour of the proprietors of the lot number sixty-seven (67), on the said official plan and book of reference and their heirs and assigns in common, in the passage now existing on the said lot number sixty-eight (68), leading from Vitre street to said lot number sixty-seven (67), containing about fifteen feet in width, by the whole width of the said lot number sixty-eight (68), one side line of said passage being at a distance of about eighteen feet and three inches from the rear line of said lot number sixty-eight (68), and the other side line thereof being at a distance of about thirty-five feet from the front line of said lot number sixty-eight (68), on Saint Dominique street.

The portion of the said lot number sixty-eight (68), forming said passage being therefore bounded at one end by Vitre street, at the other end by a portion of the said lot number sixty-seven, and on both sides by the other portions of said lot number sixty-eight (68).

With the privilege to the proprietor of said lot number sixty-eight (68), to build over and above the said passage to a depth of thirty-seven feet, from Vitre street from a height of not less than eleven feet, and to change the location of the said right of passage to Vitre street, and to substitute therefor a right of passage to Saint Dominique street, having a width of ten feet, and a depth not exceeding fifty feet, and to build over same from a height of not less than eleven feet.

With the rights by the proprietor of the said lot number sixty-seven (67), and his heirs and assigns of lights and egress on the said passage.

(d) La partie sud-ouest du lot numéro seize cent cinquante-trois (1653), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, de la dite cité de Montréal, contenant soixante-deux pieds de front, sur la rue Wellington, sur toute la profondeur du dit lot, et étendant en largeur du coin des rues Wellington et Shannon, jusqu'à l'extérieur du mur nord-est des magasins construits sur la dite partie sud-ouest du dit lot et la continuation de la dite partie jusqu'en arrière, borné comme suit : vers l'est par la rue Wellington, au nord par le lot officiel numéro seize cent cinquante-quatre (1654), au sud-ouest par la rue Shannon, ou nord-est par la partie extérieure du mur nord-est des dits magasins, et la continuation de la dite partie, les quels mur et continuation de la partie séparent cette propriété de la propriété appartenant à James Robertson ou représentants.

Avec les bâtisses sus-érigées portant les numéros civiques 197 à 207, de la dite rue Wellington.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le TRENTIEME jour de DECEMBRE, mil neuf cent treize (30 décembre 1913), cour tenante, dans la salle trente et un (31), du palais de justice, dans la cité de Montréal, district de Montréal; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

FLEET, FALCONER, PHELAN & BOVEY.
Procureurs du demandeur.
157, rue St-Jacques, Montréal.
Montréal, 24 novembre 1913. 4867
[Première publication, 29 novembre 1913.]

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Terrebonne.
No 7.

Avie public est par les présentes donné, qu'en vertu d'un jugement rendu, le cinquième jour de novembre, mil neuf cent treize, par la cour supérieure du district de Terrebonne, dans laquelle Oslas Larivière, est Demandeur; contre J. A. Clément, Défendeur, ordonnant la licitation des immeubles suivants, savoir :

a. Cinq lots de terre connus et désignés sous les numéros un, deux, trois, quatre et cinq (1, 2, 3, 4 et 5) du neuvième rang du canton Morin, aux plan et livre de renvoi officiels de Sainte-Agathe des Monts;

b. Un morceau de terre situé dans la paroisse de Sainte-Agathe des Monts, dans le dixième rang du canton Morin, à prendre et détacher des lots numéros trente-cinq et trente-six (35 et 36), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Agathe des Monts—avec une grange en bois et écurie, et autres améliorations, le tout mesurant cent arpents en superficie, à être pris et détaché des dits deux lots, borné à un bout par les terrains de la Compagnie The Larocque Land Investment Cie., en partie, et en partie par Isaye Bigras, à l'autre bout par William Raymond, d'un côté par Wilfrid Beaulne, et de l'autre côté par Honoridas Monette, avec tous les droits et privilèges découlant du contrat d'achat de Anthime Bélair à William Raymond.

Il sera procédé à la vente des dts immeubles

(d) The south-west part of lot number sixteen hundred and fifty-three (1653), on the official plan and book of reference of the Sainte Ann's ward, of the said city of Montreal, containing sixty-two feet in front, on Wellington street, by all the depth of the said lot, and extending in width from the corner of Wellington and Shannon streets, to the outer face of the north-east wall of the stores built on the said south-west part of said lot and the continuation of said part to the rear, bounded as follows: towards the east by Wellington street, to the north by official lot number sixteen hundred and fifty-four (1654), to the south-west by Shannon street, on the north-east by the said outer face of the north-east wall of said stores, and the continuation of the said face, which wall and continuation of the face separates this property from the property belonging to James Robertson or representatives;

With buildings thereon erected bearing civic numbers 197 to 207, of said Wellington street.

The immovables above designated will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder, on the THIRTIETH day of DECEMBER, one thousand nine hundred and thirteen (30th December, 1913), sitting the Court in room thirty-one (31), of the Court House in the city of Montreal, district of Montreal; subject to the charges, clauses, and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of said court; any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary in said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions, within the delays hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

FLEET, FALCONER, PHELAN & BOVEY.
Attorneys for plaintiff.
157, St. James street, Montreal.
Montreal, 24th November, 1913. 4868
[First published, 29th November, 1913.]

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Terrebonne.
No. 7.

Public notice is hereby given, that in virtue of a judgment rendered, on the fifth day of November, one thousand nine hundred and thirteen, by the superior court of the district of Terrebonne, in which Oslas Larivière is Plaintiff; against J. A. Clement, Defendant, ordering the licitation of the following immovables, to wit:

a. Five lots of lands, known and designated under the numbers one, two, three, four and five, (1, 2, 3, 4 and 5), of the ninth range of township Morin, on the official plan and book of reference of Sainte Agathe des Monts.

b. A parcel of land, situate in the parish of Ste Agathe des Monts, in the tenth range of township Morin, forming part of the lots numbers thirty-five and thirty-six, (35 and 36), of the official plan and book of reference of the parish of Ste Agathe des Monts, with wooden barn and horse, stable, and other improvements, the whole measuring one hundred arpents in superficies, to be taken from the said two lots, bounded at one end by Williams Raymond, on the side by Wilfrid Beaulne, and on the other side by Hormidas Monette, with all the rights and privileges resulting from the deed of sale from Anthime Belair to William Raymond.

The sale of the said immovables will take

par enchère devant la cour supérieure du district de Terrebonne, à DIX heures du matin, le DOUZIÈME jour de JANVIER, mil neuf cent quatorze, en la salle d'audience du palais de justice, à Sainte-Scholastique, suivant les clauses et conditions contenus au cahier des charges qui sera déposé au greffe de la cour supérieure, dans le délai et suivant la forme prescrite par la loi; et que les oppositions afin d'annuler, afin de charge et afin de distraire, devront être produites au greffe de la dite cour supérieure, au moins douze jours avant celui fixé pour la vente et licitation des dits immeubles. Et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer la dite opposition dans les délais prescrits, elles seront forcloses du droit de le faire.

Donné à Sainte-Scholastique, ce dix-septième jour de novembre mil neuf cent treize.

LAMOTHE, ST-JACQUES & LAMOTHE.
4729 Procureurs du demandeur.
[Première publication, 22 novembre 1913.]

place at public auction before the superior court of the district of Terrebonne, at TEN o'clock in the forenoon, on the TWELFTH day of JANUARY, one thousand nine hundred and fourteen, in the court room of the Court House, at Ste Scholastique, according to the clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the superior court, within the delay and in the manner prescribed by law; and any oppositions to annul, to secure charges or to withdraw must be deposited at the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed for the sale and licitation of the said immovables. And any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and in default by the parties to file the said opposition within the delays prescribed, they will be foreclosed from so doing.

Given at Ste Scholastique, this seventeenth day of November, one thousand nine hundred and thirteen.

LAMOTHE, ST-JACQUES & LAMOTHE.
4730 Attorneys for the Plaintiff.
[First published, 22nd November, 1913.]

Ventes par le Shérif—Beauce

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Beauce, à savoir: } DAME ALPHONSINE PEA-
No 771. } CHY, Demanderesse; vs
EUGENE ROYER, Défendeur.

1° Le lot numéro deux cent quinze (215), du cadastre de Sainte-Claire—circonstances et dépendances.

2° Un lopin de terre situé dans le village de Sainte-Claire, contenant environ un arpent et quart de terre en superficie et tiré du lot numéro deux cent vingt-quatre (224), du cadastre de Sainte-Claire, et tel que contenu dans les bornes qui suivent: borné au nord à Charles Chabot, au nord-est à Pierre Turcotte et à Thomas Rousseau, au sud au dit Pierre Turcotte et William Roy, et au nord ouest à Henri Turcotte—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Claire, le DEUXIÈME jour de DECEMBRE prochain, 1913, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif.

Saint-Joseph, Beauce, 27 octobre 1913. 4321 2
[Première publication, 31 octobre 1913.]

ERRATUM

Page 2287, 31 octobre 1913, vente par le shérif de Beauce, il faut lire Dame Alphonsine, au lieu de Dame Alphonse.

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Quebec.

Beauce, to wit: } DAME ALPHONSINE PEA-
No. 771. } CHY, Plaintiff; vs EUGENE
ROYER, Defendant.

1. The lot number two hundred and fifteen (215), of the cadastre of Sainte Claire—circumstances and dependencies.

2. A parcel of land situate in the village of Sainte Claire, containing about one arpent and a quarter in superficies, and taken from the lot number two hundred and twenty four (224), of the cadastre and such as contained within the following limits; bounded on the north by Charles Chabot, on the north east by Pierre Turcotte and by Thomas Rousseau, on the south by the said Pierre Turcotte and William Roy, and on the north west by Henri Turcotte—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte Claire, on the SECOND day of DECEMBER next, 1913, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office,

Saint Joseph, Beauce, 27th October, 1913. 4322
[First published, 31st October, 1913.]

ERRATUM

Page 2287, 31st October, 1913, sheriff's sale of Beauce, read Dame Alphonsine, instead of Dame Alphonse.

Ventes par le Shérif—Bedford

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } THE CANADIAN
District de Bedford, } FAIRBANKS
No 9034. } COMPANY LIMITED,

Demanderesse; contre ANSELME BRODEUR, Défendeur.

Ce morceau de terre situé dans le canton de Stukely, étant le coin nord-ouest du lot numéro vingt-six (26), du cadastre pour le canton de Stukely, dans le district de Bedford, contenant trois (3) perches de largeur de l'ouest à l'est et six (6) perches du nord à la ligne sud, mesure précise, et situé sur le côté sud-ouest du chemin Magog—avec une boutique de forgeron et autres améliorations, y compris toutes les machines y appartenant à l'exception d'un engin à gazoline.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement pour le comté de Shefford, dans la ville de Waterloo, le NEUVIEME jour de DECEMBRE 1913, à UNE heure de l'après midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif, Shérif.
Sweetsburg, 3 novembre 1913. 4439.2
[Première publication, 8 novembre 1913.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, } THE CANADIAN
District of Bedford, } FAIRBANKS
No. 9034. } COMPANY LIMITED

Plaintiff; vs ANSELEME BRODEUR, Defendant.

That certain piece of land situated in the township of Stukely, being the north west corner of lot number twenty six (26) of the cadastre for the township of Stukely, in the district of Bedford, containing three (3) rods in width from west to east and six (6) rods from the north to the south line, precise measure, and situated on the south west side of the Magog road—with blacksmith shop and other improvements therion including all machinery, attached theret, with the exception of one gasoline engine.

To be sold at the registry office for the county of Shefford, in the town of Waterloo, on the NINTH day of DECEMBER 1913, at the hour of ONE of the clock in the afternoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's office, Sheriff.
Sweetsburg 3rd November, 1913. 4440
[First published, 8th November, 1913.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Gaspé.

Percé, à savoir : } LA BANQUE NA-
No 805. } TIONALE, corps

politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec, dans le district de Québec, et une succursale à Grande Rivière, en les comtés et district de Gaspé, Demanderesse; contre WILLIAM A. BAKER et JAMES FERGUSON, tous deux de L'Anse au Beaufils, dans le comté de Gaspé, Défendeurs.

Saisi comme appartenant au défendeur James Ferguson :

Un morceau de terre sis et situé à L'Anse au Beaufils, dans le comté de Gaspé, étant partie de l'immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Percé, sous le numéro 262, du premier rang du dit canton—avec maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, le dit morceau de terre borné en front par la mer, en arrière par le second rang, d'un côté à l'est par Henry Ferguson, et de l'autre côté à l'ouest par le numéro 261.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph du Cap d'Espoir, le TRENTE-UNIEME jour de DECEMBRE prochain 1913, à ONZE heures du matin.

JAS. T. TUZO,

Bureau du shérif, Shérif.
Percé, 22 novembre 1913. 4849
[Première publication, 29 novembre 1913.]

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District de Gaspé.

Percé, to wit : } LA BANQUE NA-
No. 805. } TIONALE, a body

politic and corporate, having its chief place of business in the city of Quebec, in the district of Quebec, and a branch of Grande Rivière, in the county and district of Gaspé, Plaintiff; against WILLIAM A. BAKER and JAMES FERGUSON, both of L'Anse au Beaufils, in the county of Gaspé, Defendants.

Seized as belonging to the defendant James Ferguson :

A piece of land lying and situate at L'Anse au Beaufils, in the county of Gaspé, being part of the immoveable known and designated on the official plan and book of reference of the township of Percé, under the number 262, of the first range—with a house and other buildings erected thereon, circumstances and dependencies, the said piece of land being bounded in front by the sea, in the rear by the second range on one side to the east by Henry Ferguson and on the other side to the west by the number 261.

To be sold at the church door of the parish of Saint Joseph du Cap d'Espoir, on the THIRTY FIRST day of DECEMBER next, 1913, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JAS. T. TUZO,

Sheriff's office, Sheriff.
Percé, 22nd November, 1913. 4850
[First published, 29th November, 1913.]

Ventes par le Shérif Montréal

Sheriff's Sales—Montreal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : **HORMIDAS MELOCHE**, Demandeur; contre les terres et tenements de **ISRAEL STANVOLD**, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, dans la cité de Montréal, et faisant front sur la rue Saint-Dominique, le dit lot connu et décrit sur les plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, comme lot officiel numéro trois cent sept (307)—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le **TRENTE-UNIEME** jour de **DECEMBRE** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 25 novembre 1913. **Sheriff.** 4871
[Première publication, 29 novembre 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : **LE CREDIT FONCIER FRANCO CANADIEN**, corps politique et incorporé ayant le siège principal de ses affaires dans les cité et district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de **DAME ELIANA LIZOTTE**, des cité et district de Montréal, veuve de feu Joseph Rossi, en son vivant confiseur, du même lieu, à-qualité et al, Défendeurs.

Un certain lot de terre désigné sous le numéro six cent trois (603), sur les plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Louis, de la cité de Montréal, contenant une largeur moyenne de quarante-trois pieds et trois pouces sur cent huit pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; borné en front par la rue Cadieux, en arrière et du côté est par F. M. Marquette ou représentants, et de l'autre côté par E. D. Pepin ou représentants—avec les maisons et bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **TRENTE-UNIEME** jour de **DECEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 25 novembre 1913. **Sheriff.** 4869
[Première publication, 29 novembre 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : **JULES CHARTIER**, Demandeur; contre les terres et tenements de **GEORGES BELANGER**, Défendeur.

Une terre bornée en front par le fleuve Saint-Laurent, de cinq arpents et un quart de front sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins, située en la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dans le district de Montréal, connue et désignée sous le numéro deux cent vingt-neuf (229), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec toutes les bâtisses y érigées; à distraire du dit lot numéro deux cent vingt-neuf (229), l'étendue de terrain vendue à la compagnie dite "The Chateaugay and Northern Railway Company", tel qu'actuelle-

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **HORMIDAS MELOCHE**, Plaintiff; against the lands and tenements of **ISRAEL STANVOLD**, Defendant.

A lot of land lying and being in the Saint Jean Baptiste ward, in the city of Montreal and fronting upon Saint Dominique street, said lot known and described in the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste, as lot official number three hundred and seven (307)—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **THIRTY FIRST** day of **DECEMBER** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Montreal, 25th November, 1913. **Sheriff.** 4872
[First published, 29th November, 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **LE CREDIT FONCIER FRANCO CANADIEN**, a body politic and corporate with its chief place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **DAME ELIANA LIZOTTE**, of the city and district of Montreal, widow of the late Joseph Rossi, in his lifetime confectioner, of the same place, à-qualité et al, Defendants.

A certain lot of land designated under the number six hundred and three (603), on the official plan and book of reference of Saint Louis ward, of the city of Montreal, of the average width of forty three feet and three inches by one hundred and eight feet in depth, english measurement, and more or less; bounded in front by Cadieux street, in the rear and on the east side by F. M. Marquette or representatives, and on the other side by E. D. Pepin or representatives—with the houses and buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **THIRTY FIRST** day of **DECEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Montreal, 25th November, 1913. **Sheriff.** 4870
[First published, 29th November, 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **JULES CHARTIER**, Plaintiff; against the lands and tenements of **GEORGES BELANGER**, Defendant.

A farm, bounded in front by the Saint Lawrence River, of five arpents and a quarter in front by twenty arpents in depth, more or less, situate in the parish of Pointe-aux-Trembles, in the district of Montreal, known and designated under the number two hundred and twenty nine (229), of the official plan and book of reference of the said parish—with all the buildings erected thereon; to be withdrawn from the said lot number two hundred and twenty nine (229), the parcel of land sold to the company called "The Chateaugay and Northern Rail-

ment enclos et clôturé, et un certain emplacement d'environ cent pieds de front sur un arpent de profondeur, actuellement en la possession de Dominique Masson ou représentant, suivant titre, lequel emplacement est borné comme suit : en front par le chemin public, en arrière et du côté sud-ouest par partie du dit lot numéro 229, et de l'autre côté par Jacques Lajeunesse ou représentants.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTE-UNIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 26 novembre 1913. 4899
[Première publication, 29 novembre 1913.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : **G** **GEORGES SCOTT,**
No 4134. Demandeur; contre
les terres et tenements de **LEON ISRAEL**
GROSSMAN, Défendeur.

Deux lots de terre situés dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, ayant front sur la rue Saint-Hubert, connus et désignés sous le numéro 779 et 780, de la subdivision officielle du lot numéro 7, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, contenant 50 pieds de front par 109 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, avec droit de passage en commun avec d'autres, dans la ruelle en arrière — avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 26 novembre 1913. 4903
[Première publication, 29 novembre 1913.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : **U** **RGEL PAUZE,** De-
No 1549. mandeur ; contre
ANDRE LAFLEUR, Défendeur.

Un terrain ou emplacement situé dans le quartier Saint-Henri, de la cité de Montréal, sur le côté sud-est de la rue Saint-Jacques, connu et désigné comme étant le lot numéro seize cent soixante-trois (1663), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, moins la partie de tel lot qui a été distraite de son front pour l'élargissement de la dite rue Saint-Jacques, contenant le dit emplacement cinquante-un pieds et trois pouces de largeur en front, par cent quatre-vingts pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins ; et borné comme suit : en front par la dite rue Saint-Jacques, en arrière par le lot numéro seize cent soixante et quatorze, du côté sud-ouest par le lot numéro seize cent soixante-deux et du côté nord-est par le lot numéro seize cent soixante et quatre, tous des dits plan et livre de renvoi officiels, avec le droit de passage mentionné dans les titres de la dite propriété.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTE-UNIEME jour de DECEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 26 novembre 1913. 4901
[Première publication, 29 novembre 1913.]

way Company", as presently enclosed and fenced in and a certain emplacement of about one hundred feet in front by one arpent in depth, presently held by Dominique Masson or his representative, according to title said emplacement being bounded as follows : in front by the public road, in the rear and on the south side by part of the said lot number 229, and on the other side by Jacques Lajeunesse or his representatives.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTY-FIRST day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 26th November, 1913. 4900
[First published, 29th November, 1913.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : **G** **GEORGES SCOTT,**
No. 4134. Plaintiff; against
the lands and tenements of **LEON ISRAEL**
GROSSMAN, Defendant.

Two lots of land situate in Saint Denis ward, of the city of Montreal, fronting on Saint Hubert street, known and designated under the number 779 and 780, of the official subdivision of the lot number 7, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, measuring 50 feet in front by 109 feet in depth, english measurements, more or less, with a right of way in common with other, in the lane in the rear—with the buildings erected thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 26th November, 1913. 4904
[First published, 29th November, 1913.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : **U** **RGEL PAUZE,** Plain-
No. 1549. tiff; against **AN-**
DRE LAFLEUR, Defendant.

A lot of land or emplacement situate in Saint Henri ward, of the city of Montreal, on the south east side of the Saint James street, known and designated as being the lot number one thousand six hundred and sixty three (1663), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, less that part of the lot which has been detached from the front thereof for the widening of the said Saint James street, the said emplacement measuring fifty one feet three inches in width, in front, by one hundred and eighty feet in depth, the whole english measurement and more or less ; and bounded as follows : in front by the said Saint James street, in the rear by the lot number one thousand six hundred and seventy four on the south west side by the lot number one thousand six hundred and sixty two and on the north east side by the lot number one thousand six hundred and sixty four, all of the said official plan and book of reference, with the right of way mentioned in the titles to the said property.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTY FIRST day of DECEMBER next, at ONE o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 26th November, 1913. 4902
[First published, 29th November, 1913.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir : } D. NAULT, Demandeur ; contre P. J. McDONAGH, Défendeur.
No 15685.

Un lot de terre situé dans le quartier Delorimier, de la cité de Montréal, avec une maison lambrissée en briques et autres bâtisses sus-érigées ; borné en front par la rue Bordeaux, connu et désigné sous le numéro deux cent neuf de la subdivision du lot numéro cent cinquante-deux (152-209), des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, à l'exception d'une petite étendue de terre de dix pieds de profondeur prise sur icelui en arrière du dit lot, pour être utilisée comme une ruelle en commun.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le TRENTE-UNIÈME jour de DECEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 26 novembre 1913. 4907
[Première publication, 29 novembre 1913.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Court Supérieure.—District de Montréal.
Montréal à savoir : } F. M. LAVOIE, Demandeur ; contre NORBERT ALLARD, Défendeur.
No. 3094.

1er Un emplacement situé sur le côté nord-est de l'Avenue Outremont, en la ville d'Outremont, contenant trente un pieds six pouces de front et trente un pieds quatre pouces en arrière, par quatre vingt seize pieds de profondeur dans la ligne sud-est et quatre-vingt seize pieds six pouces dans la ligne nord-ouest, le tout mesure anglaise plus ou moins et composé comme suit, savoir :

A. Un lot de terre portant le numéro cinquante deux de la subdivision du lot numéro trente-cinq des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-seize pieds six pouces de profondeur dans la ligne nord-est et quatre-vingt-seize pieds et un pouce de profondeur dans la ligne sud-est, le tout mesure anglaise, plus ou moins.

B. De la partie nord-ouest du lot de terre portant le numéro cinquante-un (51) de la subdivision du lot numéro trente-cinq (35) des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant, la dite partie, six pieds et six pouces de largeur en front et six pieds et quatre pouces de largeur, en arrière par quatre-vingt-seize pieds et un pouce de profondeur dans la ligne nord-est et quatre-vingt-seize pieds de profondeur dans la ligne sud-est, mesure anglaise, plus ou moins ; borné en front par la dite Avenue Outremont et en arrière par partie d'une ruelle portant le numéro soixante A de la dite subdivision du lot numéro trente-cinq, d'un côté au nord-ouest par le lot numéro cinquante-deux sus-décrié et de l'autre côté au sud par le résidu du dit lot numéro cinquante et un (51), le tout avec droit de passage en commun dans la ruelle en arrière avec ceux y ayant droits, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, (portant le numéro civique 259 de l'Avenue Outremont).

2e Un lot de terre sis et situé dans le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal, portant le numéro douze, de la subdivision du lot numéro douze cent vingt-trois, des plan et livre

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit : } D. NAULT, Plaintiff.
No. 15685. } F. McDONAGH, Defendant.

A lot of ground situate in the DeLorimier ward, of the city of Montreal, with an encased brick house and other buildings thereon erected ; bounded in front by Bordeaux street, known and designated as being number two hundred and nine of the subdivision of lot number one hundred and fifty two (152-209), of the official plan and book of reference of the village of la Côte de la Visitation, less a small tract of land ten feet deep taken off in rear of said lot, to be used as a common lane.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTY FIRST day of DECEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 26th November, 1913. 4908
[First published, 29th November, 1913.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit : } F. M. LAVOIE, Plaintiff ;
No. 3094. } F. against NORBERT ALLARD, Defendant.

1. An emplacement on the north east side of Outremont Avenue, in the town of Outremont, containing thirty one feet six inches in front, and thirty one feet four inches in the rear, by ninety six feet in depth on the south east line, and ninety six feet six inches on the north west line, all english measurement, more or less, and composed as follows, to wit :

A. A lot of land bearing the number fifty two of the subdivision of lot number thirty five of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing twenty five feet in width by ninety six feet six inches in depth on the north east line, and ninety six feet and one inch in depth on the south east line, all english measurement, more or less.

B. Of the north west part of the lot of land bearing the number fifty one (51), of the subdivision of lot number thirty five (35), of the said official plan and book of reference of the parish of Montreal, the said part containing six feet and six inches in width in front and six feet and four inches in width in the rear by ninety six feet and one inch in depth on the north east line, and ninety six feet in depth on the south east line, english measurement, more or less ; bounded in front by the said Outremont Avenue, and in the rear by part of a lane bearing the number sixty A, of the said subdivision of lot number thirty five, on one side to the north west by the lot number fifty two aforesaid, and on the other side to the south by the residue of the said lot number fifty one (51), the whole with right of way in common in the lane in the rear with those having rights therein, and with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies (bearing the civic number 259 of Outremont Avenue).

2. A lot of land being and situate in Saint Mary's ward, of the city of Montreal, bearing the number twelve, of the subdivision of lot number twelve hundred and twenty three, of

e renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, contenant vingt-quatre pieds de largeur par quatre-vingt-quatre pieds de profondeur mesure anglaise, plus ou moins; borné en front, par l'Avenue DeLorimier avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances (portant les numéros civiques 400, 402, 404 de l'Avenue DeLorimier).

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député shérif.
Montréal, 4 novembre 1913. 4457.2

[Première publication, 8 novembre 1913.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure. — District de Montréal.

Montréal à savoir: { DAME ELLA BARRY, No 3642 de la cité de Montréal, veuve de feu Hugh Madden, en son vivant du même lieu, D-manderesse; contre WALTER J. BRAMLEY & WILLIAM BRAMLEY, Défendeurs.

Un lot de terre connu et désigné comme lot numéro cent quarante et un (141), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga; borné en front par la rue Malborough et mesurant environ quarante-sept pieds de largeur sur cent pieds de profondeur—avec les bâtisses sus-érigées, et toutes les servitudes actives et passives y attachées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le ONZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député shérif.
Montréal, 5 novembre 1913. 4525.2
[Première publication, 8 novembre 1913.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure. — District de Montréal.

Montréal à savoir: { NESIME MARTINEAU No. 122 & JOSEPH MARTINEAU, de la cité de Montréal, faisant affaires sous la raison sociale de "The Morrison Quarry Co." Demandeurs; contre JOSEPH ETHIER, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans le quartier Laurier, de la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis, sous le numéro cent quarante et un (141); borné en front par l'avenue Henri Julien—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances (portant les numéros civiques 1076, 1078, 1080 et 1082 de la dite avenue).

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du shérif, Député shérif.
Montréal, 5 novembre 1913. 4527.2
[Première publication, 8 novembre 1913.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure. — District de Montréal.

Montréal, à savoir: { DAME E PILON, Demandeuse; contre HOSANNA QUIENTY, Défendeur.

1. Un lot de terre ayant front sur la rue Saint-Denis, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la moitié nord-ouest du lot No 263 de la subdivision officielle, du lot No 8 (8-263) aux plan et livre de renvoi officiels, du village incorporée de la Côte Saint Louis, contenant 25 pieds de largeur par 130 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus construites.

2. Deux lots de terre connus et désignés sous les numéros 1489 et 1490, de la subdivision officielle du lot numéro 10, aux plan et livre de

the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, containing twenty four feet in width by eighty four feet in depth, english measurement, more or less; bounded in front by Delorimier Avenue—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, (bearing the civic numbers 400, 402, 404, of Delorimier Avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Deputy sheriff.
Montreal, 4th November, 1913. 4458

[First publication 8th November, 1913.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court — District of Montreal

Montréal to wit: { DAME ELLA BARRY, of No. 3642 the city of Montreal, widow of the late Hugh Madden, in his lifetime of the same place. Plaintiff, against WALTER J. BRAMLEY & WILLIAM BRAMLEY Defendants.

A lot of land known and designated as lot number one hundred and forty one (141), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, bounded in front by Malborough street and measuring about forty seven feet in width by one hundred feet in depth—with buildings thereon erected and all servitudes active and passive thereto attaches.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Montreal, 5th November, 1913. 4526
[First published, 8th November 1913.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court — District of Montreal.

Montréal to wit: { NESIME MARTINEAU & No 122 JOSEPH MARTINEAU, of the city of Montreal, carrying on business under the firm name of "The Morrison Quarry Co." Plaintiffs; against JOSEPH ETHIER, Defendant.

A lot of land lying and situate in Laurier ward, of the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, under the number one hundred and forty one (141), bounded in front by Henri Julien Avenue—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies (bearing the civic numbers 1076, 1078, 1080 and 1082 of the said avenue).

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWELFTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Deputy sheriff.
Montreal, 5th November, 1913. 4528
[First published, 8th November 1913.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court. — District of Montreal.

Montréal, to wit: { DAME E PILON, Plaintiff; No. 2953. } against HOSANNA QUIENTY Defendant.

1. A lot of land fronting on Saint Denis street, in the city of Montreal, known and designated as being the north west half of lot No. 263 of the official subdivision, of lot No. 8 (8-263), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, measuring 25 feet in width by 130 feet in depth, english measurements and more or less—with all the buildings erected thereon.

2. Two lots of land known and designated under the numbers 1489 and 1490 of the official subdivision of lot number 10, on the official plan and book of reference of the incor-

renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, borné en front par la rue Alma, du quartier Laurier, de la cité de Montréal—avec maison et autres bâtisses dessus construites, les dits deux lots ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de DECEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

P. M. DURAND,
Député shérif.
Bureau du shérif,
Montréal, 5 novembre 1913.
[Première publication, 8 novembre 1913.]

To be sold at my office in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of DECEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

P. M. DURAND,
Deputy sheriff.
Sheriff's office
Montreal, 5th November, 1913.
[First published, 8th November 1913.]

Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS

Québec, à savoir : } LOUIS PHILIPPE HUBERT GRANDBOIS, marchand de bois, de Saint-Casimir; contre THOMAS THIBAUT, de Notre-Dame des Anges, comté de Portneuf.

Le lot No. 9 (neuf) du cadastre officiel, paroisse Notre-Dame des Anges, comté de Portneuf, étant une terre située au sixième rang canton Montauban, contenant quatre-vingts acres de terre en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame des Anges, comté de Portneuf, le DIX-NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,
Shérif.
Bureau du shérif,
Québec, 13 novembre 1913.
[Première publication, 15 novembre 1913.]

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS

Québec, to wit : } LOUIS PHILIPPE HUBERT GRANDBOIS, lumber merchant, of Saint Casimir; against THOMAS THIBAUT, of Notre Dame des Anges, county of Portneuf.

The lot No. 9 (nine) of the official cadastre, parish Notre Dame des Anges, county of Portneuf, being a farm situate in the sixth range of township Montauban, containing eighty acres of land in superficies, more or less—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame des Anges, county of Portneuf, on the NINETEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.
Sheriff's office,
Quebec, 13th November, 1913.
[First published, 15th November, 1913.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.
District de Montréal. } JACOB A. JACOBS, No. 571. de la cité de Montréal, capitaliste; contre DELLE EULALIE LARIVIERE, du même lieu, Défenderesse, à savoir :

Toute cette certaine île située dans le fleuve Saint-Laurent, à peu près vis-à-vis la paroisse ou seigneurie de Sainte-Cécile du Bic, et connue nément connue comme île du Bic, et connue et désignée sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour la dite paroisse de Sainte-Cécile du Bic, sous le numéro sept cent quarante-sept (747)—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Cécile du Bic, le DEUXIEME jour de JANVIER prochain 1914, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS. D'ANJOU,
Shérif.
Bureau du shérif,
Rimouski, 26 novembre 1913.
[Première publication, 29 novembre 1913.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.
District of Montreal. } JACOB A. JACOBS, No. 571. of the city of Montreal, capitalist. Plaintiff; against Miss EULALIE LARIVIERE, of the same place, Defendant, to wit :

All and every that certain island situate in the river St. Lawrence, about opposite the parish or seigniorie of Sainte Cécile du Bic, commonly known as Bic Island, and known and designated on the official cadastre plan and book of reference for the said parish of Sainte Cécile du Bic, under the number seven hundred and forty seven (747)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Cécile du Bic, on the SECOND day of JANUARY next, 1914, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff.
Sheriff office,
Rimouski, 26th November, 1913.
[First published, 29th November, 1913.]

Ventes par le Sherif—Roberval

Sheriff's Sales—Roberval

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Roberval,
à savoir : No 243. } DANS l'affaire de LA
CIE DE CONSER-
VES INC. D'HE-
BERTVILLE Hébertville Station, En liquidation,
et FLAVIEN GAUVREAU, Liquidateur.

A :—Toute cette partie de terrain comprenant la partie nord des lots de terre connus et désignés sous les numéros cinq A (5-A) et quatre B (4-B) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le deuxième rang ouest du canton Labarre, dans le comté du Lac Saint-Jean, comprise dans les limites suivantes savoir : borné en front vers le sud, au terrain de la Cie du chemin de fer Québec & Lac Saint-Jean : en arrière à la profondeur du trait-carré séparant le deuxième rang ouest du dit canton de Labarre, du cinquième rang du même canton ; joignant à l'est au terrain de Louis Côté, et à l'ouest à celui de Joseph E. Cloutier, de Chicoutimi et :

B :—Un autre terrain situé au même lieu, mesurant quatre-cent-quarante-quatre pieds environ de largeur sur cent pieds de profondeur faisant partie des lots numéros cinq A (5-A) et quatre B (4-B) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le deuxième rang ouest du sus-dit canton de Labarre ; borné en front vers le sud au chemin qui s'y trouve ; au nord au terrain de la Cie du chemin de fer Québec & Lac Saint-Jean ; joignant à l'est au terrain de Louis Asselin, et à l'ouest à celui de Augustin Nérón, avec ensemble toutes les bâtisses construites sur les immeubles susdécrits, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Wilbrod, (Hébertville Station), le NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain à UNE HEURE de l'après-midi.

GEORGE LEVESQUE,

Bureau du shérif, Shérif.
Roberval, 4 novembre 1913. 4547
[Première publication, 8 novembre 1913.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Roberval. } LA BANQUE PROVIN-
No. 302 } CIALE DU CANA-
OA, Demanderesse, contre
les biens meubles et immeubles de ELZÉAR BOI-
VIN, ci-devant de la Malbaie, comté de Charlevoix
maintenant de Saint Bruno, comté du Lac Saint
Jean ; à savoir :

Un terrain ou emplacement, sis et situé en le village de la paroisse de Saint-Bruno, mesurant cent six pieds de front ou largeur sur cent vingt pieds de profondeur, borné en front vers l'est au chemin Alma ; en arrière à la profondeur, par le terrain d'Alfred Tremblay ; joignant au nord le terrain de Joseph Tremblay, et au sud à celui de Ferdinand Duperré—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ; lequel terrain fait partie de l'immeuble maintenant connu et désigné sous le numéro treize (13) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le cinquième rang du canton Labarre, dans le comté du Lac Saint-Jean.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bruno, Lac Saint-Jean, le

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Roberval,
to wit : No. 243. } IN the matter of LA
CIE DE CONSER-
VES INC. D'HE-
BERTVILLE Hébertville Station, in liquidation,
and FLAVIEN GAUVREAU, Liquidator

A :—The whole of the parcel of land comprising the north part of the lots known and designated under the numbers five A (5-A) and four B (4-B) on the official plan and book of reference of the cadastre for the second western range of the township Labarre, in the county of Lake Saint John, comprised with the following limits, to wit ; bounded in front towards the south by the land of the Quebec and Lake Saint John Railway Company, in the rear at the depth by the division line separating the second western range of the said township of Labarre from the fifth range of the same township, adjoining on the east the land of Louis Côté and on the west that of Joseph E. Cloutier, of Chicoutimi, and :

B :—Another lot of land situate in the same place measuring four hundred and forty four feet about in width by one hundred feet in depth, forming part of the lots numbers five A (5-A) and four (4-B) on the official plan and book of reference of the cadastre for the second western range of the aforesaid township of Labarre ; bounded in front towards the south by the road thereat, on the north by the land of the Quebec and Lake Saint John Railway Company, on the east by the land of Louis Asselin, and on the west by that of Augustin Neron,—together with all the buildings erected on the above described immoveable property, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Wilbrod, (Hébertville Station), on the NINTH day of DECEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon.

GEORGE LEVESQUE,

Sheriff's office, Shérif.
Roberval, 4th November, 1913. 4548
[First published, 8th November, 1913]

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Roberval. } LA BANQUE PROVIN-
No. 302 } CIALE DU CANADA,
Plaintiff ; against the move-
able and immoveable property of ELZÉAR BOI-
VIN, heretofore of Malbaie, county of Charlevoix,
now of Saint-Bruno, county of Lake Saint-John,
to wit :

A lot of land or emplacement being and situate in the village of the parish of Saint Bruno, measuring one hundred and six feet in front or width by one hundred and twenty feet in depth, bounded in front towards the east by Alma road, in the rear in depth by the land of Alfred Tremblay, lying contiguous on the north to the land of Joseph Tremblay and on the south to that of Ferdinand Duperré—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies, said lot of land forming part of the immoveable now known and designated under the number thirteen (13) on the official plan and book of reference of the cadastre for the fifth range of township Labarre, in the county of Lake Saint John.

To be sold at the church door of the parish of Saint Bruno, Lake Saint John, on the

NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à NINTH day of DECEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE.
Bureau du shérif. Shérif.
Roberval, 4 novembre 1913. 4537 2
[Première publication, 8 novembre 1913.]

GEO. LEVESQUE.
Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, 4th November, 1913. 4538
[First published, 8th November, 1913.]

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, } EDMOND DECHESENE,
District de Roberval, } de Chambord, De-
No 146. } mandeur ; contre les biens
meubles et immeubles de FORTUNAT BERGE-
RON, de Chambord, à savoir :

Un certain lot de terre ou emplacement sis et situé en la paroisse de Saint-Louis de Métabetchouan (Chambord) maintenant connu et désigné sous le numéro quarante-sept H (47 H) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le premier rang du canton Métabetchouan—avec ensemble les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis de Métabetchouan (Chambord), le DIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

GEO. LEVESQUE.
Bureau du shérif. Shérif.
Roberval, 4 novembre 1913. 4535
[Première publication, 8 novembre 1913.]

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, } ARTHUR DECHE-
District de Chicoutimi, } NE, marchand, de
à savoir : No 4098. } Hébertville Station,
Demandeur ; contre les biens immeubles de CON-
RAD GAGNON, ci-devant de Hébertville, main-
tenant de Saint-Urbain. Défendeur.

La juste demie nord du lot de terre, maintenant connu et désigné sous le numéro huit (8) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le troisième rang est du canton Labarre, borné au sud à la profondeur au milieu du dit lot, à la demie sud du même lot ; au nord au chemin de Saint-Bruno ; à l'est partie par le vendeur et partie par Alfred Dufour, et à l'ouest par Joseph Tremblay, —sans bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame D'Hébertville, le NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

GEO. LEVESQUE.
Bureau du shérif. Shérif.
Roberval, 4 novembre 1913. 4545
[Première publication, 8 novembre 1913.]

FIERI FACIAS
Cour Supérieure

Province de Québec, } EUCHARISTE RE-
District de Roberval, } NAUD, rentier, de
No 190. } Saint-Coeur de Marie, (Mistook) ; contre les
biens meubles et immeubles de CHARLES EU-
GENE DUBE, ci-devant de Saint-Coeur de Ma-
rie, et maintenant de Sainte-Anne, comté de
Montmorency, district de Québec, à savoir :

Toutes les bâtisses et autres constructions érigées sur un terrain ou emplacement de cent dix pieds de front sur cent pieds de profondeur ; et borné au nord et à l'est au terrain de la Fabrique, au sud à Madame veuve Ernest Gagnon, à l'ouest à la route centrale du canton Delisle, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-six A (26-a), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le troisième rang du canton Delisle ; avec en plus tous les droits appartenant au défendeur, en vertu d'un bail pour le loyer du terrain

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, } EDMOND DECHESENE,
District of Roberval, } of Chambord, Plaintiff ;
No. 146. } against the moveable and
immoveable property of FORTUNAT BERGE-
RON, of Chambord, to wit :

A certain lot of land or emplacement being and situate in the parish of Saint Louis de Metabetchouan (Chambord), now known and designated under the number forty seven H (47 H) on the official plan and book of reference of the cadastre for the first range of township Metabetchouan—together with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Louis de Metabetchouan (Chambord), on the TENTH day of DECEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE.
Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, 4th November, 1913. 4536
[First published, 8th November, 1913.]

FIERI FACIAS.
Superior Court

Province of Quebec, } ARTHUR DECHE-
District of Chicoutimi, } NE, merchant, of
to wit : No. 4098. } Hébertville Station,
Plaintiff ; against the immoveable property of
CONRAD GAGNON, heretofore of Hébertville,
now of Saint Urbain, Defendant.

The exact north half of the lot of land now known and designated under the number eight (8) on the official plan and book of reference of the cadastre for the third east range of the township Labarre, bounded on the south at the depth in the middle of the said lot by the south part of the same lot, on the north by the Saint Bruno road, on the east partly by the seller and partly by Alfred Dufour, and on the west by Joseph Tremblay—without buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame D'Hebertville, on the NINTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE.
Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, 4th November 1913. 4546
[First published, 8th November, 1913]

FIERI FACIAS
Superior Court.

Province of Quebec, } EUCHARISTE RE-
District of Roberval, } NAUD, rentier, of
No. 190. } Saint Coeur de Marie (Mistook) ; against
the moveable and immoveable properties of
CHARLES EUGENE DUBE, heretofore of Saint
Coeur de Marie, and now of Sainte Anne,
county of Montmorency, district of Quebec, to
wit :

All the buildings and other structures erected on a lot of land or emplacement of one hundred and ten feet in front by one hundred feet in depth ; and bounded on the north and east by the land of the Fabrique, on the south by Dame widow Ernest Gagnon, on the west by the main road of township Delisle, forming part of the lot of land known and designated under the number twenty six A (26-a), of the official plan and book of reference of the cadastre for the third range of township Delisle, together with all the rights

passé avec la Fabrique de Saint-Coeur de Marie, dans le comté du Lac Saint-Jean.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Coeur de Marie (Mistook), le TRENTIEME jour de DECEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

GEO. LEVESQUE,

Bureau du shérif, Shérif.
Roberval, 25 novembre 1913. 4905
[Première publication, 29 novembre 1913.]

belonging to the defendant, in virtue of a lease for the renting of the land executed with the Fabrique of Saint Coeur de Marie, in the county of Lake Saint John.

To be sold at the church door of the parish of Saint Coeur de Marie (Mistook), on the THIRTIETH day of DECEMBER next, at ONE o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, 25th November, 1913. 4906
[First published, 29th November, 1913.]

Ventes par le Shérif—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENT have been seized, and will be sold at the respective times, and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir : } A BANQUE NA-
No 1936. } TIONALE, corpora-

tion ayant le siège principal de ses affaires en la cité de Québec et une succursale à Saint-Etienne de la Malbaie, Demanderesse; contre ULYSSE LAPOINTE, THADEE LAPOINTE, et LAURENT LAPOINTE, tous trois de la Malbaie, Défendeurs.

1. Comme appartenant aux défendeurs Thadée et Laurent Lapointe, la partie est du lot décrit sous le No cinq cent quatre-vingt-treize (593) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Fidèle, mesurant, la dite partie, un arpent de largeur et dix-huit arpents de profondeur, et bornée à l'ouest par le reste du dit lot cinq cent quatre-vingt-treize (593), à l'est par le lot cinq cent quatre-vingt-quatorze (594) au nord par le lot numéro six cent quarante-deux (642) au sud par le lot cinq cent cinquante-cinq (555)—avec circonstances et dépendances.

A distraire la maison de William Lapointe et son emplacement possédés par les héritiers de ce dernier;

2. Comme appartenant aux défendeurs, Laurent Lapointe et Ulysse Lapointe, le lot décrit aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Fidèle, sous le numéro cinq cent quatre-vingt-quatorze (594).

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Fidèle, comté de Charlevoix, le TROISIEME jour de JANVIER 1914, à DIX heures de l'avant-midi.

ELIE MALTAIS,

Bureau du shérif, Shérif.
Malbaie, 21 novembre 1913. 4823
[Première publication, 29 novembre 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir : } A BANQUE NA-
No 3016. } TIONALE, corpora-

tion ayant le siège principal de ses affaires en la cité de Québec, et une succursale à Saint-Etienne de la Malbaie, Demanderesse; contre THADEE LAPOINTE, de la Malbaie, résidant à Saint-Bruno, comté du Lac Saint-Jean, Défendeur.

Le lot décrit aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Fidèle, sous le numéro cinq cent quatre-vingt-quatorze (594), sous réserve de l'usufruit en faveur de Laurent Lapointe, ci-devant de la Malbaie, cultivateur, maintenant de Saint-Bruno, district de Roberval, sa vie durant—avec circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de

Sheriff's Sales—Saguenay

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit: } A BANQUE NA-
No. 1936. } TIONALE, a cor-

poration having its head office in the city of Quebec, and a branch at Saint Etienne de la Malbaie, Plaintiff; against ULYSSE LAPOINTE, THADEE LAPOINTE and LAURENT LAPOINTE, all three of La Malbaie, Defendants.

1. As belonging to the defendants Thadée and Laurent Lapointe, the east part of the lot designated under the number five hundred and ninety three (593) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Fidèle, measuring, the said part, one arpent in width by eighteen arpents in depth and bounded on the west by the residue of the said lot five hundred and ninety three (593) on the east by the lot five hundred and ninety four (594), on the north by the lot No. six hundred and forty two (642) on the south by the lot five hundred and fifty five (555)—with circumstances and dependencies.

Save and except the house of William Lapointe and its emplacement held by the heirs of the latter.

2. As belonging to the defendants, Laurent Lapointe and Ulysse Lapointe, the lot designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Fidèle, under the number five hundred and ninety four (594).

To be sold at the church door of the parish of Saint Fidèle, county of Charlevoix, on the THIRD day of JANUARY, 1914, at TEN o'clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS,

Sheriff's office, Sheriff.
Malbaie, 21st November, 1913. 4824
[First published, 29th November, 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit: } A BANQUE NA-
No. 3016. } TIONALE, a cor-

poration with its chief place of business in the city of Quebec, and a branch at Saint Etienne de la Malbaie, Plaintiff; against THADEE LAPOINTE, of Malbaie, residing at Saint-Bruno, county of Lake Saint John, Defendant.

The lot described on the official plan and book of reference of the parish of Saint Fidèle, under the number five hundred and ninety four (594), with reserve of the usufruct in favor of Laurent Lapointe, heretofore of Malbaie, farmer, now of Saint Bruno, district of Roberval, during his lifetime—with circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint Fidèle,

Saint-Fidèle, comté de Charlevoix, le TROISIÈME county of Charlevoix, on the THIRD day of
ME jour de JANVIER 1914, à DIX heures ET JANUARY, 1914, at HALF PAST TEN o'clock.
DEMIE.

ELIE MALTAIS,
Bureau du shérif,
Malbaie, 21 novembre 1913.
[Première publication, 29 novembre 1913.]

ELIE MALTAIS,
Shérif. Sheriff's office,
4821 Malbaie, 21st November, 1913.
[First published, 29th November, 1913.]

Ventes par le Shérif—St-François

Sheriff's Sales—St. Francis

AVIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the
undermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the res-
pective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure—District de Saint-François.
St-François, savoir : } L A B A N Q U E
No 246 } L A N A T I O N A L E,

corps politique et incorporé, ayant son princi-
pal siège d'affaires dans la cité de Québec,
Demanderesse ; contre WM. GIRARDIN, FILS,
du canton de Clifton, dans le district de Saint-
François, et NICHOLAS GAULIN, FILS, du
même lieu, Défendeurs.

1. Un morceau de terre situé dans la ville
Coaticook, dans le comté de Stanstead, formant
partie du lot numéro trente-neuf (39), des plan
et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite
ville de Coaticook, et étant un lot à bâtir por-
tant le numéro trente-neuf (39) sur un plan privé
préparé par Alphonse Major, d'une partie du dit
lot du cadastre No 39 mesurant environ soixante-
quinze pieds dans sa ligne nord, environ vingt-
cinq pieds dans sa ligne sud et cent soixante-
cinq pieds dans la ligne est ; borné au nord par
la rue principale ; à l'est par le lot No 40 sur
le dit plan privé d'Alphonse Major, apparte-
nant à Alphonse Major, au sud par le lot No 38
du dit plan Major, appartenant à A. L. Dupuis,
et à l'ouest par l'avenue principale—sans
bâtisse ;

2. Un lot à bâtir situé sur le côté sud de la
rue principale, dans la ville de Coaticook, mesu-
rant cinquante cinq pieds de front sur la dite
rue, sur cent soixante-cinq pieds de profondeur,
formant partie du lot numéro 39 du plan et livre
de renvoi officiels de la dite ville de Coaticook,
et désigné sous le No 40 sur un plan privé fait
par Alphonse Major, d'une partie du dit lot du
cadastre No 39 et borné comme suit : au nord,
par la dite rue principale, à l'est par le lot No
41 sur le dit plan privé de Major, appartenant
à Adélard L'Heureux, au sud, par le lot No 38
du dit plan Major, appartenant à Alexis L.
Dupuis, et à l'ouest par le lot No 39 du dit
plan Major, appartenant à Alphonse Major—
sans bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Edmond de Coaticook le
NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE prochain,
1913, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY ALYMER,

Bureau du shérif.
Sherbrooke, 30 octobre 1913.
[Première publication, 8 novembre 1913.]

Shérif.
4431

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } L A B A N Q U E
No. 246 } L A N A T I O N A L E, a

body politic and corporate, having its head office
and principal place of business at the city of
Quebec, Plaintiff ; against WM GIRARDIN,
Jr, of the township of Clifton, in the district
of Saint Francis, and NICHOLAS GAULIN,
FILS, of the same place, Defendants.

1. A lot of land situate in the town of Coa-
ticook, in the county of Stanstead, forming part
of the lot number thirty-nine (39), of the official
plan and book of reference of the said town of
Coaticook, and being a building lot bearing the
number thirty-nine (39), on a private plan pre-
pared by Alphonse Major, of a part of the said
cadastral lot No. 39, measuring about seventy-
five feet on the north line, about twenty-five feet
on the south line and one hundred and seventy
five feet on the east line ; bounded on the north
by the main street, on the east by the lot num-
ber 40, of the said private plan of Alphonse
Major, the property of the said Alphonse
Major, on the south by lot No. 38 of the said
p'an, the property of A. L. Dupuis, and on the
west by main avenue—without buildings.

2. A building lot situate on the south side
of the main street, in the town of Coaticook,
measuring fifty-five feet in front, on the said
street, by one hundred and sixty five feet in
depth, forming part of lot number 39 of the
official plan and book of reference of the said
town of Coaticook, and designated under the
No. 40, upon a private plan made by Alphonse
Major, of a part of the said cadastral lot No.
39, and bounded as follows : on the north by
the said main street, on the east by the lot No.
41 upon the said private plan, the property of
Adélard L'Heureux, on the south by the lot
No. 38, of the said private plan, the property
of Alexis L. Dupuis, and on the west by the
lot No. 39 of the said plan belonging to
Alphonse Major—without buildings.

To be sold at the church door of the parish
of Saint Edmond de Coaticook, on the NINTH
day of DÉCEMBER next, 1913, at TWO of
the clock in the afternoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's office,
Sherbrooke, 30th October, 1913.
[First published, 8th November, 1913.]

Sheriff.
4432

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS
Cour Supérieure—District de Saint Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir : } JOSEPH CAS-
No 90. } GRAIN,

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS
Superior Court—District of Saint Hyacinthe.
Saint Hyacinthe, to wit : } JOSEPH CAS-
No. 90. } GRAIN, a

bourgeois, actuellement de la paroisse de Saint-Denis, dans le district de Saint-Hyacinthe et l'abbé François Langelier, Assistant Procureur de l'Evêché du diocèse de Saint-Hyacinthe, de la cité et du district de Saint-Hyacinthe, en sa qualité de conseil judiciaire dûment nommé au dit Joseph Casgrain, ce dernier en autant que nécessaire pour assister et autoriser le dit Joseph Casgrain aux fins des présentes, Demandeur ; vs PIERRE CASGRAIN, de la paroisse de Saint-Paul d'Abbotsford, district de Saint-Hyacinthe et Arthur Casgrain, de la ville de Farnham, dans le district de Bedford, en sa qualité de conseil judiciaire dûment nommé au dit Pierre Casgrain, et ce dernier en autant que nécessaire pour assister et autoriser le dit Pierre Casgrain aux fins des présentes, Défendeur.

citizen, now of the parish of Saint Denis, in the district of Saint Hyacinthe, and l'abbé François Langelier, the Bishopric Assistant Attorney of the diocese of Saint Hyacinthe, of the city and district of Saint Hyacinthe, in his quality of judicial adviser, duly appointed to said Joseph Casgrain, and this latter to assist and authorize the said Joseph Casgrain to these presents, Plaintiff ; vs PIERRE CASGRAIN, of the parish of Saint Paul d'Abbotsford, district of Saint Hyacinthe and Arthur Casgrain, of the town of Farnham, district of Bedford, in his quality of judicial adviser duly appointed to said Pierre Casgrain, and this latter to assist and authorize said Pierre Casgrain to these presents, Defendant.

Un immeuble sis en la paroisse de Saint-Paul d'Abbotsford, étant les lots Nos quarante-neuf et cinquante (49-50) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Paul d'Abbotsford, avec les bâisses y érigées.

An immoveable situate in the parish of Saint Paul d'Abbotsford, being lots Nos. forty-nine and fifty (49-50) on the official plan and book of reference of said parish of Saint Paul d'Abbotsford, with buildings thereon erected.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul d'Abbotsford, le NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain (1913), à DIX heures de l'avant-midi.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Paul d'Abbotsford, on the NINTH day of DECEMBER next (1913), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

JOS. L. CORMIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 4 novembre 1913. 4487
[Première publication, 8 Novembre 1913.]

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, 4th November 1913 4488
[First published, 8th November, 1913.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

Sheriff's Sales—Three Rivers

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS
Cour Supérieure—District de Québec.
Trois-Rivière à savoir : } MARIE CORINNE
No. 796. } BERNIER,
Demanderesse ; vs HUBERT DESSUREAULT ET
AL. Défendeur

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Superior Court—District of Quebec
Three Rivers, to wit : } MARIE CORINNE
No. 796 } BERNIER. Plaintiff ;
vs HUBERT DESSUREAULT & AL. Defendants ;

Comme appartenant à l'un des dits défendeurs Georges Dessureault, l'immeuble suivant, à savoir :

As belonging to one of the said defendants Georges Dessureault, the following immoveable, to wit :

Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Théophile, étant le numéro trois (3) du rang St-Jean-Baptiste nord-est, formant partie du bloc B, qui porte le numéro vingt-cinq (25) du cadastre hypothécaire du canton Radnor, contenant soixante arpents en superficie, sans garantie de mesure précise ; borné en front par les représentants de Thomas Pronovost, en arrière, par Pascal Thibault, d'un côté par Dolphis Ricard, et de l'autre côté par Joseph Lupien—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

A lot of land situate in the parish of Saint Théophile, being the number three (3) of the north east Saint Jean Baptiste range, forming part of Block B, which bears the number twenty five (25) of the hypothecary cadastre of the township Radnor, containing sixty arpents in superficies, without warrant of exact measurement ; bounded in front by the representatives of Thomas Pronovost, in the rear by Pascal Thibault, on one side by Dolphis Ricard, and on the other side by Joseph Lupien—with buildings, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Théophile, le DIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du shérif. Shérif.
Trois-Rivières, 5 novembre 1913. 4533
[Première publication, 8 novembre 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Cour Supérieure. — District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières à savoir : } SEVERE LAMY, De-
No 552. } mandeur ; contre
LOUIS SAMSON, Défendeur ;

Une terre située entre la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, sur le quatrième rang, de la contenance de trois arpents de largeur sur la profondeur du dit rang, tenant par un bout aux terres du cinquième rang, par l'autre bout au cordon des terres entre les troisième et quatrième rangs, d'un côté à Raphaël Gellinas, et de l'autre côté à Cyprien Chainé—avec bâtisses dessus construites ; connue et désignée la dite terre aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, comme étant le lot numéro cent un (101).

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, le NEUVIEME jour de décembre prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du shérif. Shérif.
Trois-Rivières, 5 novembre 1913. 4531
[Première publication, 8 novembre 1913.]

To be sold at the church door of the parish of Saint Théophile, on the TENTH day of DECEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 5th November, 1913. 4534
[First published, 8th November, 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Superior Court. — District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } SEVERE LAMY,
No. 552. } Plaintiff ; against
LOUIS SAMSON, Defendant.

A land situate in the parish of Saint Boniface de Shawinigan, on the fourth range containing three arpents in width by the depth of the said range ; bounded on one end by the lands of the fifth range, on the other end by the range line between the fourth and fifth ranges, on one side by Raphaël Gellinas and for the other side by Cyprien Chainé—with buildings erected thereon ; the said land being designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Boniface de Shawinigan, as being the lot number one hundred and one (101).

To be sold at the church door of the parish of Saint Boniface de Shawinigan, on the NINTH day of DECEMBER next, 1913.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 5th November 1913. 4532
[First published, 8th November, 1913]

Avis du Gouverneur

Government Notices

CANADA,
No 795.

RUE DOWNING,
25 octobre 1913.

Sir,

J'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence pour l'information de vos ministres, une copie d'une dépêche de l'Officier administrant le gouvernement de Victoria au sujet de copies de proclamation déclarant cette partie III de la loi concernant l'administration des successions et la vérification des testaments, 1890, de Victoria s'appliquera à la province d'Ontario, Québec, Nouvelle Ecosse, Manitoba et Saskatchewan respectivement, dans la Puissance du Canada, ensemble avec un état des réclamations nécessaires en rapport avec les demandes pour vérifier les testaments et Lettres d'Administration dans Victoria.

No 57
16 sept., 13.

Je serais heureux si vos Ministres prenaient les moyens de mettre l'affaire de cet avis devant les susdits Gouvernements Provinciaux.

J'ai l'honneur d'être,

Sir,

Votre tout obéissant et humble serviteur,
(Signé) L. HARCOURT,
L'Officier Administrateur
du Gouvernement du Canada.

DEPARTMENT OF THE SECRETARY OF
STATE OF CANADA.

No 2884.

Ottawa, 12 novembre 1913.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre, sous ce pli, pour l'instruction de vos ministres copie

CANADA,
No. 795.

DOWNING STREET,
25th October, 1913.

Sir,

I have the honour to transmit to your Excellency for the information of your Ministers a copy of a despatch from the Officer administering the Government of Victoria forwarding copies of Proclamations declaring that Part III of the Administration and Probate Act, 1890, of Victoria shall apply to the Province of Ontario, Quebec, Nova Scotia, Manitoba and Saskatchewan respectively, in the Dominion of Canada, together with a statement of the requirements necessary in connection with applications to seal Probates and Letters of Administration in Victoria.

No. 57.
16th Sept., 13.

I shall be glad if your Ministers will take steps to bring the matter to the notice of the Provincial Governments concerned.

I have the honour to be,

Sir,

Your most obedient and humble servant,
(Signed) L. HARCOURT,
The Officer Administering
the Government of Canada.

DEPARTMENT OF THE SECRETARY OF
STATE OF CANADA.

No. 2884.

Ottawa, 12th November, 1913.

Sir,

I have the honour to transmit you herewith for the information of your Ministers, a copy

d'une proclamation lancée par Son Excellence le Gouverneur de l'Etat de Victoria, déclarant que la partie III de la loi concernant l'administration des successions et la vérification des testaments de 1890 s'appliquera à votre province, ainsi qu'une copie de la correspondance reçue du Bureau des Colonies sur ce sujet.

Je dois en même temps inviter l'attention de Votre Honneur sur les formalités requises pour l'apposition des sceaux sur les lettres d'administration et sur les testaments, dans l'Etat de Victoria, et sur les renseignements contenus dans le deuxième alinéa de la dépêche de Sir John Madden du 16 septembre dernier.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,
Votre obéissant serviteur,
THOMAS MULVEY,
Sous-secrétaire d'Etat.

Son Honneur,
Le Lieutenant-Gouverneur
de la province de Québec,
Québec, P. Q.

[Extrait de la "Gazette du Gouvernement de Victoria" du 25 juin 1913, p. 2679.]

PARTIE III DE LA LOI D'ADMINISTRATION
ET VERIFICATION DEVANT S'APPLI-
QUER A LA PROVINCE DE QUEBEC.

PROCLAMATION

De Son Excellence Sir John Michael Fleetwood Fuller, baronnet, Chevalier Commandeur de l'Ordre le plus distingué de Saint Michel et Saint George; Gouverneur de l'Etat de Victoria et ses dépendances dans l'Etat de l'Australie, etc., etc., etc.

ATTENDU que par la section Deux d'une loi du Parlement de l'Etat de Victoria, passée dans la deuxième année du règne de Sa présente Majesté le Roi George V, intitulé "An Act to further amend the Administration and Probate Act 1890," et portant le numéro 2342, il est pourvu que le Gouverneur en Conseil, sur satisfaction que la Législature de toute Possession Britannique a pris des mesures suffisantes pour la déclaration dans cette Possession de la vérification et lettres d'administration octroyées par la Cour Suprême de Victoria, peut, par Proclamation, déclarer que Partie III of the Administration and Probate Act 1890, de l'Etat de Victoria, tel qu'amendé par toute loi devra, sujette à toutes exceptions et modifications spécifiées dans la Proclamation, s'appliquera à cette Possession, et en conséquence durant que telle Proclamation serait en force, la dite Partie III devra s'appliquer en conséquence; Et attendu que Je, le Gouverneur en Conseil du dit Etat de Victoria, étant satisfait que la Législature de la Province de Québec (formant partie de la Puissance du Canada), une Possession Britannique avec l'intention de citer la susdite loi, par le Code Civil de cette Province, a pris des mesures suffisantes pour la déclaration dans cette Possession de vérifications et de lettres d'administration octroyées par la Cour Suprême de Victoria, ordonnons maintenant par et avec l'avis du Conseil Exécutif, par le présent ma Proclamation déclare que Partie III de la dite Administration and Probate Act 1890, de l'Etat de Victoria, tel qu'amendé par toute loi, devra, sans exception ou modification, s'appliquer à la Province de Québec, dans la susdite Puissance du Canada et de plus durant que cette Proclamation est en force la dite Partie III sera appliquer en conséquence.

Donné sous ma signature et sous le sceau du susdit Etat de Victoria, à Melbourne, le onzième jour de juin, de l'année de Notre

of a proclamation issued by His Excellency the Governor of the State of Victoria, declaring that Part III of the Administration and Probate Act 1890, shall apply to your Province, together with a copy of the correspondence received by the Colonial Office on the matter.

I would at the same time call the attention of your Honour to the requirements necessary in connection with applications to seal Probates and letters of Administration in the State of Victoria, and to the information contained in the second paragraph of Sir John Madden's despatch dated 16th September last.

I have the honour to be,

Sir,
Your obedient servant,
THOMAS MULVEY,
Under Secretary of State.

His Honour,
The Lieutenant Governor,
of the Province of Quebec,
Quebec, P. Q.

[Extract from the Victoria Government Gazette of 25th June, 1913, p. 2679.]

PART III OF ADMINISTRATION AND PROBATE ACT TO APPLY TO THE PROVINCE OF QUEBEC.

PROCLAMATION

By His Excellency Sir John Michael Fleetwood Fuller, Baronet, Knight Commander of the Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George; Governor of the State of Victoria and its Dependencies in the Commonwealth of Australia, etc., etc., etc.

WHEREAS by section Two of an Act of the Parliament of the State of Victoria, passed in the second year of the reign of His present Majesty King George V, intituled "An Act to further amend the Administration and Probate Act 1890", and numbered 2342, it is provided that the Governor in Council, on being satisfied that the Legislature of any British Possession has made adequate provision for the recognition in that Possession of probates and letters of administration granted by the Supreme Court of Victoria, might, by Proclamation, declare that Part III of the Administration and Probate Act 1890 of the State of Victoria, as amended by any Act, should, subject to any exceptions and modifications specified in the Proclamation, apply to that Possession, and that thereupon while such Proclamation was in force the said Part III should apply accordingly: And whereas I, the Governor in Council of the said State of Victoria, being satisfied that the Legislature of the Province of Quebec (forming part of the Dominion of Canada), a British Possession within the meaning of the said recited Act, has, by the Civil Code of that Province, made adequate provision for the recognition in that Possession of probates and letters of administration granted by the Supreme Court of Victoria, do now therefore, by and with the advice of the said Executive Council, hereby by this my Proclamation declare that Part III of the said Administration and Probate Act 1890 of the State of Victoria, as amended by any Act, shall, without exception or modification, apply to the Province of Quebec, in the Dominion of Canada aforesaid, and that henceforth while this Proclamation is in force the said Part III shall apply accordingly.

Given under my Hand and the Seal of the State of Victoria aforesaid, at Melbourne, this eleventh day of June, in the year of our Lord

Seigneur mil neuf cent treize, et dans la
quatrième année du règne de Sa Majesté.
[L. S.] JOHN FULLER,
Par ordre de Son Excellence.
J. DRYSDALE BROWN,
Procureur Général.
(Dieu sauve le Roi)

STATE GOVERNMENT HOUSE
MELBOURNE,

16 septembre 1913.

Sir,

Reférant à la dépêche de Sir John Fuller, en date du 5 Août 1912, No 47, et correspondance antérieure ayant rapport à la déclaration dans Victoria des vérifications et lettres d'administration octroyées par les Cours de Hong Kong, j'ai l'honneur de vous informer que les Proclamations, dont une copie de chaque est annexée n'ont pas été émises, déclarant que cette Partie III de "the Administration and Probate Act 1890" de cet Etat s'appliquera aux Provinces d'Ontario, Manitoba, Nouvelle-Ecosse, Québec et Saskatchewan respectivement, dans la Puissance du Canada.

L'Etat accompagnant des réclamations nécessaires en rapport avec la demande de sceller les vérifications de testaments et lettres d'administration dans Victoria est expédié pour l'information des Autorités des Provinces nommées et devraient aussi être notifiés que suivant la loi de cet Etat lorsqu'un testament ou lettres d'administration ont été ainsi scellés l'exécuteur ou administrateur en personne auxquelles l'octroi est scellé est dans la même position que si il était un administrateur original.

J'ai, etc.,

(Sg.) JOHN N. MADDEN,

Le Très Honorable,

LEWIS HARCOURT, N. P.
etc., etc., etc.

RE : DEMANDE POUR L'OPPOSITION DES
SCEAUX SUR LES TESTAMENTS ET
LETTRES D'ADMINISTRATION
DANS VICTORIA

Les demandes pour apposer le sceau peuvent être faites soit par l'Exécuteur ou administrateur auxquels l'octroi a été fait, soit personnellement ou par quelque procureur en sa faveur ou par toute personne dûment autorisée par procuration sous la signature et sceau de tel exécuteur ou administrateur. Où la demande est faite par un exécuteur ou administrateur d'octroyer ou copie d'octroi de vérification ou lettres d'administration doivent être produites et une copie vérifiée de tel octroi doit être déposée (le procureur pourrait faire cette copie la vérifier) et un affidavit par son état :

Date du décès

Qu'un octroi a été fait par lui le
par

Cour

Que tel octroi est gardé secret

Que le décédé a laissé des biens meubles et immeubles ou meubles et immeubles dans le pays où tel octroi a été fait.

Que le décédé a laissé des immeubles dans Victoria n'excédant en valeur la somme de et biens personnels n'excédant pas en valeur la somme de ou qu'il a laissé aucuns immeubles ou aucuns biens personnels selon le cas (une courte description de la propriété doit être donnée de manière qu'elle soit indentifiée si nécessaire).

Que l'exécuteur ou administrateur en demandant le sceau de la Cour Suprême de Victoria, apposé sur tel octroi et qu'il nomme A. B. comme son procureur pour telle fin si la demande n'est pas faite en personne.

One thousand nine hundred and thirteen, and in the fourth year of His Majesty's reign.
[L. S.] JOHN FULLER,

By His Excellency's Command.
J. DRYSDALE BROWN,
Attorney General.
(God save the King)

STATE GOVERNMENT HOUSE
MELBOURNE,

16th September, 1913.

Sir,

Adverting to Sir John Fuller's despatch dated 5th August, 1912, No. 47, and previous correspondence relating to the recognition in Victoria of Probates and Letters of Administration granted by the Courts of Hong Kong, I have the honour to inform you that Proclamations, a copy of each of which is hereto annexed have now been issued, declaring that Part III of the Administration and Probate Act 1890 of this State shall apply to the Provinces of Ontario, Manitoba, Nova Scotia, Quebec and Saskatchewan respectively, in the Dominion of Canada.

The accompanying statement of the requirements necessary in connection with applications to seal Probates and Letters of Administration in Victoria is forwarded for the information of the Authorities of the Provinces named, who should also be advised that according to the law of this State when a will or Letters of Administration have been so sealed the executor or administrator or person to whom the grant is sealed is in the same position as if he were an original administrator.

I have, etc.,

(Sd.) JOHN N. MADDEN,

The Right Honourable,

LEWIS HARCOURT, N. P.,
etc., etc., etc.

RE APPLICATION TO SEAL PROBATES
AND LETTERS OF ADMINISTRATION
IN VICTORIA.

Applications to seal may be made either By the Executor or Administrator to whom the grant has been made — either personally or by some Proctor on his behalf or by any person duly authorised by Power of Attorney under the Hand and Seal of such Executor or Administrator. Where the application is made by an Executor or Administrator the Grant or Copy Grant of Probate or Letters of Administration must be produced and a verified copy of such Grant must be filed (the Proctor could make this copy and verify it) and an affidavit by his stating :

Date of Death.

That a Grant was made by his on
by

Court.

That such Grant is unrevoked.

That deceased left real and personal estate or real or personal estate in the country where such Grant was made.

That deceased left real estate in Victoria not exceeding in value the sum of and personal estate not exceeding in value the sum of or that he left no real or no personal estate so the case may be (a short description of the property must be given so that it can be identified if necessary.)

That the Executor or Administrator is applying to have the Seal of the Supreme Court of Victoria affixed to such Grant and that he appoints A.B. as his Proctor for such purpose if the application is not made in person.

Où la demande est faite par un procureur l'octroi doit être produit avec la procuration et une copie vérifiée, accompagné d'un affidavit comme ci-dessus, et que le pouvoir n'a pas été révoqué, tel pouvoir étant marqué comme un exhibit à l'affidavit. Le pouvoir ne doit pas être limité aux biens personnels mais doit être assez grand pour couvrir les biens meubles et immeubles. Le pouvoir ne devant pas contenir aucune limitation non contenue dans l'octroi.

Le sceau de la Cour peut alors être apposé à

1. Octroi original	ou
2. Un duplicata	ou
3. Une copie certifiée	ou
4. Une explication	

3 et 4 doivent être sous le sceau de la Issuing Court et aussi avoir un certificat du Régistrateur ou du propre officier que le document a été comparé avec l'original et d'une vraie copie d'icelui.

L'octroi devant être scellé doit être marqué comme un exhibit à l'affidavit du requérant.

4897

No. 3508-13.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Louis-de-Kamouraska, comté de Kamouraska, les lots Nos 238 et 239 du deuxième rang du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Louis-de-Kamouraska et de les annexer à celle de Saint-Pascal, même comté.

4917

No. 359-09.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire du village de Saint-Jérôme, comté de Lac Saint-Jean, les lots Nos 80b, 81a, 81b, 82a, 82b, 83, 84, 85, 86 du rang Nord Caron, et les lots Nos. 100, 101, 102 du rang Sud Caron tous du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérôme, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Jérôme, paroisse.

4915

Québec, 27 novembre 1913.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Joseph Dubé, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant au village de Mont-Joli, comté de Matane, district de Rimouski, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, repertoire et index de feu Louis Napoléon Girard, en son vivant, notaire public, demeurant et pratiquant au dit village de Mont-Joli.

JEREMIE L. DECARIE,
Secrétaire provincial.

4911

Where the application is made by an Attorney the Grant or copy must be produced with the Power of Attorney and a verified copy of each accompanied by an affidavit as above, and that the Power has not been revoked, such Power being marked as an exhibit to the Affidavit. The Power must not be limited to personal estate but should be wide enough to cover both real and personal estate. The Power must not contain any limitations not contained in the Grant.

The Seal of the Court may then be affixed to

1. Original Grant	or
2. A Duplicate	or
3. A Certified Copy	or
4. An Exemplification	

3 and 4 must be under the Seal of the Issuing Court and also have a Certificate of the Registrar or Proper Officer that the Document has been compared with Original and is a True Copy thereof.

The Grant to be Sealed must be marked as an exhibit to the Affidavit of Applicant.

4898

No. 3608-13.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

The superintendent hereby gives notice that application has been made to him to detach from the school municipality of Saint Louis de Kamouraska, the lots Nos. 238 and 239 of the second range of the official cadastre of the parish of Saint Louis de Kamouraska and to annex same to that of Saint Pascal, same county.

4918

No. 359-09.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

To superintendent hereby gives notice that application has been made to him to detach from the municipality of the village of Saint-Jérôme, county of Lake Saint John, lots Nos. 80b, 81a, 81b, 82a, 82b, 83, 84, 85 and 86 of range North Caron, and the lots Nos. 100, 101, 102 of range South Caron, all of the official cadastre of the parish of Saint-Jérôme, and to annex same to the school municipality of Saint Jérôme, parish.

4916

Québec, 27th November, 1913.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Joseph Dubé, esquire, notary public, residing and practising at the village of Mont Joli, county of Matane, district of Rimouski, by which he ask for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Louis Napoléon Girard, in his lifetime notary public, practising and residing at the said village of Mont Joli, in accordance with the provisions of the notarial code.

JEREMIE L. DECARIE,
Provincial secretary.

4912

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de novembre 1913, constituant en corporation MM. Joseph Miller, agent, Jacob Schneider, teneur de restaurant, Wm. W. Riser, voyageur, A. Poyaner, marchand, et Bere Kert, marchand, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

L'avancement et l'étude de toutes les questions politiques et sociales importantes du jour, aux moyens de conférences, papiers et débats, et aussi procurer et fournir à ses membres la création et les amusements avec les privilèges d'un club social ;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty second of November, 1913, incorporating Messrs. Joseph Miller, agent, Jacob Schneider, restaurant keeper, Wm. W. Riser, traveller, A. Poyaner, merchant, and Bere Kert, merchant, of the city of Montreal, for the following purposes :

The promotion of the study of all important political and social questions of the day by means of lectures, papers and debates, and incidentally to provide and furnish its members with recreation and amusements with the privileges of a social club ;

La dite association désire le droit d'avoir un buffet, salle à manger et salle de billards, le tout pour le bénéfice des membres de l'association ;

La dite association désire de plus le droit de servir des boissons alcooliques à ses membres dans la maison du club, suivant les règlements de la cité et suivant la loi des licences, sous le nom de "Young Mens Progressive Political Club", avec un capital actions de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de novembre 1913.

ALEXANDRE DESMEULES.

Agissant sous-secrétaire de la province.
4919

The said association desires the right to have a buffet, dining room and billiard room, to whole for the benefit of the members of the association ;

The said association furthermore desires the right of being permitted to serve alcoholic beverages to its members within the club house, according to the city by-laws and according to the license law, under the name of "Young Mens Progressive Political Club", with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into five hundred (500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of November, 1913.

ALEXANDRE DESMEULES,

Acting Deputy Provincial Secretary.

4920

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date au dix-huit novembre 1913, constituant en corporation MM. J. H. Fortier, négociant, Louis Terreau, fondeur, Joseph Savard, négociant, et George Couillard, charcutier, de Québec, et J. A. Gaulin, manufacturier, de Saint-Joseph de Lévis, dans les buts suivants :

Acquérir, donner à bail, détenir, louer, ériger, établir et administrer des établissements pour la fabrication de tous les articles d'apiculture et d'aviculture, couveuses et éleveuses artificielles, armoire à germer l'avoine, nids-a-trappe, cages d'engraissement, table à chaponnage, sasseur de moulée, boîtes d'emballage, boîtes pour les oeufs, et tout ce qui est nécessaire pour l'industrie avicole ; ruches, hausses, extracteurs solaires, cadres et tout ce qui est nécessaires pour l'apiculture ;

Fabriquer toutes espèces de machines agricoles, moulins à battre, crémeuses, bancs de scie ;

Fabriquer toutes espèces de meubles ;

Fabriquer toutes espèces de voitures ;

Etablir une école pour l'enseignement apicole, avicole et pour l'enseignement de l'agriculture en général ;

Faire l'élevage, l'engraissement, l'achat et la vente, la mise en conserve et l'exploitation sous toutes ses formes de produits apicoles, avicoles, et agricoles ;

Acheter, préparer et vendre toutes espèces de nourritures pour volailles et autres animaux, poudres ;

Faire les affaires de charretiers, entrepreneurs, camionneurs, expéditeurs et acquérir, détenir et mettre en opération des tramways sur la propriété de la compagnie et se joindre à toute ligne existante de chemin de fer mise en opération par la vapeur ou l'électricité, ou à tous tels chemins de fer qui peuvent être construits à l'avenir, et acquérir, détenir, mettre en opération des bateaux, remorqueurs, entrepôts et matériel roulant et en disposer ;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir ou autrement, posséder, détenir entreprendre et mettre en opération toutes ou aucune partie des affaires, propriétés ou obligation faisant toutes affaires semblables aux affaires faisant toutes affaires semblables aux affaires que cette compagnie est autorisée à faire, ou possédant une propriété convenable pour les fins de cette compagnie, ou toutes actions du capital-actions, obligations ou autres garanties de toute telle compagnie, société ou personne, et utiliser ses fonds pour l'acquisition d'icelles, au nom et en faveur de cette compagnie ;

Acquérir par achat ou autrement et utiliser aussi toutes patentes, droits de patentes, dessins industriels et marque de commerce, et

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1913, incorporating Messrs. J. H. Fortier, trader, Louis Terreau, foundryman, Joseph Savard, trader, George Couillard, butcher, of Quebec, and J. A. Gaulin, manufacturer, of Saint Joseph de Lévis, for the following purposes ;

To acquire, give on lease, hold, hire, erect, establish and administer establishments for the manufacturing of all articles for apiculture and aviculture, incubators, sprouting oat racks, trap nests, feeding pens, caponizing tables, meal sifters, packing boxes, egg boxes, and everything necessary for the poultry industry ; hives, surplus frames, extractors, racks and everything necessary for apiculture ;

To manufacture all kinds of agricultural implements, threshing machines, separators, sowing tables ;

To manufacture all kinds of furniture ;

To manufacture all kinds of articles ;

To establish a school for the teaching of apiculture, aviculture and agriculture in general ;

To carry on the breeding, fattening purchase, sale, canning and exploitation under all forms of bee, poultry and farm produce ;

To purchase, prepare and sell all kinds of feed for poultry and other animals powders ;

To carry on the business of carters, warehousemen, draymen, forwarders and to acquire, hold and operate tramways on the company's property and to connect with any existing line of railways operated by steam or electric power, or with any such railways as in the future may be constructed, and to acquire, hold and operate and dispose of barges, tugs, warehouses and rolling stock ;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, own, hold, undertake and operate the whole or any part of the business, property or liabilities of any person, firm or corporation, carrying on any business akin to the business which this company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purpose of this company, or any shares in the capital stock, bonds or other securities in such company, firm or person, and to use the funds thereof for the acquirement of the same, in the name and on behalf of this company ;

To acquire by purchase or otherwise and also to use and dispose of any patents, patent rights, industrial designs and trade marks, and to ma-

manufacturer, utiliser, et faire le commerce d'inventions, garanties en vertu des dites patentes, et en disposer;

Émettre et répartir comme actions acquittées du capital actions de cette compagnie en considération de stocks, droits, intérêts, patentes ou tous autres biens achetés ou acquis ou par travail fait, ou toute garantie donnée ou devant être donnée ou pour services rendus ou devant être rendus dans l'intérêt de la compagnie, et, avec l'approbation des actionnaires y compris les services rendus ou devant être rendus par les promoteurs de la compagnie;

Entrer en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, amalgamation, et concession réciproque avec et pour aider par garantie de contrats ou autrement, toute personne, société ou corporation engagée dans ou sur le point de faire toutes affaires semblables aux affaires pour lesquelles l'incorporation est maintenant demandée;

Vendre, céder, prendre à bail, louer la propriété et entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle, ou en disposer autrement, pour telle considération que la compagnie peut juger à propos et en particulier, mais sans limiter le but des susdits objets, pour actions, débiteures, obligations ou garanties de toute autre compagnie, et distribuer tous les biens de la compagnie en espèces parmi les membres d'icelles;

Faire tous les actes et choses, transiger toutes affaires et acquérir, posséder ou détenir tous les biens ou autres propriétés qui peuvent être nécessaires ou utiles ou ayant rapport à la bonne exécution des objets pour lesquels l'incorporation est maintenant demandée, ou dans le but d'augmenter, étendre ou avancer en aucune manière les intentions but et étendue des affaires de la compagnie devant être incorporée par les présentes, sous le nom de "La Compagnie J. A. Gaulin, Limitée", avec un capital de quarante-neuf mille neuf cent piastres (\$49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Beauport, comté de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de novembre 1931.

C. J. SIMARD,

4847

Sous-secrétaire de la province.

manufacture, use and deal in the inventions secured under such patents;

To issue and allot as fully paid up shares of this company's capital stock in consideration of stocks rights, interests, patents or any other property purchased or acquired or for work done, or for any security given or to be given, or for services rendered or to be rendered in the company's interest, and, with the approval of the shareholders including services rendered or to be rendered by the promoters of the company;

To enter into agreement as to the sharing of profits, union of interest, co-operation, joint-adventure, amalgamation and reciprocal concession with and to aid by guarantee of contracts or otherwise, any person, firm or corporation engaged in or about to carry on any business similar to the business for which incorporation is now sought;

To sell, assign, lease, let or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit and in particular, but without limiting the scope of the foregoing, for shares, debentures, bonds or securities of any other company, and to distribute any property of the company in kind among the members thereof;

To do all matters and things, transact all business and acquire, own or hold, or dispose of, all property or other assets as may be necessary or convenient for or incidental to the proper fulfilment of the objects for which incorporation is now sought or for the purpose of enlarging, extending, or in any way advancing the intention scope and extent of the business to be hereby incorporated, under the name of "La Compagnie J. A. Gaulin, Limitée", with a capital of forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into four hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Beauport, county of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of November, 1931.

C. J. SIMARD,

4848

Deputy Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que M. Joseph Lalonde, comptable, de la cité et du district de Montréal, s'adressera à la Législature, à sa session actuellement en cours, afin d'obtenir un bill l'autorisant à vendre l'immeuble connu sous le No officiel 90, du cadastre du quartier Saint-Jacques, de la cité de Montréal, nonobstant toutes dispositions au contraire que peut contenir le testament de feu son père, Joseph Lalonde.

Montréal, 27 novembre 1931.

EDMOND DESAULNIERS, notaire,

4923

Procureur du requérant.

Avis est par le présent donné, que le "Connaught Park Jockey Club" d'Ottawa, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir une loi amendement la loi d'incorporation du dit club savoir, le chapitre 132, 2 Geo. V, 1912, et plus particulièrement la section 4, de la dite loi, aux

Applications to the Legislature

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Mr. Joseph Lalonde, accountant, of the city and district of Montreal, will present to the Legislature, at the present session, a bill to authorize him to sell the immovable property described as No. 90, on the official plan and book of reference of Saint James ward, of the city of Montreal, notwithstanding any provisions to the contrary contained in the will of his late father Joseph Lalonde.

Montreal, 27th November, 1931.

EDMOND DESAULNIERS, Notary,

4924

Attorney for petitioner.

Notice is hereby given that at the present session of the legislature for the province of Quebec, Connaught Park Jockey Club of Ottawa, will apply for an Act to amend the Act of Incorporation of the said club, namely, Chapter 132, 2 Geo. V., 1912, and more particularly section 4 thereof, in order to provide for an

ins de pourvoir à une augmentation du capital
actions de \$200,000 à \$300,000.

Daté à Ottawa, ce 11ième jour de novembre,
1913.

4921

N. A. BELCOURT,
Procureur du requérant.

increase of the capital stock from \$200,000, to
\$300,000.

Dated at Ottawa, the 11th day of November,
1913.

4922

N. A. BELCOURT,
Solicitor for Applicant.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 48

Index de la Gazette Officielle de Québec No 48.

ACTIONS EN RÉPARATION DE BIENS : — ACTIONS FOR REPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Barber vs Ashby.....	2527
" Berditchefsky vs Matoff.....	2526
" B-rubé vs Chamberland.....	2528
" Boudreau vs Goudreau.....	2527
" Charette vs Cyr.....	2528
" Chaussé vs Larivière.....	2528
" Cox vs Sharpe.....	2526
" Davies vs Hunt.....	2526
" Fournier vs Robert.....	2527
" Guillemette vs Dion.....	2529

ANNONCEURS : —Avis aux :—Concernant avis, etc.,
2499.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SPÉCIALE : —L'Assurance Na-
tionale des Fermiers, 2533 ; The Drummond-
ville Bridge Co, 2533.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ : — La Cie
d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la
paroisse de Saint-Clet, 2501 ; The Montreal
Protestant Orphans' Home, 2502.

AVIS : —Dissolution d'écoles dissidentes, municipa-
lité de Saint-Rémi, 2502 ; Loi concernant les
successions et testaments, 2550.

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS : —
John B. Paine Coy, Ltd, 2501.

CONVENTION ANNUELLE : —L'Association des Bar-
biers de la province de Québec, 2525.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE : —

Amendements à la charte de la cité de Québec —Amendments to the Charter of the city of Quebec.....	2515
Annexion ville—Town Emaré.....	2518
Archambault, l'hon. Louis.....	2519
Aubertine, Arsène.....	2515
Beaudin, Itée.....	2514
Cie du Boulevard de Montréal Est.....	2519
Cie du chemin de fer de Québec et de l'Île d'Orléans—Island of Orleans Railway Coy.....	2519
Cie Chemin de Fer Roberval & Saguenay— Roberval & Saguenay Railway Coy.....	2520
Cité de Verdun—City of Verdun.....	2516
Congregational, Church and Society of the city of Sherbrooke.....	2514
Congregation Hadras Kodish.....	2514
Connaught Park Hockey Club.....	2555
Corporation des Dames de l'Asile de Montréal pour les Orphelins Catholiques Romains.....	2524
Daoust, Placide et al.....	2519
Ethier, Frédéric.....	2523
Fern Consolidated Coy.....	2523
Fontaine, Jean Chs Gaston.....	2518
Gagné, La René.....	2518
Gilmore, Daniel Percé.....	2518
Jasmin, Dme Delphine.....	2524
King's Hall.....	2517

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS : —ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Guité vs Gauthier.....	2526
" Marquis vs Gendreau.....	2525
" Murphy vs Cavanagh.....	2525
" Kelly vs Gagnon.....	2527
" Kenagamie vs Banville.....	2527
" Paquin vs Morin.....	2529
" Short vs Blue.....	2528
" St. Germain vs Lépine.....	2528
" Trudeau vs Noël.....	2526

ADVERTISEES : —Notice to : —Respecting notices,
etc, 2499.

SPECIAL GENERAL MEETING : —L'Assurance Na-
tionale des Fermiers, 2533 The Drummondville
Bridge Co, 2533.

ASSOCIATION INSURANCE OR SOCIETY : —La Cie
d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la
paroisse de Saint Clet, 2501 ; The Montreal
Protestant Orphans' Home, 2502.

NOTICES : —Dissident school trustees of the muni-
cipality of Saint Remi, 2502 ; Law concerning
administration and Probate Act, 2550.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS : — John B.
Paine Coy, Ltd, 2501.

ANNUAL CONVENTION : —The Barbers' Association
of the Province of Quebec, 2525.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : —

Lalonde, Joseph.....	2555
L'Association Athlétique d'Amateurs Natio- nale de Montréal.....	2521
Local Association of the Victorian Order of Nurses.....	2412
McShane, Rév. Gerald J.....	2518
McDonald, Albert J.....	2518
McClelland Alonzo Wright.....	2523
Montreal & Sud-Ouest Montreal & South Western Railway & Power Coy.....	2526
Morin, Maxime.....	2517
Mount Royal Cemetery Coy.....	2520
Peloquin, J. B. et autres—and others.....	2521
Poidij Constantin et autres—and others.....	2523
Robert, Henri et autres—and others.....	2524
Société de Construction Permanente de Qué- bec.....	2515
Syndics de la paroisse de Saint-Dominique de Newport—Trustees of the parish of Saint Dominique de Newport.....	2525
The Congregation Shemerin Labeker.....	2514
The Interdenominational Committee of Mon- tréal.....	2515
The Methodist Church.....	2523
The Montreal Fair Association of Canada.....	2520
The Montreal Water & Power Company.....	2521
The Presentation Brothers of Ireland.....	2525
Vautelet, Henri-Etienne-Joseph.....	2515

La Cie du Chemin de Fer de la Baie des Ha !
Ha !—Ha ! Ha ! Bay Railway Coy..... 2519
Lacroix, Raoul..... 2515

Ville de—Town of Roxboro..... 2516
Ville de—Town of Shawinigan Falls..... 2517
Wedgewood Park Coy, Ltd..... 2521

DÉPUTÉS ÉLUS :—M. Marcellin Robert, collègue
électoral de Saint-Jean, 2399 ; M. Andrew
Philps, collègue électoral de Huntingdon, 2499.

MEMBERS ELECTED :—Mr. Marcellin Robert, elec-
toral college of Saint John, 2499 ; Mr. Andrew
Philps, electoral college of Huntingdon, 2499

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Asselin..... 2530
Daoust..... 2530
Gagnon..... 2529
Leclair & Chalifoux, Ltd..... 2532
Lefebvre..... 2533
Lessard..... 2531
Paquet..... 2531
Pelletier..... 2531

FAILLIS —INSOLVENTS :

Poisson..... 2531
Potvin..... 2530
Raikes..... 2531
Soulard & Leblond..... 2532
Sylvestre..... 2532
The Boston Shoe, Ltd..... 2530
The Central Furniture Co..... 2529
The Standard Cement Coy, Ltd..... 2530

LETTRES PATENTES :—

Cie Manufacturière de Sainte-Anne-de-Beau-
pré..... 2513
Economical Gaz, Light & Power Coy..... 2506
Gadbois, Ltée..... 2511
La Cie de Béton de Saint-Joseph de Beauce. 2509
La Cie J. A. Gaulin, Ltd..... 54
La Cie La Canadienne, Ltée..... 2504

LETTERS PATENT :—

La Mont Royal, Ltée..... 2508
Montreal Builders, Ltd..... 2510
Montreal Indoor Tennis Club, Ltd..... 2452
Stanstead Fur Farming Coy, Ltd..... 2508
The Warwick Woollen Mfg Coy..... 2503
Wasserman Medical Institute, Incorp..... 2503
White Smelting and Refining Works, Ltd... 2509

LIQUIDATIONS, AVIS DE :—La Cie de Marbre du
Canada, Ltée, 2529 ; L'Assurance Nationale des
Fermiers, 2532.

LIQUIDATIONS, NOTICE OF :—La Cie de Marbre du
Canada, Ltée, 2529 ; L'Assurance Nationale
des Fermiers, 2532.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Paroisse Saint-Denis—
Saint-Philippe de Néri, 2601 ; Paroisse Saint-
François—Saint-Victor, 2500 ; Paroisse Saint-
Georges—Saint-Georges, 2501 ; Paroisse Saint-
Joseph—Saint-Frédéric, 2500 ; Paroisse Saint-
Narcisse—Saint-Maurice, 2501 ; Paroisse Saint-
Saint-Maurice, 2502 ; Paroisse Saint-Jérôme—
Municipalité Saint-Jérôme, 2553 ; Paroisse
Saint-Louis de Kamouraska—Saint-Pascal,
2553 ; Village de la Pointe du Lac, 2492 ;
Village d'Acton, 2502.

SCHOOL MUNICIPALITIES :—Parish Saint Denis—
Saint Philippe de Néri, 2501 ; Parish Saint
Francis—Saint Victor, 2500 ; Parish Saint
Georges—Saint Georges, 2501 ; Parish Saint
Joseph—Saint Frédéric, 2500 ; Parish Saint
Narcisse—Saint Maurice, 2501 ; Parish Saint
Jérôme—Municipality Saint Jérôme, 2553 ;
Parish Saint Louis de Kamouraska—Saint
Pascal, 2553 ; Village de la Pointe du Lac,
2492 ; Village d'Acton, 2502.

NOMINATIONS :—Commissaire pour recevoir affida-
vits :—Edw. Scarlett Trehearne, 2500.
Juges de paix :—Districts Gaspé, 2500 ; Ri-
mouki, 2500.

APPOINTMENTS :—Commissioner to receive affida-
vits :—Edw. Scarlett Trehearne, 2500.
Justices of the peace :—Districts Gaspé, 2500 ;
Rimouski, 2500.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :—
M. Joseph Dubé, 2553.

NOTARIAL MINUTES APPLICATION FOR TRANSFER :—
M. Joseph Dubé, 2553.

VENTE DE FAILLITE :—Lefebvre, 2533.

IMMOVABLE SALE :—Lefebvre, 2533.

VENTES PAR LICITATION :—Cuddy vs Cuddy et al,
2534 ; Larivière vs Clément, 2537.

SALES BY LICITATION :—Cuddy vs Cuddy et al,
2534 ; Larivière vs Clément, 2537.

VENTES PAR LES SHERIFFS

SHERIFFS' SALES

BEAUCÉ :—Peachy (Dme) vs Royer, 2538.

BEAUCÉ :—Peachy (Dme) vs Royer, 2538.

BEDFORD :—The Canadian Fairbanks Coy, Ltd, vs
Bradeur, 2539.

BEDFORD :—The Canadian Fairbanks Coy, Ltd, vs
Bradeur, 2539.

GASPÉ :—La Banque Nationale vs Baker & Fer-
guson, 2539.

GASPÉ :—La Banque Nationale vs Baker & Fer-
guson, 2539.

MONTREAL :—Chartier vs Bélanger, 2540 ; Le Crédit
Foncier Franco Canadien vs Dme Lizotte
et al, 2540 ; Nault vs McDonagh,
2542 ; Pauzé vs Lafleur, 2541 ; Scott vs Gross-
man, 2541.

MONTREAL :—Chartier vs Bélanger, 2540 ; Le Cré-
dit Foncier Franco Canadien vs Dme Lizotte
et al, 2540 ; Nault vs McDonagh, 2542 ;
Pauzé vs Lafleur, 2541 ; Scott vs Grossman,
2541.

QUÉBEC :—Grandbois vs Thibault, 2544.

QUÉBEC :—Grandbois vs Thibault, 2544.

RIMOUSKI :—Jacobs vs Delle Larivière, 2544.

RIMOUSKI :—Jacobs vs Delle Larivière, 2544.

- ROBERVAL** :—Déchêne vs Gagnon, 2546; Déchesne vs Bergeron, 2546; La Banque Provinciale du Canada vs Boivin, 2545; La Cie de Conserve Indépendante d'Hébertville en liquidation, 2545; Renaud vs Dubé, 2546.
- SAGUENAY** :—La Banque Nationale vs T. Lapointe, 2547; La Banque Nationale vs U. Lapointe, 2547.
- SAINT-FRANÇOIS** :—La Banque Nationale vs Girardin, 2548.
- SAINT-HYACINTHE** :—Casgrain vs Casgrain, 2549.
- TROIS-RIVIÈRES** :—Bernier (Dme) vs Dme Dessureault et al, 2549; Lamy vs Samson, 2550.
- ROBERVAL** :—Déchêne vs Gagnon, 2546; Déchesne vs Bergeron, 2546; La Banque Provinciale du Canada vs Boivin, 2545; La Cie de Conserve Indépendante d'Hébertville en liquidation, 2545; Renaud vs Dubé, 2546.
- SAGUENAY** :—La Banque Nationale vs T. Lapointe, 2547; La Banque Nationale vs U. Lapointe, 2547.
- SAINT-FRANÇOIS** :—La Banque Nationale vs Girardin, 2548.
- SAINT-HYACINTHE** :—Casgrain vs Casgrain, 2549.
- TROIS-RIVIÈRES** :—Bernier (Dme) vs Dme Dessureault et al, 2549; Lamy vs Samson, 2550.

- 1 DÉC 1913